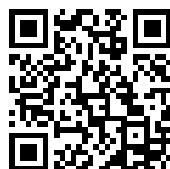

This is a reproduction of a library book that was digitized by Google as part of an ongoing effort to preserve the information in books and make it universally accessible.

Google™ books

<https://books.google.com>





A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

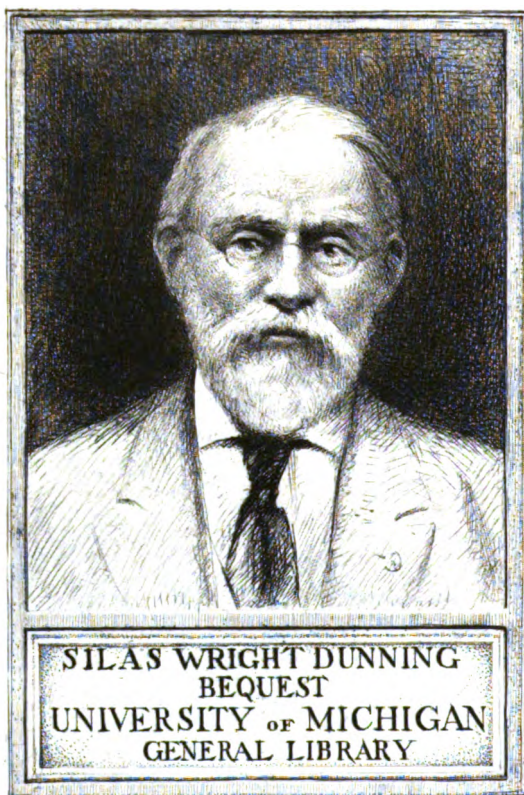
- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

B 516430

DUPL



SILAS WRIGHT DUNNING
BEQUEST
UNIVERSITY OF MICHIGAN
GENERAL LIBRARY

De
61
.J8
S7

M. Faudot, juge à Dôle

2782

TRAVAUX
DE LA
SOCIÉTÉ D'ÉMULATION
DU DÉPARTEMENT DU JURA,
PENDANT L'ANNÉE 1836.

TRAVAUX
DE LA
SOCIÉTÉ D'ÉMULATION
DU JURA.

TRAVAUX
DE LA
SOCIÉTÉ D'ÉMULATION
DU DÉPARTEMENT DU JURA,
PENDANT L'ANNÉE 1836.



PONS-LE-SAUNIER,
FRÉDÉRIC GAUTHIER, IMPRIMEUR DE LA SOCIÉTÉ.
—
1837.

TRAVAUX
DE LA
SOCIÉTÉ D'ÉMULATION
DU DÉPARTEMENT DU JURA,
PENDANT L'ANNÉE 1836.



PONS-LE-SAUNIER,
FRÉDÉRIC GAUTHIER, IMPRIMEUR DE LA SOCIÉTÉ.
—
1837.

*Des. n° 1
m. 1
3-22-38
10 97*
Séance publique

DE LA

SOCIÉTÉ D'ÉMULATION

DU JURA,

DU 30 AOUT 1836.

Cette séance solennelle a eu lieu, suivant l'usage, au collège de la ville de Lons-le-Saunier, dans la salle de la Bibliothèque, en présence des Membres du Conseil général du département, et d'un concours nombreux des habitants notables de la ville. M. Lepasquier, préfet du département, président honoraire de la Société d'Émulation, a ouvert la séance par le discours suivant :

MESSIEURS,

Une nouvelle année vient de s'écouler, pendant le cours de laquelle la Société d'Émulation du département du Jura s'est livrée aux études et aux travaux qui ont pour elle tant d'attrait. Cette séance solennelle a pour objet d'en publier le compte, et je m'applaudis d'être appelé à l'honneur de la présider. Il est doux en effet, de concourir à mettre en lumière le fruit des veilles des honorables citoyens qui, parmi vous, sans autre mobile que l'amour du bon et du

beau, consacrent leur vie à des services profitables au pays; et je m'estime heureux d'avoir à leur offrir ici l'expression de la reconnaissance publique, en présence des mandataires du département qui se sont acquis eux-mêmes tant de titres à cette noble récompense d'un zèle et d'un dévouement qui ne connaissent point de bornes.

En parcourant le recueil que vous publiez chaque année, on a déjà pu apprécier toute l'utilité des travaux de la Société d'émulation; mais ses dernières publications semblent indiquer qu'elle tend désormais à suivre une direction dont on ne saurait méconnaître toute l'importance. On y rencontre en effet, plusieurs notices qui ont pour objet d'éveiller l'attention sur des circonstances locales d'autant plus susceptibles d'intérêt qu'elles nous environnent, qu'elles nous pressent et qu'elles peuvent nous fournir, après avoir été soigneusement étudiées, des renseignements précieux que l'autorité doit s'attacher à mettre en œuvre.

Le temps est arrivé où cette tendance doit être définitivement fixée. Une des études qui paraissent avoir le plus d'influence sur le développement de la prospérité d'un pays, c'est celle qui a pour but d'explorer les faits passés, aussi bien que les faits présents, pour en déduire les conséquences que semble promettre l'avenir. Ces faits, dont il importe surtout de formuler l'expression en chiffres, recueillis avec discernement, observés avec soin, combinés avec les calculs qui se rattachent aux règles de l'économie politique, offrent souvent à l'esprit des révélations

tout-à-fait inattendues, sources de ses grandes améliorations auxquelles doivent tendre tous les vœux de l'administration publique.

Telle est, Messieurs, la direction toute spéciale qu'il paraîtrait convenable d'imprimer à vos travaux; l'époque où nous vivons est celle des idées positives, étudions-nous à lui payer notre tribut. L'antique Egypte avait écrit dans le sanctuaire de ses temples pour ceux qui venaient y chercher la sagesse : *Connais-toi toi-même*, et nous, Messieurs, nous devons, en donnant un sens matériel à ce précepte moral, connaître et faire connaître le pays que nous habitons, sa constitution physique, ses productions, son industrie, son importance dans le système de l'économie politique du royaume, et les éléments de prospérité dont il renferme les germes féconds. Je m'associerai à vos soins de toute la force de ma volonté; je n'épargnerai rien pour en développer les résultats; je me consacrerai sans relâche au devoir d'en faire fructifier les conséquences, heureux s'il m'était ainsi donné, après quelques années, de laisser des traces de mon passage au milieu de vous.

A Dieu ne plaise cependant, Messieurs, qu'en vous adressant une recommandation qui m'est dictée par un sentiment que vous saurez apprécier, je prétende proscrire ces travaux littéraires qui sont pour l'esprit une source de pures jouissances, auxquelles plusieurs de vos confrères vous ont depuis long-temps accoutumés. Ils continueront à vous en offrir les prémices et semeront de fleurs aimables le chemin quelquefois aride que je vous invite à parcourir. Telle, au

temps de la fauchaison, la jeune fille charme par ses chants les travaux de ses robustes frères qui s'emprescent à récolter les richesses de la prairie.

Semblable à ce berger que nous montre *le Cygne de Mantoue*, tranquillement assis sous l'ombrage, tout occupé de l'objet de ses tendres affections, la Société d'Émulation se livrera sans trouble à des travaux que le sentiment de leur utilité lui rendra si chers; sous la haute protection d'un Roi ami des sciences, des lettres et des arts, et dont la France ne saurait assez bénir la sagesse et la sollicitude. Ainsi pourrez-vous, Messieurs, fonder aussi dans ce pays, le principe de quelques-unes de ces grandes entreprises que nous voyons chaque jour éclore en d'autres contrées et qui servent d'aliment à cette inquiète et prodigieuse activité qui agite aujourd'hui les esprits sur plusieurs points de l'Europe; car il ne faut pas s'y méprendre, cette activité qui semble donner à notre époque un caractère si grave peut recevoir une direction utile au bonheur de l'humanité.

Il ne faut pour y parvenir que savoir apprécier les vœux et les besoins des nations, qui en définitif se résolvent tous dans le maintien de la paix. Et depuis une période de vingt années, ne s'est-il pas en effet établi trop de relations entre les différents peuples, pour qu'abjurant d'anciennes rivalités, ils ne songent plus désormais qu'aux liens qui doivent les unir. Fasse le ciel que ces relations se multiplient et que ces liens se resserrent chaque jour davantage; que tant de bras enlevés jusqu'à présent aux travaux de l'agriculture pour le métier des armes; que tant

d'intelligences encore détournées des spéculations du commerce et de l'industrie pour méditer sur des œuvres de destruction, puissent être désormais ramenées à leur destination naturelle, et que la justice, assise aux confins des divers états, suffise seule désormais pour en garder les frontières (*).

Après cette allocution où respire l'amour du bien public et qui fut accueillie par les applaudissements mérités des nombreux spectateurs, M. le Secrétaire-Adjoint a pris la parole en ces termes :

MESSIEURS,

La Société d'Émulation du département du Jura, craignant d'enlever aux membres du conseil général qui veulent bien chaque année honorer de leur présence notre séance publique, des moments précieux qu'ils consacrent à d'importantes délibérations, a prié son secrétaire adjoint d'être succinct dans le compte à rendre de ses travaux depuis la dernière séance publique qui a eu lieu à la fin de 1835.

AGRICULTURE.

Le semestre a été peu intéressant sous le rapport de l'agriculture. La Société n'espère obtenir de bons résultats, et des améliorations sensibles que par la

(*) Lettre de l'empereur Napoléon aux souverains de l'Europe.

création des comices agricoles. Ces établissements sont encore à naître, et le nouveau magistrat qui vient administrer notre département, prendra sans doute les mesures nécessaires à la composition ou l'organisation de ces importantes réunions d'agriculteurs, qui correspondront avec la Société d'Emulation dont elles seront des branches productives.

M. Gerrier, membre du conseil général du Jura, nous a adressé un discours prononcé par lui à Strasbourg en sa qualité de président de la section d'agriculture.

Dans son exorde, l'auteur parle de l'influence des sociétés savantes sur l'agriculture, et de la nécessité de la science pour les progrès de cet art. Après avoir combattu le préjugé des jachères, il recommande l'usage des instruments aratoires perfectionnés, demande que la pratique soit jointe avec la théorie, démontre la nécessité et l'importance des comices agricoles, passe de l'élève du cheval, et de la race bovine à la culture du mûrier et à l'éducation des vers à soie, qui devront être l'objet des expériences des comices. Il félicite le Bas-Rhin d'avoir impatrimonisé la garance dans la culture alsacienne. M. Gerrier ne pouvait oublier la pomme de terre, surtout la nouvelle espèce dite de Rohan. Il cite à la fin de son estimable brochure la lettre du prince de Rohan, sur l'histoire singulière de ce tubercule obtenu de graines par un Genevois qui n'en voulait donner à personne, et se contentait de montrer aux amateurs des tubercules du poids de 15 à 20 kilogrammes. Au

Le sujet des prairies artificielles, si félicité les habitants des Vosges des travaux extraordinaires et dispendieux auxquels ils se livrent, et du génie inventif qu'ils déploient pour l'irrigation des prairies. Il rend justice au projet philanthropique de M. Lafitte sur le dessèchement des marais. Il parle de la mise en valeur des terres vaines et vagues ; l'importance morale serait suivant M. Gerrier la destruction de la mendicité. L'auteur ne pouvait se dispenser de réclamer la diminution de l'impôt sur le sel, la suppression des servitudes diverses dont la propriété est grevée, une bonne police des champs, la fixation des droits et possessions des cours d'eau, en un mot un code rural.

La culture du mûrier peut produire un jour une heureuse révolution dans les revenus agricoles du département du Jura. M. de Thoisy, à Gizia, et le colonel Albert, à Cornod, tous les deux membres résidents de la Société d'Émulation du Jura, sont ceux qui obtiennent les plus grands produits. Leurs établissements ne datent que de quelques années, et chacun d'eux présente pour résultat une moyenne de 100 kilogrammes de cocons par an. Au moyen de pépinières qu'ils ont établies, ils se proposent de donner plus d'extension et plus d'importance à leur récolte et par conséquent à leur filature.

M. Hugon, notaire et maire de Thoirette, a fait de nouvelles plantations de mûriers, environ 250. Il a récolté cette année 3 livres de soie de belle qualité. Un propriétaire dans le canton de Bletterans, M. de Savy, se prépare à donner ses soins à la culture

du mûrier. Il a dans l'enclos de son château une pépinière de 2,500 pieds. Le printemps froid et pluvieux, et un été trop sec ont dû nuire sensiblement à des semis qu'il a faits.

Dans l'arrondissement de Dole, M. de Boisdene-mets a le projet de se livrer à la culture du mûrier et de planter en octobre prochain, quatre journaux en mûriers multicaules, de manière à pouvoir obtenir 1,200 livres de cocons par année.

DES ARTS.

M. Thevenot, garde forestier, a soumis à l'examen de la Société un calculateur mécanique au moyen duquel on peut faire les quatre opérations de l'arithmétique. Cet ingénieux instrument diffère peu de celui que nous a fait voir M. Clément, des Rousses, exécuté il y a très long-temps à Paris par MM. Arbez et Vendel, d'après les mêmes principes. La forme de l'instrument est la même. Sans doute M. Thevenot est inventeur, mais la découverte a été faite avant lui. Du reste, ces instruments ne sont point assez parfaits pour faire abandonner les procédés usuels de l'arithmétique et les tables de multiplication en usage partout.

M. Clément, des Rousses, a présenté un instrument qu'il appelle grapho-supplé-magnétisme, qui ne peut remplacer la boussole, mais dont le mécanisme est ingénieux et commode, surtout pour amener les pin-pales ou lunettes dans une direction quelconque par un mouvement doux.

DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

L'instruction publique a été l'objet des travaux de plusieurs membres de la Société.

Le docteur Pyot, notre confrère, a édité un petit ouvrage historique à l'usage des écoles primaires, ayant pour titre, *Tablettes Jurassiennes*. M. Chevillard, notre président, en a fait l'analyse suivante où vient à de justes éloges se mêler une juste critique d'erreurs involontaires peu nombreuses. Je ne puis mieux faire que de vous lire le rapport de notre honorable président.

« Un de nos collègues qui occupe parmi nous un rang distingué par la variété de ses connaissances et par des ouvrages dignes d'éloges et justement appréciés par vous, vient de publier un écrit nouveau qu'il m'a chargé de présenter à la Société.

M. le docteur Pyot vous offrit, l'an dernier, la Statistique du canton de Clairvaux. Cet utile essai révéla le talent particulier de l'auteur. L'amour du pays, un esprit d'ordre, de la concision sans sécheresse, une diction pure, souvent élégante et toujours éloignée de cette enflure et de cette stérile abondance, vices caractéristiques de quelques écrits de l'époque.

Le même auteur vient aujourd'hui de faire imprimer les *Tablettes Jurassiennes*, ou *Histoire abrégée des ducs et comtes palatins de Bourgogne*, suivie de la Topographie statistique, industrielle et agricole des 32 cantons du Jura, à l'usage des écoles primaires.

Ce titre, Messieurs, vous indique la nature du travail et le but de l'auteur.

C'est déjà un grand mérite que celui de consacrer ses veilles à l'instruction de la jeunesse. L'auteur des *Tablettes* a-t-il complètement atteint le but auquel il aspirait? je n'ose, seul, hasarder une opinion qu'on pourrait justement croire téméraire. C'est à vous, Messieurs, qu'il appartient de prononcer; c'est surtout au public éclairé et à ces hommes studieux qui se consacrent à l'instruction publique qu'il convient de faire entendre la voix puissante du savoir et de l'expérience.

Ce n'est point une chose facile que de juger un ouvrage historique. Il faut presque faire les mêmes études que l'auteur, trouver les sources où il a puisé ses documents, reconnaître si ses sources sont pures, et s'il a su se défendre de cette paresse d'esprit qui emploie quelquefois trop légèrement des matériaux mal élaborés.

Une commission devait être nommée, ainsi le voulaient l'usage et vos règlements, mais nos réunions trop peu fréquentes ne m'ont pas permis de recourir à ce moyen si sage et si convenable.

D'ailleurs, Messieurs, ne vivons-nous pas au milieu d'un tourbillon qui laisse bien peu de temps aux travaux de l'esprit. Un drame épouvantable dont le premier acte fut le danger éminent de la tête la plus précieuse de l'état, et le dernier, du sang et l'échafaud, n'a-t-il pas glacé nos cœurs et terrifié nos esprits! que deviennent les sciences et les études au milieu des vives agitations qui nous obsèdent!

Ajoutez, Messieurs, qu'une pensée principale a dû absorber tous les moments du président et du secrétaire de la Société, la mise en œuvre de la caisse d'épargne.

D'ailleurs, un de nos savants collègues n'a-t-il pas déjà, dans un de ces feuilletons qui seront justement appréciés, dans des circonstances plus tranquilles, jugé les *Tablettes Jurassiennes* avec le tact si fin et si consciencieux qui distingue éminemment tous les écrits sortis de sa plume élégante et facile ! N'a-t-il pas en critique éclairé fait la part de l'éloge et du blâme !

Sans doute, dans la partie historique quelques fautes ont échappé à l'auteur des *Tablettes*. J'en pourrais citer qui ne peuvent appartenir qu'à l'imprimeur, d'autres, qui sont plutôt le fait des auteurs consultés par M. Pyot, que celui de l'auteur même, d'autres enfin, échappées à une rédaction trop précipitée.

Mais vous le savez, Messieurs, dans toutes les compositions historiques, l'auteur doit toujours imposer silence à son imagination, il n'a rien à créer, rien à inventer, et toutes les fois qu'une idée brillante vient se présenter à son esprit et lui offrir quelques dédommagements à l'aspérité de son travail, il doit bien vite fermer l'oreille aux sons de l'enchanteresse et reprendre la triste nomenclature de ses ducs, de ses palatins, de ses comtes qui, souvent braves, quelquefois cruels, ensanglantèrent les tristes pages de leur histoire en laissant à de grands intervalles le souvenir de quelques vertus et la mémoire de quelques adoucissements à la misère du peuple.

Pour un Jean de Châlons, dont le nom, suivant la remarque judicieuse de l'auteur, s'est conservé avec honneur dans nos montagnes, combien d'obscurs tyrans méritaient à peine l'honneur d'être arrachés à l'oubli !

Mais si l'auteur de toute composition historique doit se prémunir contre les dangers d'une imagination trop entraînante, une obligation plus sérieuse encore lui est imposée, celle du choix des auteurs dont les écrits vont éclairer sa marche. A quoi se réduirait le mérite de l'historien, si, simple compilateur, il saisissait le premier ouvrage qui se présenterait sous sa main et se contentait d'enregistrer des dates, des noms et quelques faits principaux, il faut encore qu'il parcoure laborieusement tous les auteurs qui ont écrit sur le même sujet, qu'il se tienne en garde contre l'esprit de parti ; il faut enfin que son esprit discute et que sa main ne saisisse la plume qu'après un travail long et difficile qui lui promet à peine une gloire bien chèrement achetée.

Une grande partie de ces devoirs me paraît avoir été consciencieusement remplie par l'auteur des *Tablettes Jurassiennes*. Les Gollut, les Dunod et beaucoup d'autres historiens moins célèbres lui ont ouvert leurs annales parmi lesquels il a fait presque toujours un choix très judicieux.

Plaignons, Messieurs, l'homme qui parmi nous se croyant appelé à instruire ses semblables, sentirait au-dedans de lui quelque étincelle de ce feu sacré qui lui fait rêver la gloire et l'espoir de vivre dans la postérité !

Où trouvera-t-il les bibliothèques publiques pour y puiser la science des faits ? Où sont ces ouvrages volumineux qui recèlent les documents dont il a besoin.

Voyez notre misérable bibliothèque ! que contient-elle ? des volumes que leur obscurité a soustraits au pillage, des volumes de cette théologie scolastique dont les vers et la poussière font justice ! hâtons-nous de faire connaître notre misère aux ministres ; *songeons sans cesse à cette jeunesse studieuse à qui il est de notre devoir de fournir les aliments à ce besoin d'instruction si généralement répandu !*

M. Pyot a conçu son ouvrage en homme intelligent.

Sans vouloir percer la nuit obscure de nos premiers âges, il s'est contenté de les grouper dans une espèce d'introduction. Quelques pages lui ont suffi pour parler de cette Séquanie qui ne dût céder qu'aux armées triomphantes des Romains, et qui devint pour César un grand titre de gloire, et pour Rome un grand accroissement de richesses et de puissance : c'est ainsi qu'il arrive à l'histoire des premiers comtes palatins de Bourgogne.

Jusque-là la jeunesse avait peu de choses à apprendre, Daces, Scythes ou Bulgares, qu'importe aux élèves de nos écoles primaires de surcharger leur mémoire de ces noms barbares et d'une foule de faits apocryphes ! Une seule leçon devait leur être présentée, et l'auteur n'y a pas manqué, c'est qu'il faut toujours combattre pour l'indépendance de sa patrie, disputer au conquérant le foyer domestique et ne jamais désespérer de la liberté et de l'affranchissement de son pays.

La tâche de l'auteur va devenir moins pénible : les faits commencent à s'éclaircir. Armé du flambeau de l'histoire, M. Pyot va nous peindre à grands traits les mœurs et les usages de nos aïeux. Il nous dira, depuis le comte Raoul en 904 jusqu'à Louis XIV en 1674, les faits principaux de l'histoire bourguignone et francomtoise, et en offrant aux réflexions de la jeunesse les vertus des souverains dignes d'éloges, il flétrira les mauvais princes et jettera ainsi des semences de vertu dans l'âme innocente des élèves de nos écoles.

Peu importe ici, Messieurs, quelques erreurs de dates, le récit de quelques faits qu'on peut contester, la transposition de quelques prénoms d'hommes, l'oubli même de quelques événements importants ! L'exactitude minutieuse n'est peut-être pas toujours la qualité la plus essentielle de l'historien qui écrit pour la jeunesse !

La partie historique terminée, M. Pyot s'occupe de la topographie et de la statistique du département du Jura. C'est ici que l'auteur n'a plus besoin de vivre d'emprunts. Riche de ses études, de ses observations et d'une connaissance approfondie des localités, il présente à la jeunesse une description substantielle des 32 cantons qui composent le département du Jura.

Différent dans ses sites, dans sa température, dans ses produits, dans son commerce et dans ses usages, notre pays exigeait un tableau varié et nuancé avec intelligence. Il ne fallait rien omettre, ne rien dire de trop et se resserrer dans des bornes assez étroites.

M. Pyot a vaincu heureusement toutes ces difficultés, et l'âge mûr comme la jeunesse liront avec fruit cette partie essentielle de son ouvrage.

Telles que sont aujourd'hui les *Tablettes Jurassiennes*, telles que sont les légères erreurs qu'on peut y rencontrer, avant même qu'une édition nouvelle fasse entièrement disparaître quelques inévitables imperfections, hâtons-nous, Messieurs, de remercier notre collègue d'avoir fait un ouvrage utile, très propre à donner aux élèves des écoles primaires des notions suffisantes des diverses révolutions qu'a éprouvées le pays qu'ils habitent, à leur rendre facile la connaissance des cantons qui composent le département, à leur apprendre à honorer les hommes de leur pays recommandables par leurs talents ou par de grands services, à savoir enfin, qu'après avoir obéi aux comtes souverains de Bourgogne, à la France, à l'Autriche, à l'Espagne, ils passèrent, il y a 162 ans, sous le sceptre des Bourbons, furent agrégés à la grande famille et apportèrent au faisceau commun, des vertus et du courage.

Sollicitons, Messieurs, la faveur bien méritée de faire comprendre les *Tablettes Jurassiennes* au nombre des livres élémentaires destinés aux élèves des écoles primaires.

Exprimons le regret de ce que la faiblesse de nos moyens pécuniaires et la trop grande modicité des secours fournis par le conseil général ne nous permette pas d'envoyer dans chaque école primaire un certain nombre d'exemplaires de ce livre utile, pour être distribués comme prix d'encouragement par

les comités locaux, aux élèves qui mériteraient par leur conduite et leurs progrès, cette honorable récompense. »

Un de nos estimables confrères, M. l'abbé Robin, vous a adressé un manuscrit plein d'intérêt, ayant pour titre, *Nouvelles considérations sur l'enseignement primaire et secondaire*, dont je ne puis vous donner qu'une idée succincte. L'homme est un être dont le cœur et l'esprit sont essentiellement perfectibles. Le but de l'éducation est de lui procurer la plus grande somme de bonheur possible, physique, intellectuel et moral. Nous ne sommes point de simples mécaniques qui se meuvent uniquement pour les plaisirs des sens; nous n'adoptons pas non plus les idées de ces nouveaux Omars, qui veulent proscrire toute science, excepté celle de la religion. M. Robin est en opposition avec trois sortes de personnes : les unes veulent tenir à jamais l'espèce humaine dans les langes d'une complète ignorance, les autres abolir les études religieuses et morales pour porter toutes les puissances de l'homme sur son bien-être animal, d'autres, enfin, voudraient continuer de traîner les générations dans l'ornière de la routine actuelle, qui ne fait ni des citoyens pour cette vie, ni des élus pour l'autre. Si le gouvernement de Louis-Philippe n'a point encore résolu complètement le problème de l'éducation nationale, c'est qu'il veut s'éclairer des méditations et des opinions de tous les gens de bien, et l'auteur croit de son devoir d'apporter son tribut.

Toute bonne instruction doit commencer par ce

qui est palpable , sensible, individuel , pour s'élever à ce qui est intellectuel , général et abstrait. Dans ce système on passe graduellement et sans s'en apercevoir des faits aux principes, de la pratique à la théorie. Au début d'une éducation quelconque on doit donc s'attacher à recueillir les matières premières de l'instruction , qui sont les faits ou les résultats d'expériences bien faites. D'ailleurs , une vérité incontestable, c'est que ce premier âge ne doit pas être la saison des récoltes, c'est le temps de la semence, et malheureusement on se contente de mots , quand il faudrait s'occuper des choses , et l'éducation est toute artificielle, quand elle devrait être uniquement naturelle.

L'auteur divise l'instruction en deux classes ou quatre degrés : primaire , élémentaire et supérieure , secondaire , générale et spéciale, indispensable et nécessaire , l'une à tous les hommes et au plus grand nombre , l'autre à ceux qui ont de l'aisance ou de la fortune.

1.^o Instruction primaire élémentaire.

Les objets et la méthode sont les principales choses à considérer dans un enseignement , viennent ensuite la distribution du temps et des matières. Après la loi de 1833, il restait peu à dire à l'auteur sur la lecture , l'écriture , la langue française, l'histoire, la religion , la géographie , l'histoire naturelle , la physique, l'astronomie et le calcul. Aussi l'auteur n'a consacré qu'une courte notice sur l'utilité d'enseigner aux enfants ces divers objets, dans la proportion

de leur faible intelligence, et de manière à satisfaire aux besoins qu'ils peuvent avoir un jour de ces connaissances variées. Il donne également les méthodes qu'il croit les meilleurs ou les plus propres à leur enseignement. Dans cette première partie, M. Robin se montre l'ami de l'enfance, proscriit le langage métaphysique, dont on abuse si souvent dans les livres élémentaires, adopte en général les modes les plus rationnels et les plus positifs.

2.^o Instruction primaire supérieure.

Après avoir fait remarquer qu'il existait une lacune bien grande dans l'enseignement élémentaire, M. Robin félicite le gouvernement de l'avoir comblée par la création des écoles primaires supérieures, qui continuent, sur une base plus large, le développement intellectuel et moral des enfants, ajoute des anneaux à la chaîne des connaissances élémentaires, dont les plus essentielles sont la géométrie, le dessin linéaire, l'arpentage, les notions de physique et d'histoire naturelle applicables à la vie, la définition des machines simples, etc. Parcourant le même cercle que dans la première partie, l'auteur reprend encore chacun des objets à enseigner, et développe ensuite le système d'enseignement qui leur convient. Nous avons remarqué qu'il y avait tant de rapport entre l'indication des connaissances et la manière de les transmettre aux autres, que la marche de ce petit ouvrage serait plus vive et moins coupée si l'objet et la méthode se suivaient immédiatement, d'autant plus que les paragraphes sont plus courts.

Après les objets d'enseignement prescrits par la loi du 28 juin, l'auteur voudrait qu'on ajoutât 1.^o les éléments du droit civil, politique et administratif ; 2.^o ceux du droit commercial et la tenue des livres avec la comptabilité ; 3.^o les langues vivantes et notamment l'anglais et l'allemand ; 4.^o le dessin de la figure ; 5.^o un cours d'agriculture et d'horticulture ; 6.^o un cours d'hygiène et d'économie domestique rurale ; 7.^o un cours de littérature française. Sans doute cet enseignement plus développé serait d'une grande utilité dans les villes, mais les nouvelles écoles ne pourraient plus être servies par un seul instituteur. Les commissions d'examen n'accordent chaque année qu'un très petit nombre de brevets de capacité pour l'enseignement supérieur. Si les candidats étaient encore obligés de répondre sur tous les objets accessoires que nous venons d'indiquer, quel homme serait assez osé pour se présenter à l'examen. D'un autre côté, combien les examinateurs sont embarrassés quand il faut questionner un homme qui n'est censé posséder que des *notions* d'une science ! Ils ne savent où s'arrêter, les uns dans leurs demandes, l'autre dans ses études. Que sera-ce si vous augmentez les branches de cet arbre encyclopédique ?

3.^o De l'instruction secondaire générale.

Après avoir critiqué l'éducation des collèges, où l'on donne trop d'importance aux langues anciennes, et d'où l'on sort sans bien savoir sa langue maternelle, où l'on enseigne les sciences d'une manière si abs-

traite qu'à la fin d'un cours de mathématique on est obligé d'aller apprendre l'arithmétique chez un maître de calcul, où l'on étudie autant de grammaires discordantes entre elles que de langues, et où l'on persiste à faire étudier les langues par l'absurde système des inversions, M. Robin indique le remède à tous ces abus, examine les véritables objets de l'enseignement d'un troisième degré, propose les meilleures méthodes, et fait la distribution des études de chaque année. Tous les objets énoncés dans les deux premiers degrés d'instruction sont de nouveau passés en revue par l'auteur, non point pour montrer l'utilité de leur enseignement, mais pour faire sentir à ses lecteurs la nécessité d'une étude plus approfondie, de connaissances mieux élaborées et qui ne doivent plus se borner à des notions plus ou moins étendues. A ces objets importants et utiles viendront se joindre les langues et la littérature latine, grecque, anglaise, allemande et française, la musique, le dessin de la figure, la chimie, l'algèbre, la trigonométrie, la géométrie analytique et descriptive, la philosophie, les éléments du droit social, politique, civil et commercial, un cours d'agriculture, l'hygiène, et les notions les plus importantes sur la médecine. Après avoir parcouru cette encyclopédie classique, M. Robin reprend les mêmes objets, comme dans les deux premières parties de son savant ouvrage, pour indiquer les méthodes d'enseignement.

C'est en cinq années que le cours d'étude doit être distribué dans le système de l'auteur. En examinant ce programme, on voit que l'auteur est partisan de l'en-

soignement simultané de toutes les connaissances , et s'accorde ainsi avec l'opinion d'un de vos confrères , qui a lu dans une de vos séances un mémoire sur cette simultanéité ; nous pensons que l'auteur devrait mettre la minéralogie après la chimie minérale dont elle dépend en quelque sorte pour sa nomenclature.

Nous ne nous permettrons point de porter un jugement sur un travail consciencieux sans doute, mais qui a besoin du sceau de l'expérience. M. Robin a toujours raison quand il critique ou qu'il blâme ; il porte des coups justes aux mauvaises méthodes , il adopte une nouvelle nomenclature de différentes parties du discours, les noms substantifs, les pronoms, les verbes, les participes, les noms des cas anciens sont proscrits et remplacés par les mots substantif absolu et relatif, adjectif simple, complexe, qualificatif, actif, passif, etc. Ces innovations ont sans doute un avantage métaphysique, mais elles jettent beaucoup de confusion dans l'esprit des jeunes élèves.

Le style de M. Robin est clair, on voit que sa plume est exercée à traiter tous les sujets et que ses connaissances sont universelles. Les bornes d'une analyse ne nous permettent pas d'entrer dans plus de développements sur un livre d'un si haut intérêt. Il est à désirer que ces nouvelles considérations soient imprimées, au moment où les chambres sont saisies d'un projet du gouvernement sur l'instruction secondaire. Les vues et les réflexions de l'auteur seraient dignes d'être mises sous les yeux de la commission chargée de l'examen de ce projet de loi.

Quant à nous, Messieurs, nous devons remercier

l'auteur de l'hommage qu'il a fait à la Société d'Émulation d'un manuscrit qu'elle conservera précieusement dans ses archives.

Le conseil général ayant exprimé dans sa séance du 26 septembre 1835, le désir de voir la Société d'Émulation proposer un prix pour un écrit destiné à faire comprendre aux populations les avantages de l'instruction primaire et en particulier ceux qui résulteraient de l'ouverture des écoles pendant toute l'année, la Société d'Émulation a répondu à cet appel du conseil général, elle a formulé un programme auquel elle va donner la plus grande publicité.

Elle a remis au concours deux prix qui n'ont point encore été mérités et dont les sujets intéressent également le département du Jura : la cause des fréquents incendies et les moyens de les rendre moins désastreux et moins fréquents, et l'éloge historique du général Lecourbe.

SYLVICULTURE.

M. Cotheret, conservateur des forêts, membre nouvellement élu dans notre Société d'Émulation, a cru devoir lui adresser le modeste compliment de récipiendaire. Il nous promet un sociétaire plein de zèle, et dans sa spirituelle allocution, il nous fait voir où tendront tous ses efforts pour remplir les nobles devoirs que lui impose son nouveau titre. Après avoir indiqué l'influence indirecte qu'exercent les Sociétés d'Émulation sur le fonctionnaire public,

en répandant des lumières sur des points d'administration inconnus ou laissés dans l'oubli, M. Cotheret n'oublie pas que sa tâche principale est de nous parler des forêts. Il nous transporte sous les voûtes sombres de celles qui couvrent le Mont-Jura, et qui pénètrent l'âme d'idées religieuses et imposantes. Il nous représente le malheureux tourmenté par des passions violentes, l'ennemi de ses semblables, venant méditer un crime dans le silence d'une épaisse forêt. Il est fortement impressionné : tout à coup sans pouvoir se rendre compte de ses nouveaux sentiments, ce misanthrope redevient ami de la société, et la voit sous un jour plus favorable, et l'arme suicide échappe de ses mains. L'auteur passe des considérations morales aux avantages matériels que procurent l'exploitation des bois.

Après ce discours, M. Cotheret a fait hommage à la Société d'une notice importante qu'il a fait imprimer, ayant pour titre : *Considérations générales sur les forêts*. M. Cotheret fait d'abord remarquer que la destruction des forêts a toujours précédé la décadence des nations, que sous le rapport météorologique, leur influence est telle qu'un pays déboisé est un pays aride, sans rosée fécondante, sans sources permanentes et sans végétation ; que les contrées où croissent dans une juste proportion les végétaux ligneux et herbacés, sont véritablement riches, fertiles et prospères. Aussi de tout temps on a senti l'importance de la conservation des forêts. Après avoir indiqué les fautes commises dans le choix des agents conservateurs, M. Cotheret trouve dans l'établisse-

ment de l'école forestière de Nancy, des raisons d'espérer des hommes plus capables et des résultats plus conformes aux besoins du pays. M. Cotheret nous prouve cependant qu'il existe, dans le corps de l'administration dont il fait partie, des hommes qui n'ont pas besoin d'être sortis d'une école spéciale pour se montrer à la hauteur d'une instruction forestière en progrès.

L'auteur passe ensuite au département du Jura : sur 497,229 hectares, il y a en forêts 132,405 hectares, environ le tiers, dont 32,256 en forêts domaniales, 76,498 en bois communaux, et 43,671 en bois particuliers.

Les ventes des coupes ordinaires des forêts ont produit, savoir :

Les bois de l'état . .	1,138,132 francs.
Ceux des communes .	672,435
Total . . .	1,810,567

Sans compter les affouages de 603 communes, et les droits d'usage de 98 villes ou communes rurales qui prennent dans les forêts de l'état tous les bois nécessaires à leur consommation. Un grand nombre d'usines sont alimentées par les forêts du département, et on en exporte un nombre considérable de planches et de bois de charpente.

La variation du sol et de la température donne lieu à la diversité des essences. Ainsi les racines du chêne plongent profondément dans les argiles et les terres fortes de l'arrondissement de Dole, les bois blancs

s'accommodent du voisinage des étangs, le hêtre et le charme occupent le premier plateau. Le sapin pectiné, souvent mélangé de hêtre, croit sur le second plateau. A la troisième chaîne appartiennent exclusivement les sapins et les épicéas. C'est dans la région des neiges et du froid, que se rencontrent les arbres résineux. Car dans des climats à température plus élevée, la résine s'échapperait par les pores de l'arbre au préjudice de son accroissement.

Le principal but de la notice de M. Cotheret est de faire sentir la nécessité d'introduire, mais avec prudence, le mode d'éducation des futaies et d'ensemencement naturel suivant la méthode allemande. La nature a donné aux végétaux deux moyens de reproduction, l'un par les fruits (il est commun à tous), l'autre par les racines ou boutures (il n'est propre qu'à quelques essences). Les arbres résineux ne se régénèrent que par le semis. Les forestiers et les propriétaires de bois en France ont négligé ce moyen naturel qui sert de base à la méthode allemande. Un fait que cite M. Cotheret à l'appui du nouveau système d'exploitation est si important, qu'au lieu d'une simple analyse nous croyons devoir citer complètement le texte de l'auteur : « Examinez, dit-il, une souche
« de laquelle on a récemment enlevé le corps dont
« elle était la base et formait une partie intégrante :
« comptez le nombre des scions qu'elle aura produits : examinez attentivement leur position sur le
« collet des racines : tous ceux qui seront placés haut
« seront exposés à être écuissés par l'action des
« vents, sous le poids des givres, des verglas, des

« neiges, et le moindre froissement les fera tom-
« ber. Ceux qui seront placés dans une direction
« horizontale ou penchée seront bientôt privés d'air
« et de lumière, et succomberont étouffés par leurs
« frères venus sur la même souche. Ceux qui, au
« contraire, seront placés près de terre et bien assis
« sur le collet des racines, ou qui par le canal de
« ces mêmes racines et du chevelu, tireront une
« plus grande quantité de sucs nourriciers, résis-
« teront long-temps et lutteront avec effort pour
« dominer les autres, pour s'emparer de tous les
« moyens de vie mis à leur portée, c'est-à-dire,
« des sèves ascendantes par les racines, et des sèves
« descendantes qu'ils recevront par l'aspiration des
« fluides atmosphériques qu'opère les feuilles. Ce-
« pendant que deviendront le plus grand nombre
« des rejets venus sur cette même souche? Ils
« sécheront ou tomberont plus ou moins prompte-
« ment suivant la nature des essences et la qualité
« du sol. En les comptant après chaque période de
« 20 ans, on verra leur nombre décroître dans une
« proportion plus ou moins forte, et après trois,
« quatre ou cinq périodes pareilles, un seul restera
« maître du terrain. Cependant cet arbre, seul reje-
« ton d'une famille nombreuse, aura lutté constam-
« ment corps-à-corps avec ses frères, et cet usur-
« pateur aura usé ses forces, il aura absorbé autour
« de lui tous les sucs nourriciers, et quètera pénis-
« blement des subsides que la terre épuisée par ses
« frères et par lui, ne pourra plus lui donner. Tel
« est l'état continuel de guerre, telle est l'espèce

« de Thébaïde, si j'ose me servir de cette expression, dans laquelle vivent les bois abandonnés à eux-mêmes, suivant le mode d'éducation des taillis purs, ou des taillis sous futaie. »

M. Cotheret déduit de cette observation, l'utilité des éclaircies périodiques qui consistent à enlever à des époques déterminées par la maturité du bois les branches ou les tiges souffrantes ou sans vigueur, sans attendre que les dessous tombent secs et deviennent un sujet de maraudage, d'immoralité et de délits. Tout le système allemand décrit dans l'ouvrage de M. Cotheret, qui consiste en semis, a pour objet d'obtenir les plus grands produits ligneux, en forçant les arbres à s'élever à une grande hauteur, en les tenant dans un état serré et massif, et en donnant à l'air extérieur les moyens de pénétrer dans le massif des forêts, par des éclaircies périodiques connues sous les noms de coupes en nettoisement, préparatoires, sombres, claires et définitives ; par ce moyen au lieu de produits rachitiques sur souches plus ou moins usées, on obtient une jeune forêt venue de semis et pleine de vigueur et d'espérance.

M. Cotheret fait connaître d'autres avantages qui résultent de ce mode d'exploitation : 1.° les essences les plus précieuses sont propagées, les sous-arbrisseaux et les bois blancs disparaissent ; 2.° les éclaircies débarrassent les forêts des bois pourris, arrêtent la multiplication des insectes ; 3.° les branches prennent une direction verticale et se prêtent un mutuel appui. Cependant l'auteur convient que cette méthode doit s'appliquer plus avantageusement aux bois.

des communes et de l'état. Au moment où l'on met en question le défrichement des bois particuliers, on doit sentir l'importance et la nécessité d'élever des futaies, d'autant plus qu'une futaie de cent ans rapportera quatre fois plus de matières qu'on n'en obtient de quatre coupes faites à vingt-cinq ans de distance.

Le Jura a non-seulement des ressources pour élever des futaies, il a de plus des débouchés certains par le canal du Doubs, par l'Ain et la Bienne qui communiquent au Rhône. Les taillis dans les sols de bonne qualité peuvent se convertir en futaies, avec d'autant plus d'avantages qu'il paraît aujourd'hui démontré qu'une souche est loin d'être éternelle, et qu'au bout de quatre révolutions elle ne donne que de faibles jets, et qu'ils sont languissants, quand elle est vieille.

C'est en jardinant qu'on exploite les sapinières, en préférant les sapins dépérissants et en réservant tous les arbres d'un mètre de tour et au-dessus. Ce système, suivant M. Cotheret, est vicieux. Le plus grand nombre des sapins de tous les âges qui surchargent la forêt, est étouffé par ceux qui les dominent. Ceux-ci languissent également par les combats que leur livrent les sapineaux et les semis qui surgissent de terre. On les coupe précisément quand ils sont eux-mêmes épuisés ou affamés par ces luttes avec leurs enfants. M. Cotheret propose donc comme une amélioration dans l'exploitation des sapinières, d'enlever les sous-bois, ainsi que les arbres secs et rabougris, d'opérer des éclaircies périodiques, et dans les cantons où les arbres ont atteint leur maturité, de faire des coupes

de futaie, en commençant par des coupes sombres pour obtenir des semis abondants, puis des coupes claires, enfin des coupes définitives.

Nos forêts du Jura ont des vides et des clairières qui proviennent de l'abus du pâturage, d'incendies malheureusement trop fréquents, et de la stérilité des souches par suite de notre système actuel d'exploitation. Nos montagnes sont aussi déboisées par l'exercice de la vaine pâture. Les moyens de réparer ces désordres consistent dans les plantations. Mais l'art de planter exige des connaissances et une longue pratique, soit dans le choix des espèces, soit dans l'exécution de la plantation elle-même, soit enfin dans l'éducation des jeunes plants. On doit préférer le semis, presque toujours couronné de succès, et restreindre la plantation aux routes, aux promenades, et aux terrains humides où l'herbe nuit à la végétation des arbres ; les côteaui et les terrains en pente commandent impérieusement qu'on les rende à la reproduction forestière. Le peu de terre végétale qui les couvre est enlevé par les eaux pluviales. Celles-ci s'écoulent en torrent, ravageant les terres cultivées, et au lieu de pénétrer dans le sein de la terre pour y former d'utiles réservoirs, qui alimentent les sources, elles vont rapidement verser dans la Méditerranée, avec le sol destiné à la végétation, son humidité qui le fécondait.

L'auteur s'élève avec force contre le défrichement des bois et surtout des bois situés sur les côteaui : il montre les difficultés que présente le repeuplement des montagnes battues par les pluies et les vents et

soumises à l'action brûlante du soleil. Un premier moyen de les vaincre est de jeter la semence dans les trous sans labourer le reste du terrain, mais les jeunes sujets ne se prêtent pas un appui mutuel. M. Cotheret préfère la culture par bandes horizontales de sept à dix décimètres de largeur, creusées à une assez grande profondeur, et séparées par des bandes incultes d'un mètre de largeur. Ces dernières soutiendront le terrain, ne laisseront point écouler les eaux pluviales qui conserveront une humidité favorable au semis déposé dans les premières bandes préparées à la houe. Une bonne précaution consiste à semer un peu d'avoine au printemps, ou du seigle en automne en même temps que le semis.

M. Cotheret termine son mémoire en examinant quelles espèces de graines il convient de semer dans nos terres ingrates et déboisées. Il indique d'abord le bouleau qui peut se contenter de terrain maigre. On le sème en automne ou après l'hiver par un temps calme, humide ou pluvieux. Il faut trente-six à quarante kilogrammes par hectare, si l'on cultive la totalité du sol, et seulement vingt-quatre à vingt-huit kilogrammes, dans le système des bandes alternées. On herse avec des branches d'épines. Les arbres résineux peuvent remplacer les essences de bois feuillus. L'observation prouve qu'il faut changer la culture dans les forêts comme dans les terres. Le pin sylvestre croît dans les terrains ingrats, calcaires ou siliceux. Il convient parfaitement au sol de notre département. Sa croissance est hâtive. M. Cotheret a semé par bandes parallèles quinze kilogrammes de graines non

ailées par hectare. Il en faudrait dix-huit si la graine était ailée. Pour mêler la semence avec la terre, il faut traîner des épines par-dessus, on passe le rateau lorsqu'on ne peut herser. Si le terrain est en pente et à l'exposition du midi, on réussit en ouvrant des rayons parallèles, en y répandant vers la fin d'avril vingt hectolitres de cônes par hectare. La chaleur les fait ouvrir, on mélange la graine avec la terre par l'emploi du rateau ou des épines. Pour un plein succès il faut que le terrain soit cultivé quelques mois avant le semis, mais la terre doit être raffermie au moment d'opérer. Le mélèze qui contient plus de résine que les sapins et les épicéas, et qui supporte les plus grands froids, peut-être cultivé dans le Jura. Il croît bien dans les sols secs et maigres. Il faut dix-huit à vingt ou quatorze à seize kilogrammes de graines par hectare, suivant qu'il est ailé ou non. Deux tiers de la graine suffisent si l'on cultive par bandes alternes. Le semis est recouvert de deux ou trois lignes, un peu plus que le semis du pin sylvestre et de l'épicéa qui ne demandent que deux lignes.

Telle est la substance de ce mémoire, d'autant plus intéressant pour notre Société d'Émulation, qu'aucun de ses membres n'avait proposé jusqu'à ce jour d'amélioration dans la culture de nos forêts. Il prouve que nous avons fait une excellente acquisition quand nous avons admis au nombre de nos sociétaires, un conservateur aussi instruit et expérimenté, que plein de zèle pour la prospérité de la sylviculture.

TOPOGRAPHIE ET SCIENCES MÉDICALES.

M. Germain, membre de la Société d'Émulation, vous adresse un ouvrage imprimé en 1835, aux frais du département, ayant pour titre : *Aperçu médico-topographique sur le Val-de-Mièges*.

Le canton de Nozeroy, formé presque entièrement par le Val-de-Mièges ou Mijoux, est situé au nord-est et à la limite des départements du Doubs et du Jura. Il est compris entre deux chaînes de montagne, l'une le sépare du canton de Champagnole et l'autre du canton de Mouthe (Doubs). C'est ce canton que M. Germain a choisi pour sujet de ses études. Il a la forme d'un bassin circulaire de 15 kilomètres de diamètre, dont Nozeroy occupe le centre. Aussi le cadastre lui a trouvé une étendue de 20,740 hectares dont 12,000 en terres et prés, 5,600 en bois, 2,800 en pâture et 300 en chemins et ruisseaux. Vingt-huit communes, composées de 9,643 habitants, occupent cet espace. Les montagnes sont formées de pierre calcaire, grise, dure, compacte, de deuxième formation, dont les bancs sont inclinés vers le sommet des monts, mais s'abaissent et redeviennent horizontaux dans les collines qui s'en détachent. L'auteur passe rapidement en revue l'histoire naturelle du pays. La terre végétale jaunâtre ou brune repose sur des cailloux roulés, ou sur des sables calcaires. Au nord et au sud-est on exploite des tourbières. A la surface du sol et dans les marnières on rencontre des térébratules, des bucardes, des ammonites, des astéroï-

des siliceuses, et sur les hauteurs on trouve des bivalves, des dendrites, etc. La vallée de Nans renferme des carrières de gypse en exploitation, et un maigre filon de charbon de terre de mauvaise qualité. Ce terrain, analogue à celui de Lons-le-Saunier et de Salins, me fait croire à l'existence du sel gemme dans le Val-de-Mièges, qui est à 800 mètres au-dessus du niveau de la mer. Aussi trouve-t-on dans le val-lon des Nans deux sources d'eau légèrement salées. On exploite au hameau des Boucherans un minéral de fer limoneux. Mignovillard offre des marbres en bancs réguliers, gris bleuâtres, veinés de bleu et quelquefois jaunâtres, et Mournans, une autre espèce d'un gris rougeâtre nuancé de veines rouges. Le sol présente des enfoncements coniques où les eaux s'absorbent pour donner naissance aux sources de différents ruisseaux, tels que celui de la Serpentine qui traverse avec de nombreux contours le Val-de-Mièges, se précipite du haut d'un rocher à vingt mètres de profondeur, et vient alimenter le moulin du Saut, au-dessous de cette chute. Des fontaines et des citernes procurent aux habitants une eau limpide et légère. A Bief-du-Four, surgit une source d'eau minérale froide.

La température du canton de Nozeroy est très variable : pendant l'été 12° de Réaumur le matin, 20° à midi, et 14° le soir. Des gelées presque constantes ont lieu depuis octobre jusqu'à la fin d'avril. Les vents qui dominent, sont le sud-ouest et le nord-est. La neige qui tombe pendant six mois se conserve souvent jusqu'à la fin de mai. Si la végétation s'annonce plus

tard que dans la plaine, elle est entièrement active. Les sécheresses diminuent les récoltes de plus d'un tiers. Deux espèces de bois de sapin couvrent les montagnes, le sapin, *pinus picéa*, et l'épicéa, *pinus abies*. Les montagnes au sud-est du canton sont peuplées de sapin dans la partie supérieure, et dans la partie basse, de hêtre, d'alisier, de plâtre, de tilleul, de sorbier, de tremble et de cythèse des Alpes.

Les plantes que l'on cultive en grand sont le froment, l'orge, l'avoine, le seigle, les pois, les lentilles, les vesces, la pomme de terre, le lin et le chanvre. Les plantes potagères sont le chou et la rave. On cultive quelques arbres fruitiers, mais le pommier est celui qui convient le mieux au canton. Voici le mode d'assolement le plus usité. Après l'écobuage, les céréales se succèdent pendant trois ans, la quatrième année on sème des pommes de terre ou des légumineuses, et dans la cinquième année on sème de l'avoine mêlée avec de l'esparcette ou du trèfle pour former des prairies artificielles sur lesquelles on répand du gypse. On ne donne qu'un coup de charrue pour chaque récolte.

Les animaux domestiques sont le cheval, le bœuf, le cochon, la chèvre et le mouton. On récolte un miel délicieux, blanc et pur. On y fabrique des fromages appelés *vachetins*. Le système de fruitière ou de fabrique de fromage par association est en usage dans cette contrée. L'auteur a oublié de nous donner quelques détails sur l'élevage des chevaux qui font le principal objet d'exportation et des foires du canton de Nozeroy.

M. Germain passe à la constitution physique et morale des habitants. Taille au-dessus de la moyenne, membres fortement musclés, pas d'embonpoint, corps velu, teint brun coloré, cheveux noirs et châains, tempérament sanguin et musculaire, voilà les hommes. Figure large, brune, fraîche, colorée, belles dents, taille moyenne, poitrine développée, des membres forts, un tempérament sanguin lymphatique, voilà la constitution physique des femmes. Ces deux sexes sont laborieux et intelligents et sont attachés à leurs habitudes et à leur pays. Les jeunes gens aiment les sciences exactes et les arts mécaniques. Ils sont d'excellents soldats dans les corps du génie et de l'artillerie. L'instruction primaire est très répandue. On vit long-temps dans le Val-de-Miéges, il n'est pas rare d'y voir des vieillards de quatre-vingts à quatre-vingt-dix ans. On est sobre. On fait le pain avec deux tiers de froment et un tiers d'orge. Les personnes peu aisées font de petits ronds, de la grosseur du poing, appelés *bolons*, avec un mélange d'orge et d'avoine. Ces *bolons* se gardent long-temps, ils se renflent dans la soupe et le petit lait chaud. On mange des racines cuites au lait, du sérat, du brésil de veau et de bœuf séché et fumé, et du cochon salé. On ne boit guères de vin que les jours de fêtes et de travaux pénibles. On boit malheureusement trop d'eau-de-vie. Un gros drap bleu, un sarrau de toile de même couleur en hiver, de la cotenne rayée en été pour les hommes; des vêtements en indienne ou en laine pour les femmes, des chapeaux de feutre et de paille, voilà leur costume. Les habitations sont vastes et commodes.

On abandonne l'usage des ancelles pour la tuile. On se livre à un nouveau genre d'industrie, à la confection des chapeaux de paille. L'aisance et la propreté règnent dans cette vallée, et si l'on compare les produits d'autrefois à ceux d'aujourd'hui, on peut assurer qu'une commune dont la fruitière produisait 12,000 de fromage à 25 fr. les cinquante kilogrammes, en a maintenant deux qui produisent trois fois plus à un prix double.

M. Germain donne un tableau comparatif des naissances et des décès des deux cantons de Nozeroy et Champagnole, pour l'année 1830. Ces sortes de tableaux d'une seule année ne sont nullement propres à établir des résultats. Ceux qui rédigent des statistiques ne sauraient trop se rappeler que si les nombres sont l'ame des statistiques, ces nombres ne sont concluants, que lorsqu'ils sont constants, ou ramenés à une moyenne, par une suite d'observations ou un relevé de faits bien constatés. Ils ne peuvent être l'objet d'un calcul de probabilité qu'autant qu'ils sont plus répétés, et en éliminant du calcul les deux observations extrêmes. En 1830, à Nozeroy, il est né plus de filles que de garçons et il est mort plus de garçons que de filles, et à Champagnole le contraire a eu lieu. Cependant le tableau des populations de la France et même celui du Jura donne une balance de naissances et de décès plus forte pour les garçons que pour les filles. Les limites extrêmes pour les naissances sont quatorze garçons sur treize filles et dix-huit sur dix-sept, et pour les décès dix-neuf garçons sur seize filles est le rapport moyen : ce qui prouve que l'année 1830 est anormale pour les deux cantons.

Ce canton est sujet à de fréquentes maladies à raison des variations brusques de la température : presque toutes les affections morbides sont inflammatoires. Les enfants sont sujets aux vers. Aussi les entérocéphalites les moissonnent dans le bas âge. Les adultes sont attaqués de la pneumonie, des amygdalites, des rhumatismes aigus, de l'otite, de la conjonctive, des bronchites, etc. Les anévrismes du cœur, l'hydropisie, les apoplexies, sont les maladies et souvent la cause de la mort des vieillards. M. Germain attribue toutes ces maladies à un refoulement spontané du sang de la circonférence au centre. Aussi conseille-t-il des émissions sanguines promptement pratiquées, les sudorifiques et l'usage de la digitale pourprée, associés à un régime végétal contre les anévrismes du cœur. La coqueluche, la rougeole, la petite vérole même sont des maladies épidémiques de cette contrée. L'insouciance et des préjugés repoussent chez un grand nombre d'habitants le bienfait de la vaccine. L'entérite folliculaire typhoïde, prend dans certaines communes le caractère épidémique. M. Germain reconnaît cette maladie dans des épidémies qui ont régné à diverses époques dans le Val-de-Mièges. En 1636, après l'invasion du duc de Saxe-Weimar, il y eut famine et peste : un tiers de la population fut enlevé. En 1753 une fièvre putride maligne, c'est ainsi qu'on appelait alors la fièvre typhoïde, fit périr vingt-deux adultes à Froidefontaine. En 1771 vingt-huit habitants de Nozeroy succombèrent à une fièvre de même nature. L'année 1795 vit paraître la même maladie. Voilà seize ans que le docteur Germain

observe dans les montagnes cette affection délétère, qu'il appelle entérite-folliculeuse-typhoïde, qui d'un village où elle se manifeste, se propage bientôt dans les communes voisines. Il prétend que les éléments de cette maladie, ne se développent point spontanément, et que son invasion provient toujours d'étrangers au pays qui y apportent la contagion typhoïde.

C'est cette épidémie typhoïde qui fait le sujet de la partie médicale de ce mémoire. L'auteur examine les causes et les effets de cette terrible maladie qui se communique. C'est un véritable empoisonnement miasmatique qui agit sur les hommes. La nature fait tous ses efforts pour chasser les matériaux putrides inoculés. Deux moyens sont ouverts à l'expulsion du mal, l'action de la peau ou celle de l'estomac et des intestins. Nous ne suivons point l'auteur dans la description de la fièvre typhoïde dont il décrit les deux principales périodes, de dix à onze jours chacune, les variétés suivant l'âge, le sexe et les saisons, la manière dont se manifeste la forme bilieuse et inflammatoire, la nature et les causes du mal, enfin les signes qui décèlent au-dehors les souffrances des viscères.

Le typhus exerça ses ravages du mois de juillet 1834 au mois de janvier 1835; ce qui fait le plus grand honneur à M. Germain, ce n'est pas l'ouvrage dont nous faisons l'analyse et qui a sans doute beaucoup de mérite, mais ce qui vaut encore mieux, ce sont les cures qu'il a opérées, et les moyens de guérir qu'il a trouvés, et qui sont applicables à cette affection délétère.

M. Germain ayant remarqué que des sueurs abondantes, ou des vomissements spontanés amenaient promptement la convalescence ; que deux malades parvenus à cette période du mal, eurent une éruption miliaire qui dura deux jours et furent guéris, crut devoir imiter la nature et prescrire aux malades atteints de ce fléau le remède indiqué par l'observation des symptômes. Les tableaux nécrologiques prouvaient d'ailleurs l'insuffisance des divers traitements admis dans les hôpitaux. Voici donc le traitement auquel il soumet ses malades : Ils sont placés dans des lits chauds, au milieu d'un appareil sudorifique, saigné, au bras. On leur couvre le ventre de cataplasmes de son, on applique contre leurs cuisses et sur la poitrine des cruchons remplis d'eau chaude et enveloppés de linges. On fait boire des infusions de tilleul chaudes et miellées. Tout le corps s'inonde de sueur. On a soin d'entretenir la chaleur des vases et des cataplasmes. Une démangeaison survient, la peau se couvre d'une éruption miliaire. Deux jours après l'épiderme soulevé se détache sous forme d'écailles, et du troisième au cinquième jour, retour complet à la santé. C'est dans le début de la maladie qu'il faut suivre ce traitement : le moindre retard le rendrait inutile et même dangereux.

Nous n'entrerons point dans tous les détails nosographiques et thérapeutiques auxquels il se livre pour développer sa théorie, et confirmer par le raisonnement sa nouvelle pratique, comme pour suppléer à cette méthode de médication, lorsque les premiers soins ont été négligés et que la maladie parcourt ses périodes.

Le ministre de l'intérieur a exprimé à l'auteur toute sa satisfaction en termes flatteurs et honorables. Félicitons-nous, Messieurs, d'avoir pour confrère un médecin qui a rendu aux sciences médicales un service aussi signalé : il est si rare de trouver un remède aux maladies qui nous affligent. M. Germain heureusement a pris la nature sur le fait, il n'est point donné à chacun de se montrer aussi habile observateur.

ACQUISITIONS ET PERTES DE LA SOCIÉTÉ.

Si la Société d'Émulation s'est procuré en 1836 des hommes utiles, et même nécessaires au but qu'elle se propose, elle a fait des pertes de plusieurs de ses membres. Votre président, Messieurs, se propose de jeter quelques fleurs sur la mémoire de notre ancien préfet, de M. Heim, président honoraire. Depuis la mort de cet administrateur qui a emporté nos regrets, nous avons eu la douleur de perdre deux de nos célèbres compatriotes, membres de notre Société, MM. Lemarre et Rouget-de-Lisle. Le premier a composé des grammaires latines et françaises où ces langues sont présentées sous un nouveau jour philosophique, propre à faciliter leur étude à la jeunesse de nos écoles. Il a imaginé en outre des moyens économiques de chauffage et de cuisson des aliments, sous le nom de caléfacteurs, plus connus à Paris que dans nos départements.

Le second a composé des chants nationaux. Qui ne connaît pas son hymne immortel, cette *Marseil-*

laisse qui a conduit et conduira long — temps nos soldats à la victoire. C'est aux accents de De l'Isle, poète et musicien, que les peuples se réveillent à la liberté.

Une notice biographique sur nos deux célèbres compatriotes sera lue dans une de vos séances et insérée dans le compte-rendu de vos travaux.

Après la lecture de ce rapport, M. Chevillard a pris la parole et a lu l'éloge de M. Heim, mort préfet du département du Jura. Nous allons transcrire ce discours qui a été entendu avec le plus grand intérêt, et dans lequel sont retracées avec tant de vérité les vertus publiques et privées d'un magistrat qui a emporté dans la tombe les justes regrets de ses administrés.

MESSIEURS,

Les éloges donnés à l'homme puissant pendant le cours de sa vie ne sont que trop souvent empreints de cette lâche flatterie qui corrompt celui qui la reçoit, en déshonorant celui qui la prodigue. Nous n'avons point à redouter ici ce funeste écueil. Celui sur la tombe duquel nous allons essayer de jeter quelques fleurs, ne trouva point de flatteurs parmi nous, pendant le trop court exercice de ses hautes fonctions : ses cendres n'auront point à rougir des éloges que nous allons donner à sa mémoire.

Il est doux et consolant de n'avoir à rappeler que des souvenirs honorables. Cette tâche appartenait à une bouche plus éloquente. Pourquoi ne s'est-il pas

présenté, cet homme de bien exercé dans l'art de la parole, *vir bonus dicendi peritus*? avec quelle avidité nous eussions écouté son langage divin, ce langage auquel seul devrait appartenir le droit de parler de devoirs, de vertus, de talents et d'amour du prince et du pays : c'est parmi vous, Messieurs, que devait se trouver l'orateur digne du sujet. Je le devance, je lui ouvre le chemin, il le parcourra sans doute d'une manière plus brillante, mais il n'aimera pas plus que moi la vérité, il ne parlera pas avec plus de conviction, ses regrets ne seront ni plus profonds ni plus sincères.

Alexandre-Gabriel Heim naquit à Paris, le 12 octobre 1773. Il fit ses études au collège des Grassins, dans cette université célèbre d'où sortirent tant d'hommes illustres, et bientôt après il se fit recevoir avocat au parlement de Paris.

Ce début, Messieurs, vous annonce assez que M. Heim appartenait à cette classe distinguée qui devait bientôt prendre dans la société le rang auquel l'appelaient l'éducation, le talent et la haute élévation de l'ame.

La révolution allait surgir : elle saisit M. Heim dans cet âge heureux où toutes les pensées sont encore pures, où le présent est sans périls et l'avenir sans bornes. Puissante à son aurore, elle renversa presque sans efforts une noblesse affaiblie, un clergé plus riche de patrimoine que de vertus. La vieille Europe s'épouvanta : elle crut, avec des soldats symétriquement alignés et noblement commandés, vaincre des hommes qu'enflammait l'amour de la patrie.

C'est dans leurs rangs que le jeune Heim vint prêter aux destinées nouvelles qui l'attendaient.

En 1792, il entra dans un régiment de chasseurs et fit dans cette arme brillante les premières et pénibles campagnes d'Italie.

Notre jeune militaire n'eut point alors le bonheur de combattre dans cette armée de géants, et de revendiquer sa part de gloire dans les triomphes prodigieux qui allaient étonner le monde : il suffit à son cœur d'avoir été le soldat de la patrie. Le gouvernement d'alors ne tarda pas à donner une autre direction aux talents du jeune chasseur, en le nommant secrétaire du consulat général de France à Gènes.

Après un an de séjour dans cette ville si belle, si riche et jadis si puissante, le gouvernement récompensa le zèle et les services de M. Heim en l'appelant aux mêmes fonctions dans la ville de Venise.

Une résidence prolongée dans cette ville qui ne ressemble à aucune autre, mûrirent les talents du jeune diplomate et lui laissèrent le temps de cultiver la langue et la littérature italiennes qu'il possédait si bien.

En 1800, il fut chargé de la correspondance à la banque de France. Ce poste important, confié à un homme d'un âge si peu avancé, dénote assez la confiance qu'il inspirait et les services qu'il avait déjà rendus.

Messieurs, la carrière est ouverte pour M. Heim, les premiers pas sont faits, ces pas souvent si difficiles, et nous allons maintenant le suivre avec rapidité dans les diverses places qu'il occupa et dans les missions qu'il remplit.

En 1802, secrétaire général de la légation française en Portugal avec le maréchal Lannes, alors ambassadeur.

En 1805, secrétaire général de l'administration du Piémont (27.^e division militaire), sous le général Menou, gouverneur général.

En 1808, secrétaire général du gouvernement général des départements au-delà des Alpes.

En 1809, chef de la 1.^{re} cohorte du département de l'Eure.

Enfin en 1810, il fut appelé comme auditeur au conseil d'état.

C'est sans doute dans cette école, qui forma tant d'administrateurs distingués, tant de magistrats éloquents et profonds, que M. Heim puisa les principes qu'il devait un jour appliquer avec succès aux départements dont l'administration lui serait confiée. Peut-être eut-il le bonheur d'entendre ces discussions étonnantes, où le chef de l'état luttait de talents avec les premiers jurisconsultes de l'Europe et sortait souvent victorieux d'un champ de bataille dont les débris étaient de vieilles lois, de sots préjugés et de ridicules coutumes.

Nommé bientôt secrétaire général du gouvernement des provinces illyriennes, il occupa ce poste important et difficile tant que ces contrées appartenaient à la France. Le gouverneur général était alors M. le maréchal duc de Raguse. Tout était à créer dans ce pays à peine connu : il fallait disputer des frontières incertaines à des pachas jaloux, établir des communications, créer des routes, contenir un peuple à

domi-sauvage ; il fallait donner une organisation militaire à la Croatie et fixer sous nos drapeaux des hommes qui avaient si long-temps combattu contre eux. Le secrétaire général avait de laborieuses fonctions à remplir ; M. le maréchal était connaisseur et exigeant. M. Heim se maintint à la hauteur de sa place et sut conserver l'estime et l'affection d'un chef bien fait pour apprécier les services qu'on lui rendait ainsi qu'à la patrie.

Le duc d'Abrantès vint remplacer le duc de Raguse. Ici les fonctions du secrétaire général vont devenir plus difficiles et plus délicates. Guerrier vieilli sous les lauriers, ayant reçu de la nature prodigieusement d'esprit, apprenant en jouant la langue des peuples vaincus, brillant dans tous les exercices du corps, Junot était resté illustre parmi nos plus illustres guerriers. Une vieille amitié qui datait de Toulon et qu'avaient cimenté le sang, la victoire et le dévouement, l'unissait au chef de l'état. M. le maréchal ne tarda pas de s'affaïsser sous le poids de la gloire, et le vainqueur de Nazareth, l'ami de Napoléon, éprouva les symptômes les plus alarmants.

Il fallait remettre au sein de ses foyers domestiques ces nobles débris, il fallait contenir un homme doué d'une force prodigieuse accrue par la plus violente exaltation ; il fallait surtout concilier les moyens de sûreté avec les égards dus au malheur. Une telle mission exigeait du courage, de l'esprit et un bon cœur. M. Heim remit le précieux dépôt qui lui avait été confié, entre les bras d'une famille profondément reconnaissante.

Rentré en France par suite des déplorables événements du temps, M. Heim ne languit pas long-temps dans l'inactivité, et le ministre de l'intérieur l'attacha comme secrétaire général à la direction de la comptabilité des communes. Il se trouve toujours une place vacante pour l'honnête homme capable de la bien remplir.

Cependant, les événements marchaient avec rapidité, l'homme du destin avait reparu, et un souffle l'avait reporté sur un trône d'où il devait encore descendre une fois. M. Heim fut nommé préfet du département de Vaucluse.

Que de souvenirs affreux ce nom seul rappelle ! Gardons-nous bien de nous y arrêter ! Que fallait-il pour administrer un tel pays ? un homme d'esprit, d'un caractère ferme, mais conciliant, un préfet qui sût ramener à un centre commun toutes les opinions divergentes, qui eût le talent de faire concourir au salut de la patrie, l'exaltation religieuse comme l'exaltation politique.

Voulez-vous savoir comment M. Heim accomplit cette mission difficile. Ouvrons les journaux qui parurent dans le pays après la rentrée du roi et la révocation de M. Heim.

On lit dans le *Courrier d'Avignon*, du 25 juillet 1815 :

« Le *Moniteur* annonce que M. de St.-Chamans
« a été nommé préfet de Vaucluse. En attendant
« l'arrivée de cet administrateur, qu'il nous soit per-
« mis de témoigner de justes regrets à M. Heim, ex-
« préfet de ce département. Les bienfaits de son ad-
« ministration ne sauraient être méconnus. S'il est

« vrai que dans les circonstances ordinaires on vote
« des remerciements au magistrat qui n'a fait que
« remplir les obligations de sa place, combien ne nous
« ferons-nous pas un devoir de reconnaître que dans
« les circonstances pénibles et difficiles où nous nous
« sommes trouvés, M. Heim, sans cesse animé du désir
« d'être juste, a tempéré, autant qu'il était possible,
« la rigueur des mesures ordonnées par le dernier
« gouvernement, et qu'il en a presque toujours sus-
« pendu l'exécution. Nous ajouterons que nous de-
« vons aux soins constants de sa vigilante autorité
« et de ses vues conciliantes, de n'avoir pas vu se
« passer dans nos murs ces scènes sanglantes dont
« plusieurs villes voisines nous ont offert le triste
« spectacle.

« La ville d'Avignon, en cette circonstance, s'est
« empressée de donner une preuve authentique de
« la satisfaction qu'elle a éprouvée pendant le temps
« que M. Heim a administré ce département. Plus de
« cinq cents personnes des deux sexes se sont pré-
« sentées le 16 du courant, à l'hôtel de la préfecture,
« pour lui témoigner combien elles étaient sensibles
« à son départ.

« Vos intentions, lui ont-elles dit, ont toujours
« été pures : les lois les plus rigoureuses se sont
« adoucies pour nous et par vous ; vous nous avez
« conservé un frère, un mari, un enfant : le roi ne
« perdra pas un aussi bon serviteur, et nous aimons
« à espérer que vous serez appelé à faire le bonheur
« d'un autre département.

« Cet éclatant témoignage des sentiments qu'a in-

« spirés M. Heim et auquel il ne put répondre que
« par son émotion, doivent le convaincre qu'il em-
« porte en s'éloignant de nous, les vœux, l'estime et
« les regrets de tous les habitants de cette ville. »

Voilà, Messieurs, de ces témoignages authentiques qui ne peuvent être soupçonnés ni de mensonge ni de flatterie. L'éloge n'est-il pas toujours pur quand il s'adresse à l'homme mort ou révoqué.

Resté à Avignon comme simple particulier douze jours après la cessation de ses fonctions, M. Heim y reçut constamment ces consolations délicates qui savent seules adoucir les peines du cœur et faire oublier l'injustice. Un cortège nombreux l'entourait toutes les fois qu'il paraissait en public, et les cris de *Vive le Préfet* lui faisaient oublier qu'il avait cessé de l'être.

En quittant le département de Vaucluse, M. Heim se retira dans sa modeste maison de Fontenay. C'est aux champs qu'il faut confier le bonheur de sa vie, surtout après avoir noblement servi son pays. Ceux-là du moins ne vous trompent jamais. Ne voyons-nous pas tous les jours les splendeurs du trône se cacher sous d'épais ombrages ! Puissent-ils dérober à jamais cette tête auguste aux poignards du parricide, aux traits acérés du calomniateur.

M. Heim aimait la campagne : ce goût est presque toujours d'un favorable augure. Il se livra tout entier aux travaux champêtres, embellit sa petite résidence, fit valoir sa propriété, oublia la politique, les hommes et leur injustice, et accepta avec empressement les fonctions honorables de maire de son village. Il fut, dans cette simple magistrature, aussi soigneux de ses

devois que lorsqu'il exerçait de hautes et brillantes fonctions.

Jamais on n'entendit un regret sortir de sa bouche. Sans doute il n'oubliait pas qu'une fausse direction donnée à un gouvernement sans plans et sans énergie, avait brisé son avenir par la mesure la plus injuste, mais il pardonnait sans peine. « Que mon pays soit heureux et tranquille, disait-il sans cesse, et je ne me plains pas. » Voilà le cri de son cœur !

Cependant il était jeune encore ; il lui restait de belles années à consacrer à son pays ; il fallait empêcher qu'il ne perdît ses droits à une retraite que la modicité de sa fortune rendait nécessaire à sa famille. Ses amis obtinrent pour lui en 1821, d'abord la place de secrétaire général de la direction générale des subsistances militaires, puis ensuite la direction de la même administration, dans la 14.^e division.

Cependant, les années s'écoulaient : ce gouvernement pour qui la leçon du malheur avait été perdue, marchait en aveugle vers sa ruine et la nôtre. Il tomba, et sa chute fut à peine aperçue. Tout avait changé, les injustices devaient être réparées, et le grand ministre, d'immortelle mémoire, appela en 1831 M. Heim à la préfecture des Deux-Sèvres. Les traces de la guerre civile n'étaient point encore effacées dans cette contrée vendéenne ; il fallait rapprocher les esprits en unissant la douceur à la fermeté. M. Casimir Perrier jugea M. Heim propre à obtenir ces difficiles résultats, et son espoir ne fut pas trompé.

Niort n'a pas oublié que sous l'administration de M. Heim le bel hôtel de la préfecture fut enfin terminé et

que son préfet concourut, pour ce qui regardait le département des Deux-Sèvres, aux travaux préparatoires des chemins stratégiques qui doivent traverser toute la Vendée, et apporter dans cette partie de la France les richesses de l'industrie et les bienfaits de la civilisation.

En quittant les Deux-Sèvres, M. Heim emporta l'affection et la reconnaissance de tous ceux qui surent apprécier l'esprit et les talents d'un administrateur qui, en peu de mois, avait rappelé la confiance, rétabli l'ordre et éteint les dernières étincelles de la guerre civile.

Enfin, le Jura vit arriver M. Heim dans le courant d'avril 1833. Qui eût pensé qu'il venait y chercher un tombeau ?

Le Jura est, sans doute, un des départements le plus facile à administrer. Les circonstances étaient favorables. L'ébranlement occasioné par la révolution de juillet tendait à se calmer. Le peuple, étranger aux vaines discussions de la politique, avait facilement démêlé les avantages qui allaient résulter pour lui, d'un gouvernement plus populaire, fixe dans ses volontés, esclave de ses serments. Le nouveau préfet n'avait ni haines à éteindre, ni partis à rapprocher, ni opposition à combattre. Il lui suffisait de manier l'autorité avec un certain ménagement, de ne croire légèrement à aucun complot, de repousser le dangereux emploi de l'espionnage, de cacher souvent l'autorité du préfet sous les dehors de l'administrateur juste, impartial, ami de nos institutions, ami du prince et du pays.

Cette tâche était facile pour M. Heim.

Quel homme, Messieurs, posséda mieux ce talent, en apparence si facile, de plaire au premier abord, de plaire davantage à la fin d'une longue discussion. Conserver son opinion quand on la croit juste, combattre celle qui lui est opposée, sans trop faire sentir le poids de l'autorité, voilà une de ces qualités essentielles et rares qui distinguaient éminemment celui que la mort nous a enlevé.

C'est dans le charme de la conversation familière que se montrait à découvert la belle ame et l'esprit élégant et facile de M. Heim. Quelle foule d'anecdotes piquantes, de souvenirs charmants! comme il narrait avec grâce, comme il écoutait avec complaisance! il était impossible de lui citer un fait qui fût étranger pour lui, de prononcer un nom qui lui fût inconnu! comme il disait bien, cet homme essentiellement bon, comme on lui pardonnait d'avoir de l'esprit parce qu'il ne s'en prévalait jamais.

S'il était permis, Messieurs, de soulever pour un instant le voile qui dérobe à nos yeux le mystérieux intérieur de sa famille, il faudrait un autre pinceau que le mien pour vous offrir le tableau délicieux d'une union dans laquelle un homme d'un âge mûr retrouvait toutes les émotions de la jeunesse près d'une femme si belle et si attachante, d'une union qu'embellissait un fils de la plus haute espérance. Tous ces souvenirs sont inséparables, et vivront long-temps dans la mémoire des Jurassiens.

Mais, Messieurs, les charmes de la conversation privée, les qualités du cœur, les agréments de l'es-

prit, ne sont pas les seuls titres que nous ayons à demander à celui que la confiance du Roi destine à la première magistrature d'un département. L'administrateur à qui vont être remis des intérêts si précieux a de bien graves devoirs à remplir.

Voyons comment M. Heim a répondu à la confiance du souverain, à l'espoir des habitants du Jura.

Le préfet nouveau succédait à un préfet éclairé, homme d'esprit, doué d'une mémoire heureuse, et qui venait d'essayer dans le Jura, l'emploi des talents nombreux que lui avaient donnés la nature et l'étude.

Des projets utiles avaient été conçus, des améliorations commencées. M. Heim s'appropriia bien vite tout ce qui était bon pour en faire jouir ses nouveaux administrés.

Nous vîmes bientôt terminer l'établissement de cette école normale si utile et si impatiemment désirée par les véritables amis de l'instruction populaire. Salins recueillit dans ses murs cette précieuse école, et le département n'a qu'à se louer de ce choix judicieux.

Chaque année la session du conseil général s'ouvrait par un rapport de M. le préfet, présentant l'ensemble de son administration, l'exécution des mesures arrêtées dans la session précédente, et les projets pour l'année suivante. C'est dans ces occasions solennelles que se montrent les talents ou les défauts de l'administrateur. Les juges sont justes et bienveillants, mais ils sont sévères; ainsi le veut la nature de leurs fonctions.

Quel est celui de vous, Messieurs, qui ne se rappelle la clarté des rapports présentés par M. Heim, la

Facilité de son élocution, la grâce et l'aménité de sa discussion. N'est-ce pas lui qui le premier conçut et exécuta ce plan si simple en apparence, mais si fécond en résultats heureux, celui de diviser chaque matière soumise à l'examen du conseil, d'en former un rapport distinct et d'y joindre toutes les pièces propres à en faciliter l'examen.

Tous les gens de bien désiraient ardemment une caisse d'épargne. L'impulsion était donnée : la France suivait à pas lents l'exemple de l'Angleterre. Le Jura manifesta le désir de s'approprier cette nouvelle source de bonheur. Avec quel empressement M. Heim s'empara de ces heureuses dispositions pour les seconder ! Plus de rêves, plus de pensées que pour la caisse d'épargne. On aurait dit qu'il craignait de ne pas vivre assez pour ajouter cette bonne action à tant d'autres. Un tel zèle donne droit aux regrets du riche comme aux larmes du pauvre.

Le Jura, interprète des sentiments de l'Europe savante, excité d'ailleurs par un mouvement de nationalité bien légitime, et voulant honorer la mémoire d'un des hommes les plus érudits des temps modernes, propose l'érection d'un monument qui consacre à jamais la gloire de Bichat.

M. le préfet préside la commission à qui les dispositions préparatoires de ce monument sont confiées, il se rend à Thoirrette, lieu de la naissance de Bichat, prononce le discours d'inauguration de la pierre monumentale placée sur la porte principale de la maison du célèbre physiologiste, et il n'a pas tenu à son zèle de voir élever de son vivant, le monument que l'Ain

et le Jura se disputent encore l'honneur de consacrer à Bichat.

Familier avec tous les détails de la levée annuelle des jeunes soldats, M. Heim fit au ministre de la guerre un rapport sur les abus du remplacement militaire.

Ce mémoire, justement apprécié par les hommes judicieux, a été communiqué au conseil général et il eût été difficile de ne pas convenir que les vues de l'auteur tendaient à améliorer le personnel de l'armée, à garantir les intérêts de famille et assurer un sort convenable aux anciens militaires.

Qui ne se rappelle, Messieurs, les mouvements insurrectionnels d'avril 1834. A la première nouvelle de ce qui se passe à Arbois, M. le préfet ordonne de suite le transport des poudres de Poligny sur Lons-le-Saunier, et à peine cet ordre est-il exécuté que les insurgés arrivent à Poligny et y trouvent le magasin vide. Cette sage prévoyance épargna peut-être à des hommes égarés des fautes dont la patrie aurait à gémir. Un crime épargné est toujours une bonne action.

Nous serait-il interdit, Messieurs, de révéler un des titres les plus glorieux de l'administration de M. Heim, celui pour lequel le pays ne saurait lui conserver trop long-temps un souvenir reconnaissant.

Chargé de présenter périodiquement au ministère, le tableau moral et politique du département, M. le préfet éprouva quelquefois le besoin d'une communication confidentielle de son travail.

Qu'elle doit avoir été pure, l'ame de celui qui écrivait ainsi! toujours vrai, mais toujours bon, incapable

de tromper le gouvernement, plus incapable encore de se faire valoir aux dépens d'une population qu'il avait appris à connaître et à estimer, M. Heim devenu entièrement Jurassien parlait de nous avec ce langage paternel qui a tant d'empire sur le cœur, bien différent de ces hommes prévenus que nous avons vu accourir dans notre département pour le *pacifier*, et qui hésitaient sur nos frontières, s'ils se feraient entourer par la force armée. Bien différent surtout de ceux qui croient relever leurs talents en abaissant celui du prédécesseur, M. Heim ne fut jamais ni injuste, ni flatteur, ni ambitieux.

Ce fauteuil, si dignement occupé aujourd'hui, fut souvent rempli par M. Heim. Il avait bien voulu placer au nombre de ses devoirs celui de présider quelques-unes de nos séances. Peu de jours avant de mourir, il était là, et j'entends encore cette voix persuasive parce qu'elle partait du cœur, j'entends ces accents simples et faciles, toujours empreints d'une douce élégance : c'était le chant du cygne. Tout a péri, l'administrateur éclairé, le père de famille excellent, l'époux accompli, l'homme du monde parfait. La terre a tout englouti et n'a laissé à sa famille et ses amis, que des larmes et des regrets.

M. Heim est le second préfet du Jura mort dans l'exercice de ses fonctions. M. de la Rochette, qui nous a laissé de si honorables souvenirs, et que la mort moissonna dans l'âge où le talent n'a point encore atteint toute sa perfection, n'est du moins pas mort tout entier, et nous avons sous les yeux un marbre modeste qui le rappelle à notre gratitude. Ne sera-t-

il rien fait pour la mémoire de M. Heim ! si ce religieux devoir appartenait à la Société d'Émulation, elle s'efforcerait de le remplir, elle serait puissamment secondée par cette famille nombreuse qui, associée à ses travaux pendant sa vie, s'est unie bien intimement à la douleur commune ! mais cette noble marque de gratitude doit partir de plus haut.

Je ne terminerai pas, Messieurs, cet éloge imparfait d'un homme de bien, sans repousser cette idée désespérante qu'il est des hommes auxquels on succède, mais qu'on ne remplace pas. Telle n'est pas la destinée du Jura (1).

Je m'arrête, Messieurs, et je comprime devant vous des sentiments que vous devinez sans peine. Le temps présent est riche d'espérance. Combien sont nombreux dans cette enceinte, ceux qui déjà garantiraient notre avenir !

M. Cotheret a lu ensuite un discours sur les encouragements dont la sylviculture départementale est susceptible en votant des récompenses pécuniaires ou honorifiques aux gardes qui implanteraient les vides de nos forêts royales et communales.

(1) Déjà une souscription ouverte allait réaliser l'érection d'un monument en l'honneur de M. Heim, lorsque la Société d'Émulation a appris que Mme. Heim et sa famille, dans une juste impatience, venaient d'envoyer de Paris les différents marbres du mausolée que la pitié d'une épouse et la tendresse filiale consacraient, à leurs frais, à la mémoire d'un époux et d'un père si vivement regretté.

M. Chevillard, président annuel, a dit ensuite :

MESSIEURS,

La statistique de la France est impatiemment attendue ; le ministère la réclame avec instance, et M. le préfet, jaloux de laisser après lui des traces d'une administration active et éclairée, annonce l'intention d'unir ses efforts aux nôtres, pour doter d'une bonne statistique un département qu'il a adopté, et qui sent déjà l'avantage de le posséder.

Quelques départements ont déjà cédé à cette impulsion, et la presse nous apprend que celui de la Drôme s'est fait remarquer par un travail digne d'éloges.

Le Jura n'est point resté en arrière, et la Société d'Émulation a eu la satisfaction de couronner dans une de ses précédentes séances la tentative heureuse d'un de ses membres, qui nous a donné la statistique particulière du canton de Clairvaux.

Cet essai a enhardi l'auteur ; il s'est courageusement lancé dans la carrière ; la difficulté de l'entreprise ne l'a point effrayé, et il aurait désiré offrir au conseil général, comme un hommage respectueux, le fruit de son travail, la statistique générale du département ; mais M. Pyot a senti comme nous, Messieurs, que les moments trop courts laissés au conseil pour le débat des intérêts départementaux qui lui sont confiés, ne lui permettaient pas d'examiner avec détail un ouvrage aussi abstrait, une œuvre aussi variée dans les objets qu'elle embrasse.

D'un autre côté, une analyse trop courte ne vous aurait rien appris, parce qu'il est dans la nature d'un tel ouvrage de donner de l'importance au moindre détail, de la valeur au moindre chiffre.

J'ai parcouru cette statistique, Messieurs, et je me garde bien de venir hasarder devant vous un jugement que vos suffrages pourraient ne pas ratifier.

Qui ne connaît l'importance et en même temps la difficulté d'une bonne statistique ! quelle patience pour réunir les matériaux ; quelle sûreté de tact et de jugement pour en faire un choix judicieux ! Physicien, il faut parcourir et connaître le pays ; géologue, il faut étudier et décrire le gissement des montagnes, indiquer le cours des rivières ; médecin, il faut désigner la cause et le remède de quelque insalubrité ; agriculteur, la nature des terres ; industriel, la valeur et l'exploitation des mines ; commerçant, le mouvement de l'exportation et de l'importation, et quand on a laborieusement réuni les matériaux de l'édifice, il faut du goût pour édifier, de la solidité pour construire !

Toutes ces qualités se trouvent-elles réunies dans l'ouvrage de M. Pyot ? le public prononcera ; l'auteur va faire imprimer son ouvrage. Y a-t-il quelques dangers, il s'y expose : y aurait-il de la gloire et des avantages, il les recueillera.

Mais, Messieurs, permettez à la Société d'Émulation d'exprimer devant vous un regret que vous partagerez sans doute ; elle sent combien est coûteuse la tentative de M. Pyot, elle craint que les frais d'impression ne dépassent peut-être les sacrifices permis

à un père de famille; elle craint même d'avoir excité le zèle de l'auteur et s'être rendu presque solidaire d'un succès probable, sans doute, mais encore incertain, et dans cette douteuse position, elle croit de son devoir de solliciter l'appui du conseil général.

C'est à vous, Messieurs, qu'il appartient d'encourager et de récompenser toute tentative utile au pays. Le moindre don émané des mandataires du peuple est tout à la fois encourageant et honorable. Aussi, Messieurs, c'est au nom du conseil général que nous voudrions aider M. Pyot à supporter une partie des frais de son honorable entreprise, et nous remplirons ce devoir, Messieurs, si le conseil nous accorde quelque confiance et quelques fonds.

La séance a été terminée par la lecture d'une jolie pièce de vers de M. Germain, docteur en médecine à Nozeroy.

LE SYLPHE ET LE BERCEAU.

Sur un rayon j'ai vu descendre,
Au front d'un enfant endormi,
Un sylphe qui vint s'y suspendre
Comme le baiser d'un ami :
Ainsi le papillon se pose
Au bord d'un calice naissant.
Le sylphe a pris pour une rose
Les lèvres de mon jeune enfant.

« Je suis des fleurs la pure essence ;
« Au sein des célestes concerts,
« Dieu soumit à mon influence,
« Le sceptre parfumé des airs.

« Je veux, dit-il, de mon empire
« Partager le trône éclatant ,
« Sur les fleurs, le ciel me l'inspire ,
« Règne avec moi, mon jeune enfant.

« Le printemps, voilà ton domaine ;
« Zéphire, enchaîné dans son cours ,
« Embaumera de son haleine
« La char ralenti des beaux jours.
« Laisse au loin gronder la tempête ,
« Long-temps son courroux impuissant
« Ne pourra faner sur sa tête
« Les roses de mon jeune enfant.

« Fils bien-aimé, veux-tu connaître
« Du destin l'insigne faveur ?
« A la tige qui t'a vu naître
« Il fait partager ton bonheur.
« Il sera pur et sans mélange :
« Aux beaux jours, le chaume indigent,
« Heureux par les bienfaits d'un ange,
« Te bénira, mon jeune enfant. »

Le sylphe, à la voûte éternelle,
Avant de prendre son essor ,
Dit, en effleurant de son aile
L'enfant qui sommeillait encor :
« Enfin, ta couronne flétrie
« Tombera sous les coups du vent ;
« Ange exilé, dans ta patrie
« Tu rentreras, mon jeune enfant. »

Tandis que le sylphe s'envole ,
Il trace un long sillon de feu,
Qui s'arrondit en auréole,
Sur le berceau chéri de Dieu.
Et moi, de cette poésie,
Qui se mêle aux accords d'un chant,
J'ai puisé la douce ambrosie
Aux lèvres de mon jeune enfant.

Séance publique
DE LA
SOCIÉTÉ D'ÉMULATION
DU JURA,
DU 23 DÉCEMBRE 1836.

M. Chevillard, président annuel, a ouvert la séance par le discours suivant :

MESSIEURS,

Dans la dernière séance du 7 décembre, la Société d'Émulation avait cherché à appeler votre attention sur l'importante question des comices agricoles. Plusieurs agriculteurs, connus par leurs lumières et leur expérience dans l'art important d'obtenir de la terre tout ce qu'elle peut produire, voulurent bien nous apporter le tribut de leur savoir que nous demandions avec instance.

Quoique imparfaitement approfondie, cette discussion produisit du moins ce résultat essentiel, que l'établissement des comices agricoles fut reconnu comme un des moyens les plus puissants d'accroître les ressources de notre agriculture, de féconder notre sol, de se communiquer le résultat des nouveaux essais, et de flétrir d'une réprobation publique les vieilles routines, incompatibles avec les découvertes nouvelles.

Enhardie par ce premier succès, puissamment secondée par la volonté forte et éclairée du premier magistrat de ce département, par les sollicitations pressantes du ministre du commerce et des travaux publics, encouragée par le vœu du conseil général, la Société d'Émulation a cru que la matière n'était pas épuisée, et qu'elle pouvait, sans craindre d'être accusée de se répéter, vous entretenir de nouveau de l'utilité des comices agricoles.

Nous allons être dans le cas de dire souvent ce que nous avons déjà dit ; mais tous n'assistaient pas à la séance du 7, et les choses utiles ne sauraient être reprises trop souvent.

Et d'abord, Messieurs, il n'est malheureusement que trop avéré que la France est loin de tenir le premier rang parmi les peuples agricoles. L'Angleterre, la Belgique, la Hollande marchent à pas de géants dans la voie du progrès, et cependant, ces belles contrées, tout en se livrant aux travaux de la culture des terres, restent éminemment commerçantes, manufacturières et industrielles. Elles réunissent ainsi toutes les sources de richesse et de prospérité. Pourquoi ne chercherions-nous pas à les atteindre ?

Examinant ensuite l'état intérieur de notre département, notre Jura n'a-t-il rien à envier à ses voisins ? n'est-il pas un peu arriéré dans les bonnes pratiques agricoles ?

La culture de nos vignes ne laisse-t-elle rien à désirer ? N'aurions-nous rien à apprendre en étudiant le mode employé dans les côtes de la Champagne et de la Bourgogne ! Le vigneron de Lons-le-Saunier

ne pourrait-il pas recevoir quelques instructions utiles de son camarade qui cultive les côtes fertiles d'Arbois et de Salins ? Ici mille questions se présentent et nos doutes restent les mêmes. Nous suivons la routine de nos pères : nos bras cultivent mieux, sans doute, nos produits sont plus abondants ; mais la qualité de nos vins est-elle meilleure, nos plants sont-ils mieux choisis, mieux appropriés au grain de la terre ou à l'exposition.

Les prairies artificielles, dont les avantages ne sont plus contestés, ne pourraient-elles pas couvrir un plus grand espace de terrain ? ne réclament-elles pas des soins plus éclairés ? N'aurions-nous pas à enrichir notre département de la culture de quelques plantes nouvelles propres à la nourriture du bétail ? La betterave commence à prendre sa place parmi les plantes utiles dont la culture présente d'immenses avantages ; dans un moment, j'aurai l'honneur de mettre sous vos yeux les échantillons de sucre, obtenus à quelques pas de nous par des citoyens amis de leur pays et dont les essais sont bien dignes d'éloges et d'encouragements.

Les fruitières, source toujours croissante de richesses pour nos montagnes et même pour quelque partie de notre vignoble, ne sont-elles pas susceptibles de quelques améliorations ? Ne tenterons-nous jamais de faire, à l'imitation de l'Angleterre et de la Hollande, quelques nouvelles espèces de fromages propres à supporter les voyages de long cours (1) ?

(1) La Société centrale d'Agriculture a promis des prix con-

Conserverons-nous à jamais la race chétive de nos moutons ? Ne ferons-nous pas sentir aux cultivateurs qu'il faut détruire la dernière des chèvres et planter du bois dans tous les lieux incultes impropres à l'agriculture ?

La fatale expérience de cette année, qui livre au couteau du boucher une partie notable de nos bestiaux, n'apprendra-t-elle pas aux moins clairvoyants combien il importe d'augmenter les moyens de nourriture de nos bêtes à cornes ? Des betteraves et des prairies artificielles, voilà d'inépuisables sources de prospérité. Les unes se récoltent avant les grandes chaleurs, et les autres produisent, pour le bétail, un aliment abondant et facile à conserver.

Verrons-nous toujours avec indifférence s'abâtardir l'espèce de nos chevaux, de nos bœufs et de nos vaches ?

Ne concevrons-nous pas tous les avantages que promettent à certaines localités la culture du mûrier, et de nobles exemples donnés et couronnés de succès n'amèneront-ils pas de nouvelles tentatives ?

Je m'arrête, Messieurs; pourquoi affliger plus longtemps vos cœurs amis de leur pays, et impatients de le voir jouir de la prospérité à laquelle l'appelle la nature variée de son sol et les bras vigoureux de ses cultivateurs.

Cherchons les moyens de sortir de l'ornière.

Celui qui se présente naturellement et dont le succès est attesté par de nombreux exemples, c'est la création des comices agricoles.

sidérables aux hommes qui justifieront de leurs tentatives et de leur succès.

Loin de nous, Messieurs, de vous proposer la formation de ces sociétés où l'on fait de l'esprit avec celui des autres, où l'on imprime des discours ou des livres pour la plus grande satisfaction de leurs auteurs : ce n'est point là ce que veut le ministre, le conseil général, le préfet, l'intérêt du pays et la Société d'Emulation.

Nous voulons, Messieurs, former des comices agricoles : ces comices seront des associations volontaires composées de propriétaires et de cultivateurs qui éclairent, encouragent ou pratiquent eux-mêmes l'art honorable et difficile de la culture. Le but de ces aggrégations sera d'introduire dans les campagnes, par leur propre exemple et leurs sages exhortations auprès des hommes des champs qui les environnent, les méthodes reconnues les plus utiles aux diverses localités.

De cette définition bien incomplète résultent du moins les corollaires suivants :

1.° Les comices agricoles doivent être très multipliés, parce que la variété du sol nécessitant une grande différence dans la culture, il convient de mettre les préceptes, les exemples et les résultats de l'expérience sous les yeux de tous ceux qui peuvent en profiter. Il faut que ces réunions et ces espèces de conversations agricoles puissent se faire sans déplacements pénibles.

2.° Les comices seront volontaires, c'est-à-dire que nul n'y sera appelé malgré lui ; l'amour du pays, celui des intérêts agricoles répondent suffisamment du zèle et du concours de tous les cultivateurs éclairés.

3.° Tous les comices seront égaux entre eux. Celui qui sera établi dans le sein de la Société d'Émulation restera entièrement sous le régime commun. Le nombre des membres est illimité. Le noyau une fois formé appellera à lui tous les cultivateurs de son ressort, recommandables par leur zèle et leurs lumières.

4.° La Société d'Émulation sera le centre des associations. Les divers comices lui communiqueront, sous le couvert de M. le Préfet, le résultat de ses expériences, afin qu'elle puisse, en les rendant publiques, en faire profiter toutes les positions du territoire auquel elles pourront être applicables. Il sera présenté chaque année, au conseil général, un tableau des améliorations, progrès et innovations utiles dans quelques branches de l'agriculture du Jura. Les comices qui auront rendu des services essentiels, seront notés honorablement, et les noms des membres qui les composent, présentés à la reconnaissance publique.

5.° Des récompenses seront accordées chaque année aux meilleurs cultivateurs, à ceux qui auront démontré par leurs travaux les inconvénients d'une vieille routine, introduit une méthode de culture meilleure, une pratique mieux raisonnée, à ceux qui auront semé ou planté des arbres dans des lieux incultes, introduit la culture nouvelle de quelques plantes utiles, en un mot, qui auront obtenu un succès bien avéré dans une branche quelconque de l'agriculture.

6.° Ces récompenses seront des livres d'agriculture ou des primes en argent, et chaque comice sera maître de les décerner. Toutefois, avant leur distribution, il en sera adressé un tableau raisonné à la

Société d'Émulation, qui en rendra compte à M. le Préfet.

7.° Les fonds nécessaires à ces primes d'encouragement seront pris : 1.° Sur ceux alloués chaque année par le conseil général ; 2.° Sur ceux qui sont promis par le ministère et qui seront sollicités par l'intermédiaire de M. le préfet ; 3.° Enfin, sur le montant d'une faible cotisation que s'imposeront volontairement les membres des comices. Nous supprimons la faible cotisation que nous nous proposons de demander aux membres des comices. Quelques sages réflexions ont amené ce sacrifice, du moins au moment de la formation des comices.

Ne sont pas compris dans ces faibles récompenses les propriétaires et agriculteurs qui les premiers auront livré au commerce une certaine quantité de kilogrammes de sucre indigène, propres à la consommation usuelle et à un prix modéré.

Sont exceptés aussi ceux qui auront fait des plantations étendues de mûriers, et fourni aux fabriques une certaine quantité de soie. Ceux-ci obtiendront des médailles dont la valeur sera basée sur l'importance de leurs produits.

Une grande question s'est élevée, Messieurs, dans la séance du 7 décembre, celle du nombre des comices, de la fixation du lieu de leurs réunions, de l'étendue de terrain qu'il convenait de leur assigner, et du règlement qu'il faudrait leur donner. Divers avis ont été présentés et discutés, aucun n'était à négliger, mais rarement on répondait à toutes les objections des adversaires.

La diversité de notre sol, sa température variable résultant de sa configuration, les zones qui le divisent d'une manière très distincte, et bien d'autres causes encore, venaient compliquer cette question difficile.

Il fallait un esprit juste et exercé pour lever ces difficultés ; nous l'avons trouvé, et la Société d'Émulation qui, dans cette circonstance comme dans beaucoup d'autres, agit sous l'inspiration du chef de l'administration départementale, a pensé qu'avant d'établir des règles fixes, il convenait de tenter quelques essais.

Un ou plusieurs comices pourront être établis dans quelques points principaux, par exemple, dans cet arrondissement, à Lons-le-Saunier, à Arinthod, à Bletterans, à St.-Amour. Des propriétaires influents, des cultivateurs éclairés seront mis à la tête de ces établissements. Ils appelleront à eux tous ceux qu'ils croiront propres à augmenter la masse de leurs lumières. Le nombre des membres restera illimité. Le règlement à faire sera le résultat de l'expérience et des observations des membres des comices.

En marchant ainsi avec une certaine défiance, nous marcherons avec plus de sûreté et il sera flatteur pour vous, Messieurs, d'avoir doté notre pays de ce nouveau moyen de raviver son agriculture, d'introduire un assolement mieux entendu, d'adopter des méthodes nouvelles, confirmées par de nombreux essais, d'introduire la culture de quelques plantes utiles, et de donner enfin au Jura du sucre, de la soie et des comices agricoles.

M. Houry a lu ensuite les motifs d'un projet de loi sur l'instruction secondaire, et s'est exprimé en ces termes :

MESSIEURS,

J'ai entrepris de lire à la Société un travail complet sur l'instruction secondaire. Je m'étais proposé d'examiner dans quatre mémoires : 1.^o quelles sont les branches des connaissances qui doivent faire partie de l'enseignement secondaire : 2.^o quels sont les objets qui doivent être enseignés successivement ou simultanément dans les collèges ? 3.^o quel est le mode le plus convenable, quelle est la méthode la meilleure pour chaque objet d'enseignement ? 4.^o enfin, quelle est la loi que réclame l'état actuel de la société pour l'instruction secondaire.

J'ai déjà eu l'honneur de vous lire les deux premiers mémoires. Le troisième traite de questions spéciales, trop abstraites, et parfois trop scientifiques pour être soumises à une lecture dans une séance publique. Je passerai donc au quatrième mémoire. Ce travail est d'autant plus à l'ordre du jour qu'un projet du gouvernement amendé par une commission de la chambre des députés sera dans la prochaine session l'objet des délibérations de la chambre. Ce mémoire est rédigé depuis un an, je ne me propose pas de comparer mon projet avec celui de M. Guizot, il y a beaucoup de ressemblance, il y a beaucoup de différence. Je ne sais si je marche trop vite. Ce qui est certain c'est

que, quiconque veut rester stationnaire, ou aller au-delà des perfectionnements réclamés par les besoins actuels, ne peut obtenir de véritables succès. Je suis convaincu, Messieurs, qu'il ne faut pas s'arrêter, ni courir, mais marcher.

Je vais passer à la lecture des motifs de ce projet de loi. Ils suffiront pour vous indiquer, sinon la rédaction, du moins l'esprit des articles qui le composent, puissent-ils mériter vos suffrages. J'entre en matière.

La France a remercié le gouvernement de la loi relative à l'instruction primaire. Trois années ont déjà fourni la preuve qu'elle a satisfait à un impérieux besoin d'un siècle de lumière et de liberté. Une tâche non moins importante et commandée également par notre loi fondamentale, reste encore à faire au législateur. C'est l'organisation de l'instruction secondaire, cette instruction que réclame la jeunesse destinée aux fonctions supérieures, aux emplois civils et militaires, à l'enseignement de la morale, aux ministères des divers cultes, à l'exercice de la médecine et de la jurisprudence, à la culture des sciences et des arts, à l'industrie, au commerce, à la navigation ; en un mot, c'est l'éducation des collèges qu'il s'agit d'organiser.

Dans le premier mémoire que j'ai lu à la Société d'Émulation du département du Jura, j'ai combattu ceux qui veulent proscrire l'étude des langues anciennes, et j'ai démontré leur importance et même leur nécessité. J'ai lutté également contre les partisans du système de l'éducation de nos collèges, contre ces professeurs

qui ne voient rien au-delà de Virgile et d'Homère, et qui ne se doutent pas que Newton et Cuvier avaient du génie. Combien de malheureux jeunes gens n'ont appris dans nos collèges que des choses presque inutiles à la profession qu'ils doivent suivre, et auraient pu se meubler l'esprit de connaissances utiles et immédiatement applicables. Pourquoi, me direz-vous, ont-ils fait leurs études? C'est que l'instruction des gens riches tente les classes inférieures de la société, on créerait vainement deux sortes de collèges, les uns où l'on enseignerait des sciences et des arts utiles à la classe laborieuse, les autres où seraient professées des connaissances de luxe, les arts d'agrément, du grec et du latin, inutiles à des professions souvent très lucratives; vous verriez le fils de l'artisan abandonner les écoles de l'enseignement qui lui convient, pour fréquenter celles où tout ce qu'il apprendra ne lui sera d'aucun secours dans son état futur. Mais il veut imiter le fils du riche propriétaire, et l'exemple assez fréquent d'un médecin, d'un avocat, d'un ingénieur célèbre, dont le père n'était qu'un simple artisan, lui font espérer de pareils succès; et il ne voit pas combien d'autres moins heureux, végètent pour n'avoir appris dans leur collège qu'un peu de grec et de latin.

Ce qui prouve ce que j'avance, c'est la difficulté avec laquelle s'établissent les écoles d'enseignement primaire du degré supérieur. Les professeurs ou instituteurs ne manqueront pas. Mais où trouver des élèves? Il faut donc rassembler dans un même établissement tout ce qu'il est possible d'enseigner d'agréable et d'utile.

Mais comme il faut songer au besoin d'un siècle positif comme le nôtre, il faut diminuer le luxe de l'instruction, et augmenter le nécessaire, afin que ceux qui sortiront de nos collèges, ne se repentent jamais d'y être entrés, et y aient puisé l'instruction supérieure dont ils ont faim et soif.

Pour mettre de l'analogie entre la loi sur l'instruction secondaire et celle sur l'instruction primaire qui a été promulguée le 28 juin 1833, on a divisé le projet que j'aurai l'honneur de vous lire en cinq titres.

Le premier a pour objet l'instruction secondaire en général.

Le deuxième, les institutions privées.

Le troisième, les institutions publiques ou les collèges.

Le quatrième, les autorités préposées à l'instruction secondaire.

Le cinquième traite de l'organisation des collèges.

Vous voyez par là combien il y a d'analogie entre la loi sur l'instruction primaire et celle qui est projetée.

Le titre premier du projet énonce les diverses espèces de connaissances qui doivent être enseignées dans les écoles privées et publiques. Il consacre de nouveau la liberté de l'enseignement consacrée elle-même par la charte. On n'y met d'autres conditions que de posséder la science qu'on se propose d'enseigner, et la moralité nécessaire dans tous les états de la vie, mais plus indispensable encore à celui qui est chargé du soin de diriger la jeunesse dans le sentier de la vertu.

On demandera peut-être pourquoi le dessin linéaire est distinct dans l'énoncé des diverses connaissances à enseigner, c'est qu'il est d'une utilité directe, qu'il faut un professeur spécial, que ce professeur doit enseigner le dessin des machines et des cartes, l'architecture, la géométrie descriptive, que ce même professeur qui manie bien la règle et le compas est souvent inhabile à tracer une académie ou à dessiner le groupe de Laocoon. Ce professeur doit être breveté; mais ceux qui sont compris sous le n.º 6, enseignent des arts d'agrément qui ne sont point de première obligation.

Nous avons étendu aux instituteurs secondaires toutes les causes d'incapacité qui figurent dans la loi sur l'instruction primaire.

Le titre second, relatif aux instituteurs privés, est un hommage éclatant rendu à la liberté de l'enseignement. Il n'y a aucune limitation dans le droit de communiquer aux autres ce que l'on sait. On ne prescrit, comme on ne proscriit aucune méthode. Dans les écoles secondaires privées, on verra naître le progrès. Là, les expériences seront faites, et leurs résultats, appréciés par les autorités préposées à l'instruction, seront proposés pour modèles aux écoles publiques, si elles restaient stationnaires ou devenaient rétrogrades.

L'article 8 n'échappera point à la méditation des hommes politiques. Les cultes doivent être l'objet de la sollicitude du gouvernement. Mais il ne doit point oublier que ses ministres ne sont point étrangers à la France. L'instruction commune à tous leur est due :

une instruction spéciale élémentaire aurait des dangers, en ce qu'elle rendrait les élèves de ces écoles secondaires ecclésiastiques intolérants. Devenus ministres ils pourraient trouver le joug des lois insupportable, et oubliant qu'ils sont Français, penser qu'ils doivent tout à Rome ou à Genève et rien à leur patrie. La loi, qui ne doit gêner la liberté d'aucun culte, leur permettra d'avoir des écoles, mais aux mêmes conditions imposées aux directeurs des institutions. On préviendra l'abus de ces établissements ecclésiastiques qui recevaient plus des quatre cinquièmes de leurs élèves non-destinés au ministère sacré. Ces élèves ne payaient point la rétribution universitaire, et les chefs de ces établissements jouissaient d'un privilège qui privait ainsi les collèges royaux d'un grand nombre d'élèves. Si le gouvernement veut favoriser l'exercice des différents cultes, il peut leur accorder sa protection dans les collèges publics, en fondant des bourses à la disposition des évêques et des chefs des cultes reconnus par l'état. C'est aussi ce que nous proposons à l'article 32 du projet. Qu'on ne dise point qu'il faut des études spéciales pour les jeunes gens destinés à parcourir cette importante carrière. Les grands séminaires sont les véritables écoles ecclésiastiques. C'est-là que dans des cours de théologie et d'histoire sainte, on initie la jeunesse au sacerdoce, mais jusqu'à l'âge de dix-huit ans, l'éducation commune à tous les Français leur convient. Les Bossuet, les Fléchier, les Massillon, les Bourdaloue, ont reçu l'instruction secondaire dans les collèges royaux.

On se plaint chaque jour de la centralisation, et tout le monde contribue à l'introduire. C'est ainsi que chacun envoie ses enfants dans les collèges de la capitale, comme si les lycées et les collèges des départements étaient insuffisants à l'instruction secondaire ; comme si on expliquait à Lons-le-Saunier un autre Cicéron, un autre Démosthènes qu'à Paris. Aussi les collèges de Paris ont une population de huit à neuf cents élèves ; les classes sont trop nombreuses pour qu'il puisse y avoir une communication directe du professeur à ses élèves, tandis que dans les départements il y a trop peu d'élèves pour qu'il y ait une véritable émulation entre eux. Les professeurs sont découragés de la solitude de leur classe déserte. Le nombre des élèves de chaque collège devrait être limité, dans l'intérêt du disciple et du maître : sans en parler dans le projet de loi, il est à désirer que cette limitation soit l'objet d'un règlement d'administration publique.

S'il y avait un collège royal par département, on ne sentirait plus la nécessité d'envoyer à Paris ses enfants, quand on pourrait obtenir de bons résultats dans la ville de sa résidence. On se dit : « Autant envoyer ses enfants à Paris qu'à Besançon. » C'est ce qui a déterminé à établir dans chaque département un collège royal à la charge de l'état pour les dépenses du personnel seulement. Les autres arrondissements auront également une école secondaire, sous le nom de collège départemental, moitié à la charge de l'état, moitié à la charge du département.

Enfin, les autres villes qui ne sont pas chefs-lieux d'arrondissement pourront établir des collèges urbains

ou communaux quand elles concourront à la moitié du traitement des professeurs. Alors le département et l'état viendront au secours de ces villes pour l'autre moitié.

C'est ainsi que l'instruction sera rapprochée de ceux qui en ont besoin, non point seulement cette instruction de luxe plus nuisible souvent qu'utile à ceux qui la reçoivent, mais celle des sciences qui amènent nécessairement le progrès dans les fabriques et dans les manufactures.

Nous ne multiplions point les centres d'enseignement, ils existent déjà ; peut-on citer une seule petite ville qui n'ait son collège ? Le projet ne fait donc que soumettre à d'autres formes les établissements anciens ; si on multiplie le nombre des professeurs, comme on le verra au titre 5, on ouvre un débouché à cette jeunesse qui assiège de ses réclamations les bureaux des ministres de la justice et des finances, et qui trouveront dans le professorat une ressource honorable plutôt que lucrative. Tel est le but que l'on atteindra au moyen de l'article 11 du titre III.

J'arrive à une question bien importante, celle de la rétribution collégiale. L'instruction primaire a passé pour ainsi dire à l'unanimité. Cependant, les communes sont obligées de payer par elles-mêmes ou par leur réunion avec d'autres, le traitement fixe de l'instituteur. Ce traitement fixe n'est pas la seule indemnité que la loi accorde à l'instituteur. Les parents des élèves paient encore un traitement mensuel fixé par le conseil municipal ; on n'exagère point en portant à quinze francs la dépense annuelle nécessitée pour pro-

curer à un enfant de la campagne l'instruction primaire, dépense à la charge des parents quoique sous deux formes différentes. Or, on ne trouve point extraordinaire cette rétribution exigée des élèves des écoles primaires. Pourquoi trouverait-on susceptible d'être annulée la rétribution universitaire? Pourquoi vendrait-on aux enfants peu riches le nécessaire, pour donner gratuitement une instruction du second degré, recherchée par la classe moyenne à qui elle profite le plus, classe qui possède beaucoup, qui peut et par conséquent doit payer? Rapprochez d'elle les moyens d'instruction, multipliez les bons collèges, pour qu'elle puisse sans frais considérables se la procurer. Voilà tout ce qu'elle a le droit d'exiger. S'il faut une instruction gratuite, c'est celle de l'instruction primaire.

Il est juste que l'état retire une rétribution qui le mette à portée de salarier les professeurs, et de leur procurer une existence moins gênée, plus aisée, plus recherchée. Jusqu'à présent les traitements ont été si modiques que nous voyons la plupart des jeunes gens préférer une carrière moins honorable et mieux rétribuée. Il faut que les traitements soient plus forts, et proportionnés au mérite, que l'avancement dans cette profession soit combiné et régularisé comme dans toutes les branches des services publics : et l'on verra la jeunesse se livrer à l'enseignement et s'y consacrer comme on la voit aujourd'hui se lancer dans les recettes et les contrôles de l'administration financière. On ne peut arriver à ce résultat que par la rétribution scolaire. Que ceux-là paient, qui profitent.

Vous voulez acquérir des connaissances au moyen desquelles on peut devenir juge, médecin, ingénieur : vous irez solliciter des places dans tous les ministères : vous viendrez accabler de demandes tous les chefs de l'administration. Vous possédez une fortune médiocre, mais suffisante au paiement de cette instruction indispensable : pourquoi ne voudriez-vous pas rétribuer vos mattres ?

Le tailleur, le serrurier, le charpentier demandent-ils une prime d'encouragement pour apprendre leur état ? Le gouvernement paie-t-il des mattres pour donner des leçons aux apprentis ? ces derniers non-seulement rétribuent leurs mattres, mais s'engagent souvent à les servir en outre gratuitement pendant plusieurs années : pourquoi donc celui qui se destine à être anatomiste, ne paierait-il pas le professeur qui lui enseignera l'origine de la valeur des mots scientifiques dont il aura besoin dans le cours de ses études médicales ?

De quel droit ferait-on payer à des cultivateurs qui n'envoient pas leurs enfants dans les collèges des impositions destinées au traitement de professeurs qui ne leur servent de rien. Il n'y a pas le centième de la population qui reçoit cette instruction secondaire, et vous voudriez que les 99 centièmes la payassent comme ceux qui en profitent. On sait bien qu'il est impossible de la rapprocher de tous les contribuables, et qu'on ne peut pas avoir un collège dans tous les villages. Il y en aurait un que personne ne le fréquenterait, puisqu'on a déjà bien de la peine à obtenir des parents qu'ils envoient leurs enfants aux écoles primaires.

Le principal obstacle est la rétribution mensuelle, ne leur faites donc pas payer les frais de l'instruction secondaire destinée à de plus riches qu'eux.

Qu'on ne croie pas que la suppression de la rétribution collégiale amènerait un plus grand nombre d'élèves dans les collèges. C'est la pension qu'il faut payer, c'est l'entretien de jeunes gens de bon appétit et qui pendant tout le temps qu'ils sont au collège ne peuvent aider leurs parents à gagner leur vie, ni même apprendre un état qui les sorte de la maison paternelle, ce sont les dépenses accessoires, en livres, vêtements, etc., qui sont les véritables obstacles, les seuls empêchements à ce que nos écoles secondaires soient plus fréquentées. Nous l'avons déjà dit, c'est un malheur pour des enfants peu fortunés de faire ce qu'on appelle des classes. Quand on a terminé ses études, on n'a point encore d'état : souvent on a peu de connaissances, on a à peine appris la manière d'en acquérir. Ce n'est donc point un mal que cette rétribution scolaire qui détournera un père de famille imprudent de jeter ses enfants dans une carrière ingrate pour laquelle il faudra qu'il ajoute sacrifice sur sacrifice avant d'arriver à une profession honorable et lucrative.

Qu'on se rappelle surtout que quelle que soit l'organisation de l'enseignement, quelque positif que soit le nouveau mode d'instruction secondaire, en sortant de nos collèges on n'aura fait que les premiers pas dans la route des connaissances utiles : on sera devenu apte à faire des études plus importantes et non moins coûteuses. On sera capable de suivre des cours de

théologie dans les séminaires, de droit et de médecine, d'architecture civile, de mécanique appliquée à divers objets, tels que la direction du service des machines à vapeur, leur construction, etc. Cette instruction spéciale qui perfectionne l'œuvre des colléges, qui la met à profit, ne peut se donner que dans un petit nombre de localités éloignées du domicile des parents. Le père qui aura de la peine à satisfaire à la rétribution collégiale, pourrait-il subvenir à l'entretien de son fils pendant les années qu'exigera ce supplément nécessaire de ses études classiques ?

J'ai donc prouvé qu'il y a justice envers le contribuable à exiger cette rétribution des élèves, et qu'elle est un sage avertissement pour les familles peu favorisées de la fortune, de ne pas tenter une expérience au-dessus de leurs forces.

On peut demander la suppression de la rétribution universitaire pour ceux qui se destinent aux fonctions des différents cultes, comme prix d'encouragement. Mais comme il y a des abus sans nombre à ne pas percevoir de tous cette rétribution, elle sera exigée de tous ceux qui se destinent à ces augustes fonctions, sauf à leur rembourser la totalité de cette rétribution si leur vocation n'est point chancelante, et si elle porte les fruits qu'on en espérait.

Pour mettre un terme à tous les abus et à toutes les réclamations, on a jugé convenable d'établir une rétribution fixe et non relative au prix de la pension. Ce système évite les investigations, et rend la perception d'autant plus facile, qu'il suffira tous les six mois d'un contrôle ou de l'examen d'un registre à souche tena

par le principal ou directeur ; il n'y a pas de loi sans la sanction pénale, c'est ce qui a déterminé l'article 16 du projet.

L'article 15, dont nous avons développé les motifs, indique aussi les formalités à suivre pour le paiement de la rétribution scolaire. Afin d'éviter les lenteurs et les difficultés de la perception, on a cru devoir scinder le paiement en deux termes fixes. La direction des contributions directes et la recette générale sont chargées de la confection des rôles et du recouvrement de cet impôt. Les chefs d'institution ont réclamé contre ce mode. On a à leur répondre que s'il existe une rétribution, il faut la percevoir, que pour la percevoir, il faut nécessairement des agents, et que ces agents sont ceux du ministère des finances, que sans eux il y aurait des abus.

D'un autre côté, la loi doit regarder comme une industrie des plus honorables les fonctions de principal de collège et de directeurs d'écoles secondaires. En assimilant cet impôt à celui des patentes, on a dû faire jouir les chefs des établissements secondaires de tous les avantages politiques dont jouissent les marchands et manufacturiers. Aussi l'article 17 leur confère le titre d'électeur et d'éligible, s'il y a lieu, par la quotité de leurs impôts directs réunis. On aurait tort de prétendre que les parents paient cette rétribution. N'est-ce pas le consommateur qui paie au fabricant sa patente ?

L'article 18 est relatif à la caisse d'épargne des professeurs. A l'âge de soixante ans, un professeur aurait au moins 10,000 francs, dans la supposition

ou son traitement seul ferait partie de ses économies. Il y aurait une augmentation considérable en faisant concourir à ce capital les sommes placées par les professeurs qui perdraient leur place avant un exercice de vingt ans révolus. On obtiendrait ainsi le double avantage de les attacher à un service public où l'expérience compte pour beaucoup, et de récompenser ceux qui persistent dans leur carrière. On n'a pas cru devoir insérer cette condition dans le projet.

L'article 19 est relatif aux écoles normales, on ne s'est point étendu sur leur organisation. Elles appartiennent aux écoles spéciales, à ces écoles de degré supérieur, telles que les grands séminaires, les écoles de droit, de médecine, d'architecture, polytechnique, militaire, de marine, d'artillerie, de génie, etc., qui seront l'objet d'une troisième loi.

On a dû cependant en faire une obligation dans le projet de loi d'instruction secondaire, parce qu'il est nécessaire de former des professeurs, et que veut les moyens, qui veut la fin.

Dans le titre IV, qui traite des autorités préposées à l'instruction secondaire, nous n'avons point admis les recteurs et inspecteurs des académies. Cela devait être, puisque nous n'en parlons point dans le projet de loi. Tous les départements sont égaux en droit, nous ne pourrions plus adopter cette ancienne division universitaire. Ce ne sont point les hommes, mais les choses que nous renversons. Ce mode n'est plus dans nos mœurs ; pourquoi soutenir un édifice qui fut bon autrefois, mais qui périclité, qui est attaqué et miné de toutes parts, les hommes qui l'habitent et le sou-

tiennent sont ce qu'il y a de plus instruit dans le corps enseignant. Quel que soit le système adopté par les lois nouvelles, ils y seront toujours au premier rang. Qui oserait leur disputer la place la plus distinguée? Aussi, l'article 20 les appelle naturellement aux fonctions de conseillers, ou d'inspecteurs généraux.

Le projet établit trois sortes d'autorités proposées à l'instruction publique. Il n'y a plus de grand-maitre des eaux-et-forêts, pourquoi y aurait-il un grand-maitre de l'Université? Pourquoi ce corps enseignant aurait-il des privilèges? En quoi consisteraient-ils sous l'empire de la Charte? D'un autre côté, le gouvernement, sans tomber dans l'anarchie didactique, ne peut pas abandonner l'instruction publique aux seules spéculations particulières. Il doit d'abord conserver l'inspection générale sur toutes les écoles, pour empêcher l'influence des doctrines dangereuses et immorales : il doit à la société de demander des garanties aux directeurs des écoles secondaires, et de surveiller leurs établissements, mais de plus il doit avoir des collèges qui rivalisent de zèle avec les institutions, et reçoivent d'eux, ou leur donnent, l'exemple des améliorations et des progrès.

Un conseil supérieur et des inspecteurs généraux sont donc des agents nécessaires auprès du ministre de l'instruction publique. Sa responsabilité s'oppose à leur inamovibilité.

L'utilité des comités supérieurs et collégiaux n'a pas besoin d'être démontrée. Ces fonctions sont d'autant plus honorables qu'elles sont gratuites. Les institutions et les collèges des villes sont soumis à leur

surveillance et juridiction. Si le gouvernement a lieu de s'applaudir de l'établissement des comités d'arrondissement pour les écoles primaires, l'analogie des fonctions des comités supérieurs et collégiaux, pour les écoles secondaires, donne à juger d'avance l'excellent effet que produira cette institution.

La nomination des principaux de tous les collèges et des professeurs des collèges royaux, est dévolue au conseil supérieur. Quant aux professeurs des collèges d'arrondissement et de ville, on a cru devoir investir du droit de les nommer, les comités supérieurs et collégiaux. Mais tous recevront l'institution du ministre, prêteront serment devant le comité supérieur, qui les installera ou les fera installer dans leurs fonctions par délégation.

L'art. 28 prescrit le mode d'examen des aspirants aux brevets de capacité pour le professorat.

Passons au titre V relatif à l'organisation des collèges. Il y a toujours eu, dans les départements surtout, une trop grande parcimonie dans l'organisation du personnel des collèges. Si on ne veut pas se borner à l'enseignement du français, du latin, du grec; si l'on compte les maîtres d'étude, les professeurs de langue moderne, des sciences physiques et mathématiques, il faut en général 20 personnes dans un collège, sauf à réduire ce nombre à 14 ou 15, si la population est au-dessous de 150.

A ce sujet nous allons établir un aperçu de la recette et de la dépense dans le système du projet de loi proposé ;

1.° 24 conseillers supérieurs chargés également des écoles primaires, à 10000 f.	fr. 240,000
Frais de bureau et d'impression des budgets, etc.	48,000
2.° 16 inspecteurs des collèges, à 6000 f.	96,000
Frais de tournée	32,000
3.° 20 professeurs employés dans chaque collège, au nombre de 363, en tout 7,260 à 1,000 francs.	7,260,000
4.° Environ 4,000 bourses à 500 francs l'une	2,000,000
5.° 4 écoles normales et leurs boursiers .	200,000

Total de la dépense . 9,876,000

La recette se compose 1.° de 200 élèves dans chaque collège royal et d'arrondissement, au nombre de 363, en tout 72,600 élèves, ci. . . . 72,600

2.° Des élèves de 84 collèges de ville et d'envir. 116 institutions

200 collèges

à 100 élèves chacun . . . 20,000

Total 92,600 él.

Soustrayant un nombre de

boursiers de 4,600

Il reste , 88,000 él.,

Qui paieront une rétribution moyenne

de 90 francs, Total . . 7,920,000

Reste à la charge de l'état et du départ. . 1,956,000

Les articles 30 et 31 sont rédigés de manière à laisser au père de famille le choix des objets d'enseignement qu'il croira le plus convenables à l'instruction de ses enfants. Il pourra à sa volonté et suivant les goûts, les dispositions, ou l'aptitude de ses fils, faire prédominer les études littéraires sur les études scientifiques, ou réciproquement. Pour atteindre ce but, le programme des études annuelles doit être arrêté de manière à ce que les différentes espèces de cours soient professées à des heures différentes, et que les élèves, au gré de leurs parents, soient libres de les suivre. En un mot les cours doivent être facultatifs et non point obligatoires.

L'auteur de ce projet de loi a lu à la Société d'Emulation du Jura, un mémoire sur la simultanéité de l'enseignement, dans lequel il a démontré les avantages de ce système et combien les différentes connaissances se prêtent un mutuel secours en s'offrant toutes à la fois à l'esprit des jeunes élèves.

L'article 32, relatif au pensionnat de chaque collège, institue un certain nombre de bourses; le tiers de ces bourses est destiné à former des sujets pour l'exercice des différents cultes. Ils doivent, comme nous l'avons dit plus haut, recevoir l'instruction secondaire avant d'entrer dans les séminaires et dans les écoles de théologie.

Pour qu'il n'y ait pas d'abus dans cette générosité de l'état en faveur des cultes, il serait à désirer qu'on spécifiât qu'un remboursement aurait lieu de la part des parents lorsque la vocation de leurs fils les appellerait à une autre destination.

Il est bon que le gouvernement encourage la jeunesse à porter ses vues sur l'enseignement de la morale et de la religion, mais s'il doit créer des bourses à cet effet, c'est pour des élèves étudiants dans nos collèges et non dans des institutions privées. C'est le moyen de donner à nos écoles publiques la consistance et la valeur qui dépendent du nombre et de l'espèce des étudiants. Qu'il soit libre à tous de monter des écoles pour un but déterminé, mais que le gouvernement ne donne pas une espèce d'improba- tion à ses écoles, en payant des bourses dans des établissements qui ne sont pas les siens. Les grands séminaires, les écoles de théologie, étant des écoles spéciales, seront l'objet d'encouragements d'une autre espèce, mais qui ne sont point la matière de la loi projetée.

L'instruction publique est un vaste édifice. Tous les bons citoyens doivent apporter à sa construction le tribut de leurs lumières, j'ai donc cru devoir à mon pays cette prestation en nature, et fournir quelques matériaux utiles. Trop heureux si j'ai trouvé un système applicable à nos besoins actuels. La loi sur l'instruction primaire est un beau morceau d'architecture, j'ai cherché à le copier pour l'instruction secondaire, à élever un second palais parallèle au premier. Ce sont deux grandes galeries qui seront couronnées par un troisième monument digne de notre siècle de lumières, par une loi sur les écoles spéciales.

PROJET DE LOI

SUR L'INSTRUCTION SECONDAIRE.

TITRE I.^{er}

DE L'INSTRUCTION SECONDAIRE EN GÉNÉRAL.

ARTICLE PREMIER. L'instruction secondaire comprend l'enseignement 1.^o des langues et littératures anciennes et modernes, 2.^o des mathématiques, 3.^o des sciences physiques, 4.^o des sciences morales, 5.^o du dessin linéaire, 6.^o de la musique, des différentes espèces de dessin, et de la gymnastique.

ART. 2. L'instruction secondaire est privée ou publique.

ART. 3. Tout individu âgé de 20 ans accomplis pourra exercer la fonction d'instituteur secondaire, sans autre condition que de présenter au maire de la commune où il viendra tenir son école, 1.^o un brevet de capacité sur un des objets mentionnés en l'art. 1.^{er}, 2.^o un certificat de bonnes vie et mœurs délivré sur l'attestation de trois membres du conseil municipal, par le maire de la commune ou de chaque commune dans laquelle il aura résidé depuis trois ans.

On peut enseigner, sans être porteur d'un brevet, tous les arts d'agrément indiqués dans le paragraphe 6.^o de l'article 1.^{er}, ainsi que les langues modernes.

ART. 4. Tout individu peut enseigner sans être porteur d'aucun brevet, en se transportant au domicile de ses élèves.

ART. 5. Sont incapables de tenir une école secondaire ou d'y être instituteurs 1.^o les condamnés à des peines afflictives ou infamantes ; 2.^o les condamnés pour vol, escroquerie, banqueroute, abus de confiance, attentat aux mœurs, et les individus qui auront été privés par jugement de tout ou partie des droits de familles mentionnés aux paragraphes 5 et 6 de l'article 42 du code pénal ; 3.^o les individus interdits en vertu de l'art. 10 de la présente loi.

ART. 6. Quiconque aura enseigné en contravention à l'article 3 sera poursuivi devant le tribunal correctionnel du lieu du délit et condamné à une amende de 50 à 200 francs. Son école sera fermée. En cas de récidive, le délinquant sera condamné à un emprisonnement de 15 à 30 jours, et à une amende de 100 à 400 francs.

TITRE II.

DES ÉCOLES SECONDAIRES PRIVÉES.

ART. 7. Toute école secondaire privée est simple ou multiple, selon qu'elle comprend l'enseignement d'un ou de plusieurs objets énumérés en l'article 1.^{er}, et qu'elle est desservie par un ou plusieurs instituteurs.

L'établissement porte le nom d'institution, et le chef prend celui de directeur.

Le directeur d'une école secondaire multiple doit être porteur de deux brevets de capacité.

ART. 8. Les écoles secondaires ecclésiastiques sont considérées comme des institutions, et passibles des mêmes règlements et de la même surveillance.

ART. 9. Toutes les institutions sont soumises à la rétribution scolaire, comme il sera expliqué à l'article 15.

ART. 10. Tout directeur ou instituteur privé, sur la demande du comité supérieur mentionné en l'article 19, ou sur la poursuite d'office du ministère public, pourra être traduit, pour cause d'inconduite ou d'immoralité, devant le tribunal civil de l'arrondissement, et être interdit de l'exercice de sa profession à temps ou à toujours. Le tribunal entendra les parties et statuera sommairement en chambre du conseil. Il en sera de même sur l'appel qui devra être interjeté dans le délai de 10 jours, à compter du jour de la notification du jugement, et qui, en aucun cas, ne sera suspensif, le tout sans préjudice des poursuites qui pourraient avoir lieu pour crimes, délits et contraventions prévus par les lois.

TITRE III.

DES ÉCOLES SECONDAIRES PUBLIQUES.

ART. 11. Les écoles secondaires publiques sont celles qui sont entretenues, en tout ou en partie, par l'état, les départements et les communes.

Il y aura, 1.^o dans chaque département, une école secondaire, sous le nom de collège royal, dont le personnel sera à la charge de l'état; 2.^o au chef-lieu des autres arrondissements, un collège départemental,

dont le personnel sera salarié, une moitié par le trésor public, une moitié par le département ; 3.^o dans les autres villes, un collège communal, quand elles pourront concourir à la moitié des frais du personnel de l'établissement, le reste tombera à la charge de l'état et du département, chacun pour un quart.

ART. 12. Les instituteurs des collèges ont le titre de professeurs, et le chef celui de principal ; ils sont inamovibles.

ART. 13. Dans les villes qui auront un collège, un ou plusieurs professeurs pourront tenir lieu de l'instituteur primaire du degré supérieur, exigé par l'article 10 de la loi du 28 juin 1833.

ART. 14. Les traitements des professeurs seront réglés et arrêtés en conseil d'état, et classés parmi les dépenses obligées de l'état, du département et des communes.

ART. 15. Pour subvenir aux dépenses à la charge de l'état, il sera perçu une rétribution scolaire sur chaque élève.

Elle sera de 150 francs pour les collèges de Paris, de 130 francs pour ceux des villes au dessus de 10,000 âmes, de 100 francs pour celles de 5,000 à 10,000 âmes, et de 80 francs pour celles dont la population est au dessous de 5,000.

Sur cette rétribution, 10 francs sont consacrés à l'acquisition de livres, tableaux, cartes, etc., que le principal du collège fournira à titre de prêt aux élèves. La somme résultante en sera portée au budget des recettes et dépenses du collège.

Les élèves des institutions paieront la même rétribution, moins 10 francs.

La rétribution scolaire sera payée en deux termes, savoir : moitié au 15 novembre de chaque année, moitié au 15 mai suivant. Elle sera portée en totalité au budget des recettes et des dépenses de l'état pour l'année dont le mois de mai ci-dessus désigné fait partie.

Dix jours avant les deux termes, le directeur de l'établissement percevra des élèves, ou de leurs parents, la rétribution scolaire, inscrira les sommes perçues sur un registre à souche, sur lequel les parents, ou les élèves, déclareront avoir versé la somme due. La souche sera détachée du livre, et remise immédiatement au percepteur de la commune, avec le total de la rétribution.

Ceux qui seront admis dans un collège ou dans une institution, postérieurement aux deux termes fixés, ne paieront qu'une partie proportionnelle de la rétribution ; le mois dans lequel ils feront leur entrée dans le collège comptera en entier, sans fraction ; le mois de novembre est censé le premier de l'année scolaire, et le mois d'août le dernier.

Néanmoins, seront admis gratuitement dans les collèges publics, un certain nombre d'élèves, qui n'excéderont pas le trentième de la population du collège, et qui auront mérité cette exemption par leur conduite, leur aptitude et la position de fortune de leurs père et mère.

ART. 16. Tout principal ou directeur qui cèlera le nombre de ses élèves sera traduit devant les tribunaux, et punit, la première fois, d'une amende de 500 francs à 1,000 francs, et, en cas de récidive, déclaré déchus de la faculté d'enseigner.

ART. 17. Les principaux des collèges et les directeurs des institutions compteront la rétribution scolaire comme un impôt direct, qui leur donne droit à être électeur et éligible, lorsque la somme des rétributions de leur établissement, ajoutée à leurs autres impositions directes, complètera le cens déterminé par la loi.

ART. 18. Il sera établi une caisse d'épargne et de prévoyance en faveur des principaux et professeurs de tous les collèges. Cette caisse sera formée par une retenue d'un quinzième de leur traitement.

ART. 19. Il y aura quatre écoles normales, à l'effet de former des professeurs pour l'enseignement secondaire. Elles seront établies à Paris, Lyon, Bordeaux et Strasbourg; elles seront entretenues aux frais du gouvernement. On admettra, dans chacune des écoles, trente élèves boursiers au concours, après examen, et trente élèves libres, et même plus, si les besoins du service l'exigent.

Les élèves seront divisés en quatre catégories, les linguistes, les mathématiciens, les physiciens et les naturalistes.

Il y aura des cours de dessin, de musique et de gymnastique.

TITRE IV.

DES AUTORITÉS PRÉPOSÉES A L'INSTRUCTION SECONDAIRE.

ART. 20. Il y aura, auprès du ministre de l'instruction publique, un conseil supérieur, composé de

vingt-quatre membres, chargés de coopérer à toutes les décisions et nominations qui concernent l'instruction secondaire, et de provoquer les améliorations dans le système de l'enseignement public ; ils sont nommés par le ministre et sont inamovibles.

Ce conseil élira dans son sein , chaque année , un président , un vice-président , un secrétaire , un vice-secrétaire.

Le ministre pourra présider , quand il assistera à une séance du conseil.

En l'absence des titulaires , le plus ancien d'âge présidera.

Nul ne pourra être membre du conseil supérieur, s'il n'a été inspecteur général, ou principal, au moins pendant cinq ans (les recteurs et inspecteurs actuels de l'academie sont éligibles).

Des inspecteurs généraux, au nombre de seize, sont chargés de visiter les collèges et les institutions , sous l'autorité du conseil supérieur. Ils pourront convoquer les comités supérieurs de département et les comités collégiaux : ils rendront compte de leurs tournées au conseil supérieur. Ils ont droit d'assister à ses délibérations , mais n'ont pas voix délibérative.

ART. 21. Il sera formé , au chef-lieu du département , un comité supérieur , chargé gratuitement de surveiller et d'encourager l'instruction secondaire dans le ressort du département.

Sont membres du comité supérieur , le préfet , l'évêque , un ministre, des autres cultes reconnus par l'état , qui exerce ses fonctions dans le département , le premier président de la cour royale , celui du tri-

bunal civil, le procureur général, le procureur du roi du chef-lieu du département, tous les membres du conseil général, le maire du chef-lieu, trois habitants notables nommés par le conseil général, un principal et un professeur d'un collège ou d'une institution du ressort, nommés par le ministre de l'instruction publique.

Le préfet préside de droit le comité du département.

ART. 22. Il y aura, dans chaque arrondissement, un comité collégial, chargé gratuitement de la surveillance du collège d'arrondissement.

Sont membres du comité collégial le préfet ou sous-préfet présidents de droit, le président du tribunal civil, le procureur du Roi, le maire de la ville, un des curés de l'arrondissement, et un ministre des autres cultes reconnus par l'Etat, le juge de paix du chef-lieu, tous les membres du conseil d'arrondissement, un principal et un professeur d'un collège ou d'une institution nommés par le ministre de l'instruction publique, et trois habitants notables, nommés par le conseil d'arrondissement.

Le comité collégial a la surveillance et l'inspection sur les collèges des villes et sur les institutions de l'arrondissement.

ART. 23. Les comités choisissent tous les ans leur vice-président et leur secrétaire. Ce dernier peut être pris hors du sein du comité, et dans ce cas il en devient membre.

En cas d'absence des président et vice-président, la présidence est déférée au plus ancien d'âge.

Les comités peuvent délibérer au nombre de cinq.

ART. 24. Le conseil supérieur s'assemblera au moins une fois par semaine et toutes les fois qu'il en sera requis par le ministre de l'instruction publique;

Le comité supérieur et le comité collégial au moins une fois par mois, et toutes les fois qu'il sera convoqué par son président ou un inspecteur général.

ART. 25. Le comité collégial veille à la salubrité des écoles de son ressort, au maintien de la discipline. Il fait connaître au comité supérieur les divers besoins du collège, sous le rapport de l'instruction.

En cas d'urgence, et sur la demande du comité collégial, le sous-préfet peut ordonner provisoirement la suspension d'un professeur, à la charge de rendre compte, dans les vingt-quatre heures, au président du comité supérieur, des motifs qui l'ont déterminé à prendre cette mesure.

Le comité collégial adresse au comité supérieur la statistique des collèges de son ressort et le budget provisoire des dépenses et des recettes. Il arrête les comptes définitifs et les soumet à l'approbation du comité supérieur.

Le comité supérieur adresse au préfet et au conseil supérieur de l'instruction publique l'état général de tous les collèges et institutions du département, qui comprendra le nombre des élèves et des professeurs, les recettes et dépenses de chaque établissement, et soumettra à l'approbation du conseil, par l'intermédiaire du préfet, les propositions des budgets des recettes et dépenses de tous les collèges du département, et les comptes définitifs qu'il aura vérifiés.

ART. 26. Les principaux de tous les collèges, et les professeurs des collèges royaux sont nommés par le conseil supérieur de l'instruction publique.

Les professeurs des collèges d'arrondissement seront nommés par le comité supérieur ;

Et les professeurs des collèges de villes par le comité collégial de l'arrondissement.

Tous les principaux et professeurs des collèges recevront l'institution du ministre , prêteront serment par-devant le comité supérieur qui les installera ou fera procéder à leur installation par un de ses membres.

ART. 27. En cas de négligence habituelle ou de fautes graves, le comité supérieur, sur la plainte adressée par le comité collégial, ou d'office, mande le professeur ou le principal inculpé, entend ses moyens justificatifs, l'acquitte ou lui fait des réprimandes, et, s'il y a lieu, le suspend pour un temps, avec ou sans privation de traitement, ou le révoque de ses fonctions.

La révocation seule donne lieu à appel et confirmation du jugement devant le conseil supérieur.

ART. 28. Tous les ans une ou plusieurs commissions d'examen pour l'instruction secondaire, se rendront dans les villes principales de la France, et notamment dans celles où sont établies les écoles normales, afin d'examiner tous les aspirants aux brevets de capacité pour le professorat d'une science quelconque. Ces commissions, nommées par le ministre, sont chargées de délivrer les brevets de capacité, qui seront soumis au visa du ministre de l'instruction publique.

Les aspirants ne sont pas tenus d'obtenir plusieurs brevets dans la même année.

Les examens auront lieu publiquement et à des époques déterminées par le conseil supérieur.

TITRE V.

ORGANISATION DE COLLÈGES.

ART. 29. Le personnel des collèges royaux et d'arrondissement se composera d'un principal, d'un professeur de rhétorique et de littérature française, de deux professeurs de mathématiques, d'un professeur des sciences physiques, d'un professeur des sciences morales, de quatre professeurs des langues anciennes, d'un professeur de langues modernes, d'un professeur de dessin linéaire, de géométrie descriptive et de géographie mathématique, quatre maîtres d'études chargés de l'enseignement de l'arithmétique pratique, de l'orthographe et grammaire française, des éléments du latin et de la calligraphie; d'un aumônier, d'un maître de musique vocale, d'un maître de dessin, partie des beaux arts, et d'un maître de gymnastique.

Si le nombre des élèves est au-dessous de cent, le nombre des professeurs pourra être réduit : un professeur de mathématiques, un des sciences physiques, trois professeurs des langues anciennes, deux maîtres d'étude, un seul maître de dessin suffirait, et le principal sera chargé de l'enseignement des sciences morales.

ART. 30. Le père de famille sera toujours consulté

sur le nombre et l'espèce de cours que devront suivre ses enfants.

ART. 31. Le programme des études sera rédigé chaque année par le principal et approuvé par le conseil supérieur, de manière à ce qu'il puisse y avoir simultanéité dans l'enseignement des différentes sciences, c'est-à-dire à ce qu'un élève puisse suivre plusieurs cours à la fois.

ART. 32. Il y aura un pensionnat dans tous les collèges royaux, d'arrondissements et de villes. Les élèves seront boursiers ou à la charge de leurs parents.

Il y aura dans chaque collège royal vingt-quatre bourses à la charge de l'état ; elles seront divisées en bourses et demi-bourses ; la moitié de ces bourses sera accordée à ceux qui se destinent au ministère des cultes reconnus par l'état. Les élèves seront à la nomination du ministre de l'instruction publique, sur la présentation faite par les évêques catholiques ou ministres des autres cultes ; l'autre moitié sera accordée par le même ministre, un quart à sa disposition et l'autre quart sur la présentation des ministres de la guerre et de la marine, l'un pour les deux tiers et l'autre pour un tiers.

Il y aura dans chaque collège d'arrondissement seize bourses, la moitié à la charge de l'état et l'autre moitié à la charge du département. Les élèves boursiers seront nommés par le ministre de l'instruction publique, un quart sur la présentation des évêques et ministres des autres cultes, un quart sur la présentation des ministres de la guerre et de la marine, l'un

pour trois quarts et l'autre pour un quart, et la moitié sur la présentation par le comité supérieur du département.

Dans les collèges de villes, il y aura sept bourses par collège, l'une à la charge de l'état, deux à la charge du département et quatre à la charge de la ville. Les élèves boursiers seront nommés par le ministre, sur la présentation du conseil supérieur pour la première bourse, du comité collégial pour les deux autres et du conseil municipal pour les quatre dernières.

Les présentations au ministre devront être faites sur une liste double, autant que possible sur des sujets distingués des écoles primaires des communes rurales et des villes. Les ministres de la guerre et de la marine présenteront des fils d'officiers de l'armée de terre et de la marine.

Les élèves boursiers sont exempts de la rétribution scolaire ; les demi-boursiers paieront la moitié de la rétribution.

ART. 33. Le prix de la pension sera fixé par le ministre de l'instruction publique, sur la proposition du comité supérieur pour les collèges royaux et d'arrondissement, et sur la proposition du conseil municipal pour les collèges de villes.

ART. 34. Un économe administrera les pensionnats des différents collèges à ses risques et périls ; des membres délégués des comités supérieurs et collégiaux, s'assureront par des visites fréquentes, de la bonté des aliments, de la bonne tenue des élèves, de la propreté des réfectoires, dortoirs, et de tout ce qui intéresse la santé des élèves.

Au dessous de trente élèves internes, le principal pourra être l'économe.

ART. 35. Le principal choisit les mattres d'étude , de musique, de gymnastique, le comité collégial nommera l'économe.

ART. 36. Il y aura dans chaque collège une bibliothèque d'au moins 2,000 volumes. Un des professeurs aura le titre de bibliothécaire. Il prêtera sans déplacement aux élèves les ouvrages qu'ils demanderont et qu'il jugera leur convenir. Dans les villes où il n'y aura qu'une bibliothèque , le bibliothécaire de la ville sera le bibliothécaire du collège.

Il y aura un cabinet d'histoire naturelle , de physique et de chimie , destiné à l'enseignement des sciences physiques, et confié à la conservation du professeur des sciences physiques.

ART. 37. Il y aura dans chaque collège une ou plusieurs salles destinées à l'infirmerie. Les sœurs d'un des hospices de la ville , seront chargées d'y soigner les élèves malades.

Après cette lecture , M. le président a donné connaissance des essais qui ont été faits en 1836 dans la commune de Bletterans, par MM. de Francménil, Meynier et Chambard , pour la culture de la betterave et la fabrication de son sucre. On n'a opéré que très en petit et seulement par forme d'essai. Le but principal était de donner l'exemple aux cultivateurs d'un sol riche et fertile, mais ennemis de toute innovation, et de prouver qu'on peut se procurer du fourrage en effeuillant, et obtenir du sucre avec les plus simples ustens-

ales de ménage, et une substance pulpeuse, saine et nourrissante pour le bétail dans le résidu de la fabrication. Voici l'extrait d'une lettre adressée au président de la Société sur les résultats de cette première expérience faite dans l'arrondissement de Lons-le-Saunier.

« Voici les détails dans lesquels les bornes d'une lettre me permettent d'entrer :

« Vers la fin d'avril, après avoir fait labourer et fumer convenablement une terre légère, fertile et profonde, dans laquelle on avait récolté du blé de Turquie l'année précédente, nous avons semé de la graine de betterave blanche, et nous l'avons recouverte au moyen de la herse pour niveler le terrain autant qu'il a été possible. Nous avons également semé çà et là quelque peu de graine dans des terrains diversement exposés et de différente nature, afin de nous assurer si elle réussirait à peu près dans toutes les parties de notre territoire, et nous avons acquis cette certitude.

« La germination a été longue, inégale, ce que nous avons attribué au refroidissement des terres par suite des pluies continuelles des mois de mars et d'avril. Nous en tirons la conséquence que le moment le plus convenable pour semer dans le Jura, où la température est très variable et où l'on est exposé au printemps à des pluies froides et à des gelées tardives, serait au commencement de mai et même plus tard, suivant les circonstances atmosphériques. Nous pensons qu'il serait surtout fort avantageux de labourer et fumer abondamment les champs où l'on vient de récolter les navettes, et d'y repiquer des betteraves semées d'avance en pépinière. Par ce moyen, le cul-

tiveleur tirerait parti d'un tiers des terres qui restent en jachères depuis l'époque de l'enlèvement des navettes jusqu'au moment où ces fonds sont emblavés. On obtiendrait ainsi une récolte de plus, intercalée dans l'assolement ordinaire, et le blé semé en octobre serait encore et plus net et plus beau, parce que les trois binages de la betterave purgent la terre des mauvaises herbes; l'ameublement et la grande quantité d'engrais qu'exige la culture, enrichit le sol de principes fécondants.

« Nous n'avons fait sarcler que deux fois et trop tard, parce que nous attendions des pluies qui ne sont point venues; le repiquage dans les endroits trop clairs, fait également trop tard, par la même raison, ne nous a pas réussi. Nous pensons que cette opération n'est bonne que dans les terres où l'on ne pourrait semer que tardivement, soit à raison de leur humidité, soit à raison des récoltes à enlever dans les champs où l'on se propose de cultiver la betterave.

- « A l'époque de l'arrachage, nous avons cru remarquer que les betteraves qui n'avaient pas été effeuillées avaient acquis un peu plus de développement que celles qui avaient été soumises à cette opération; cette différence, très peu sensible, a pu être l'effet de la fraîcheur entretenue autour de la racine par l'ombrage des feuilles; mais alors, par une saison moins sèche et moins brûlante, l'opération d'effeuiller devrait produire l'effet contraire.

« Nous avons procédé à l'arrachage vers la fin du mois d'octobre, et il y a peu de jours que les feuilles laissées en tas dans les champs depuis près de deux

mois, étaient encore vertes et dans un état parfait de conservation, sauf celles du dessus.

« Nous estimons que dans 40 ares environ nous avons récolté 26 milliers de betteraves, dépouillées de la feuille et du collet, et cela, malgré la grande sécheresse qui a nui beaucoup à leur développement.

« Le terrain où elles ont été arrachées a ensuite été labouré une seule fois, et vers la fin de novembre on y a semé du blé qui a promptement germé et qui promet, à en juger par les apparences actuelles, devoir être un des plus beaux de l'année.

« Pour ce qui concerne la fabrication du sucre, nous nous sommes conformés à l'instruction pratique publiée par la commission spéciale, et avec le secours de Chaptal, quelquefois à l'aide de nos faibles connaissances, nous sommes parvenus à surmonter les difficultés, qui dès notre début, se présentaient à chaque pas.

« Nous avons loué des chaudières dont la forme et la capacité convenaient mal à l'usage que nous voulions en faire; nous avons confectionné des filtres avec du bois de sapin; nous nous sommes servis d'un pressoir à vendanges; enfin, nous avons monté, au moyen de deux roues d'engrainage, une râpe de notre invention, ou un cylindre en bois de chêne, armé de pointes en fer, et mis en mouvement par deux hommes. C'est avec ces misérables moyens d'action que nous avons opéré chaque jour sur soixante livres de suc, produisant, terme moyen, soixante-six livres de sirop réduit à 45 degrés, sucre et mélasse.

« Indépendamment de ce que nos ustensiles n'a-

vaient ni le jeu ni la forme voulues, ce qui nécessitait, surtout dans les premiers moments, des rectifications continuelles venant entraver notre persévérance; nous avons été obligés de diviser notre atelier, n'ayant pu trouver aucun local convenable pour réunir tout sous notre main; ainsi, la presse, la râpe, les bêtteraves, les fourneaux et l'étuve, tout cela occupe autant de bâtiments différents éloignés les uns des autres. Il en résulte un travail plus pénible, plus dispendieux et qui nuit beaucoup à la célérité qu'il est essentiel d'apporter dans chacune des opérations.

« Dans les premiers jours du travail, agissant sans la moindre expérience, et guidés seulement par une théorie dans laquelle on ne peut jamais tout prévoir, nous avons gaspillé une grande quantité de bêtteraves et de combustible; mais bientôt, à force de persévérance et d'observations, nous avons acquis l'habitude d'agir avec précision, célérité même, et aujourd'hui nous obtenons des résultats certains et qui ne varient plus.

« Nos sucres sont d'une belle cristallisation, mais nous ne connaissons pas précisément la quantité obtenue jusqu'à ce jour, parce qu'ils ne sont pas encore suffisamment épurés et qu'ils doivent subir de nouvelles préparations soit pour le clairçage, soit pour le terrage. Nous calculons qu'ils seraient, avec le poids des racines, dans la proportion de 4 0/10 au moins, ce qui suffit grandement pour rendre l'opération très profitable.

« Nous pouvons, dès aujourd'hui, faire hommage à la Société d'Émulation de deux échantillons pris sur

des formes où le sucre est encore tout humide, mais ils serviront à donner une idée de ce qu'ils pourront être plus tard après les préparations auxquelles ils doivent encore être soumis.

« Il ne m'a pas été possible d'entrer dans les détails de la fabrication ; ils eussent entraîné de très longs et très minutieux développements ; mais je suis entièrement à votre disposition, Monsieur, pour tous les renseignements que vous croiriez utile de recueillir.

« Espérons que notre exemple sera promptement suivi par des personnes plus capables de donner à cette industrie tout l'essor dont elle est susceptible ; mais c'est surtout à la Société d'Émulation, composée d'hommes aussi remarquables par leurs connaissances que recommandables par leur dévouement à la prospérité de notre département, qu'il appartient de hâter et de seconder le développement de cette précieuse industrie, source nouvelle de richesses agricoles et industrielles pour le Jura. »

M. le président fait passer sous les yeux des membres de la Société divers échantillons de sucre annoncés par M. de Francmesnil. La Société voit avec le plus grand intérêt s'introduire aux pieds des vignobles une fabrication si avantageuse à l'amélioration de nos vins. Elle apprend avec plaisir que dans les environs de Dole on a également essayé la culture de la betterave et de l'industrie saccharifère.

M. Monnier (Désiré) qui ne laisse échapper aucune occasion de rectifier les erreurs des trop crédules archéologues qui l'ont devancé dans la carrière,

donne lecture d'un mémoire intéressant ayant pour titre *Eclaircissements historiques sur deux incendies de la ville de Lons-le-Saunier, en 1509 et 1536.*

MESSIEURS ,

Est-il vrai que Philiberte de Luxembourg, comtesse de Charny, veuve de Jean de Chalon, prince d'Orange, et dame de Lons-le-Saunier, ait fait mettre le feu aux quatre coins de cette ville, pour la châtier d'avoir laissé impuni le meurtre d'un de ses pages qu'elle aimait ?

Est-il vrai également que cette princesse, ayant refusé de rendre à la capitale du monde chrétien les étendards romains qui flottaient sur le tombeau de Philibert de Chalon, son fils, de faux moines italiens seraient venus incendier le couvent des frères mineurs à Lons-le-Saunier, afin d'anéantir ces trophées ?

Telles sont les opinions répandues dans le pays, et qui paraissent y avoir pris de la consistance en passant de générations en générations, puisqu'elles étaient arrivées jusqu'au XVIII.^e siècle, où M. Courbe, auteur inédit d'une histoire de Lons-le-Saunier, les jugea assez avérées pour les consigner dans ses mémoires, et telles sont les deux questions auxquelles je me propose d'attribuer une réponse impartiale.

Eloignés que nous sommes de l'époque de ces deux événements, et dépourvus de détails sur la vie privée des personnages qui y jouèrent un rôle, la tâche que nous nous imposons pourrait sembler d'abord imparfaitement remplie; et toutefois les ressources que

présentent encore quelques pièces ensevelies dans la poudre des archives de la maison de Chalon, sont des preuves négatives dont on peut tirer par induction les renseignements les plus positifs.

Essayons donc, à l'aide de ces simples documents, de répondre à la question du premier incendie.

Qu'une jeune veuve, une noble châtelaine, se prenne d'amour pour son page, cela est dans l'ordre des choses possibles; on en citerait au besoin plus d'un exemple; mais que, pour venger la mort de ce page, elle porte la torche incendiaire autour d'une ville, où elle a un de ses châteaux, cela ne tombe plus sous le sens.

Ici je prévois l'objection sérieuse que me fera un élève de l'école romantique, enchanté d'avoir trouvé une femme coupable, si bonne à mettre en scène? « La passion, dira-t-il, est aveugle; le désir de la vengeance, *ce plaisir des Dieux*, s'affranchit de toute considération d'intérêt matériel. Philiberte de Luxembourg était mue par les passions qui distillent les grands cœurs: l'amour a dû être porté, dans cette âme excessive, au plus haut degré d'énergie; la mort infortunée de celui qui en était l'objet a dû l'exaspérer au dernier point. J'aime à croire, ajoutera-t-il, que Philiberte de Luxembourg est une héroïne, et qu'elle a brûlé sa ville et son château pour venger le meurtre impuni de son page, et pour nous laisser d'elle un beau souvenir dramatique ».

Que le romancier ou le dramaturge s'empare de cette supposition comme d'un fait; c'est bien, c'est

très bien : c'est une pâture digne de l'école ; mais pour l'histoire, qui ne vit que de substances solides, il faut non-seulement de la vraisemblance, il faut du vrai.

Des pièces écrites nous apprennent que le château de Lons-le-Saunier et le mobilier des princes d'Orange qu'il contenait, fut la proie des flammes, en 1509 ; que si la princesse Philiberte quitta momentanément cette résidence (puisque l'on en loua les jardins et les vergers, excepté la récolte des roses et du raisin de treille), on voit en même temps par des mémoires de pharmacie, de selliers et de cordonniers, de 1510 à 1513, que *Madame* avait continué d'habiter Lons-le-Saunier et que ce ne fut que quatre ans après la catastrophe, qu'elle retourna à Nozeroy, son séjour le plus habituel, sa demeure de prédilection.

Je vois enfin que c'est par la médiation toute puissante de Philiberte de Luxembourg, que, le 27 août 1510, Marguerite, comtesse de Bourgogne, en commisération de l'incendie de Lons-le-Saunier, accorda aux bourgeois la faculté, pendant six ans, d'imposer l'entrée de divers objets que l'on soumet d'ordinaire à l'octroi.

Est-il probable que Philiberte de Luxembourg, accusée de la perte de toute une ville, soit restée tranquille au milieu d'une population exaspérée, tandis qu'elle avait à choisir toute autre résidence qu'une ville en cendres ? N'avait-elle pas en effet les châteaux de Nozeroy, de Vers, d'Arlay, de Bletterans et de Saint-Laurent-la-Roche tout prêts à la recevoir ?

D'un autre côté, pense-t-on que les habitants de Lons-le-Saunier se fussent adressés à leur ennemie pour obtenir une faveur du pouvoir souverain, s'ils avaient eu un si grand crime à lui reprocher ? Et se persuadera-t-on facilement que la haine de la princesse d'Orange se fût tout à coup changée en bienveillance, pour aider ses malheureux sujets à sortir de leur ruine ? nous ne le croyons pas.

Passons à l'examen de la seconde question que nous avons posée.

Philibert de Chalon ouvrit les yeux à la lumière, lorsque Jean de Chalon son père y ferma les siens ; mais il ne fut pas orphelin, et son éducation toute chevaleresque en fit un héros, avant l'âge où les autres hommes commencent à le devenir. Sa mère paraît avoir senti tout ce qu'elle devait au sang des Luxembourg et des Chalon, mêlé dans le cœur de son fils : elle en fit un nouvel Ascagne, en le jetant, dès sa plus tendre adolescence, au milieu des simulacres de combats. A seize ans, il était déjà sorti vainqueur d'un tournoi donné dans sa ville natale ; à vingt et un ans, il s'était signalé dans les véritables hasards de la guerre, à Fontarabie ; à vingt-quatre ans, proclamé par les soldats, et sur la brèche même, généralissime des armées de l'empereur Charles-Quint, il avait escaladé Rome et le château Saint-Ange ; à vingt-sept, il avait soumis à son maître le royaume de Naples et la Lombardie ; mais à vingt-huit il tombe sur le champ d'honneur, devant Florence, un beau jour de victoire, et ses funérailles sont une sorte de triomphe, de la Toscane au comté de Bour-

gogne. Lons-le-Saunier vit, en cette triste conjoncture, une foule de grands personnages se rassembler dans son enceinte : plusieurs rois représentés par des ambassadeurs ; une affluence de hauts barons, de ducs, de comtes et de chevaliers, un immense concours du populaire, accompagnèrent avec pompe le corps du jeune guerrier jusqu'à sa dernière demeure, sous la voûte de l'antique église des Franciscains ; et cent trente-huit drapeaux arrachés à l'ennemi furent le noble trophée que la gloire apporta sur le mausolée du héros.

Parmi ces drapeaux se distinguait le grand étendard des Romains. Si l'on en croit des documents fournis au P. Anselme, et consignés dans le mémoire qu'il adressa, en 1755, à l'académie de Besançon ; s'il faut s'en tenir à l'autorité de Dunod lui-même, regardé comme le plus sobre et le plus judicieux de nos historiens francomtois, mais qui parait avoir accueilli avec trop de confiance une partie de ces renseignements, Rome aurait mis tout en usage pour obtenir que ce drapeau lui fût restitué. On offrait à la princesse d'Orange, pour la ville de Lons-le-Saunier, les fonds nécessaires à l'établissement d'un hospice. Toutes les séductions échouèrent devant Philiberte, mère trop jalouse de la gloire de son fils, pour laisser enlever de son trophée ce qui le relevait davantage. On doit reconnaître à ce trait de noble orgueil une princesse qui avait déjà fait graver sur une table de l'hypogée funéraire où reposait le jeune capitaine, cette simple épitaphe, plus empreinte de sentiment que de sublimité : « Cy-git dame Philiberte de Luxembourg, princesse d'Orange, mère de Philibert de Chalon. »

C'est ainsi, disait Dunod, qui avait bien su apprécier tout le sens de cette expression, que l'illustre et vertueuse Cornélie faisait consister son principal honneur à être appelée la mère des Gracques.

Jusqu'ici tout est raisonnable dans la tradition, et tout est vrai sans doute. Mais le P. Anselme ajoute que, piquée de ce refus, Rome résolut de brûler l'église des Cordeliers, et qu'elle envoya, pour exécuter cet odieux projet, deux scélérats qui, sous l'habit de Saint-François et munis de fausses obédiences, étaient censés se rendre d'abord au tombeau de *Monsieur saint Claude*, et ensuite à la Notre-Dame miraculeuse de Montaigu en Flandre. Accueillis avec cordialité par leurs frères de Lons-le-Saunier, ils payèrent bientôt les soins de l'hospitalité par une monstrueuse ingratitude, en plaçant en plusieurs endroits du temple du Seigneur, des feux d'artifice qui ne devaient éclater qu'après leur départ. Et c'est ainsi que, suivant le même narrateur, Rome aurait atteint le but auquel elle n'avait pu parvenir autrement.

Le bon P. Anselme et les religieux qu'il a consultés, n'indiquent pas l'autorité de Rome qui aurait mis à l'œuvre de pareils émissaires : leur silence imprévoyant laisse à découvert une personne trop sacrée pour que l'on se permette de diriger si haut des soupçons de cette nature ; cependant des auteurs modernes ont senti que l'accusation portait directement sur la tiare, et se sont cru obligés de la défendre de ce reproche. « Détestable historiette (s'écrient MM. Nodier et Taylor, dans le *Voyage pittoresque et romantique*, « une des mille inventions dont le

« génie de la réforme dût s'aviser à cette époque de
« cataclysme religieux , pour révolter l'esprit des
« nations contre l'ancienne discipline. » Malheureu-
sement nos brillants voyageurs terminent cette ré-
flexion par une fausse preuve : « En France, on se
« contente de répondre à une calomnie par un mi-
« racle : une image de la Vierge , échappée aux
« flammes, sous le voile léger qui la couvrait, dé-
« montra de la manière la plus victorieuse, que le
« forfait ne venait pas de Rome. » -- Le prodige de
Notre-Dame des Flammes n'est pas arrivé à l'incendie
de 1536 : il a signalé celui de 1637 : la différence
n'est que d'un siècle ; c'est fort peu de chose pour
un voyage romantique , ce serait trop pour une his-
toire.

Cette difficulté ne doit pas arrêter notre attention :
il s'agit bien plutôt de savoir si la tradition même
n'est pas une fiction. Retournons aux archives.

Des informations commencées le 2 août 1536, sur
la cause de l'incendie, nous apprennent que le feu
avait été mis au prieuré de Saint-Désiré, et que
l'église paroissiale avec les deux tiers de la ville et des
faubourgs avaient été consumés. Ce n'est donc pas
par l'église et le couvent des Cordeliers que cet in-
cendie commença. Bien loin de là , ce monastère pa-
rut d'abord tellement à l'abri du fléau, que les gens du
comte de Nassau, alors héritier des Chalon, jugèrent
plus prudent de transporter le mobilier de ce prince
dans les caves du couvent de Saint-François, que de
le cacher dans celles du château. Il est vrai que ce
couvent devint à son tour la proie de l'incendie ; mais

c'est assez d'avoir démontré que ce n'est pas sur ce point que le feu s'était manifesté d'abord. Autrement il faudrait supposer que les émissaires romains s'y fussent pris d'une manière bien indirecte pour détruire le fameux drapau.

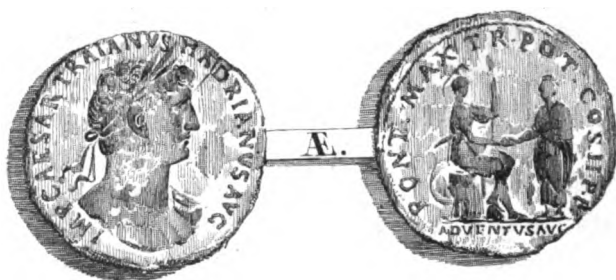
Quant à ces faux frères venus de Rome à Lons-le-Saunier pour incendier le couvent des Cordeliers, les informations juridiques n'en donnent aucun indice. Cependant, il est vrai de dire que ces informations qui durèrent trois ans, de 1536 à 1539, eurent surtout pour objet de certains étrangers vagabonds, que le peuple accusait, mais qui ne furent pas convaincus d'avoir mis le feu à la ville; sans compter messire Antoine Longet, de Chambéry, prêtre, détenu au château de Lons-le-Saunier, pour s'être habillé en diable avec deux jeunes compagnons, et pour avoir entrepris de jeter la mortalité parmi les habitants.

Rejetons donc les prétendues traditions recueillies chez les Cordeliers, tant par le P. Anselme et l'avocat Courbe que par le professeur Dunod; rejetons-les au rang des tissus merveilleux que l'on se plaît toujours à broder sur le canevas des grands événements.

Certes, à parler en poète ou en littérateur, j'aimerais fort à rencontrer, à travers nos fastes particuliers, parfois si secs, si insignifiants, une animation comme celle-là; mais, en conscience, pour peu que l'on respecte ses lecteurs, on leur doit la vérité, la pure et simple vérité. Il ne faut pas non plus, pour la douce velleité de jeter de l'intérêt dans l'histoire, laisser sous le poids de la calomnie des personnages que l'on



Lith. de Robert in Louvre Saumur



n'a pas songé à attaquer quand ils pouvaient encore se défendre.

Cette lecture a été écoutée avec le plus grand plaisir par l'assemblée, presque entièrement composée d'habitants de la ville, dont les annales et la tradition étaient ainsi soumises à une critique aussi savante qu'impartiale.

M. Tremesand succède à M. Monnier. Par son zèle persévérant, la numismatique départementale s'enrichit de découvertes auxquelles notre savant confrère ajoute beaucoup d'intérêt, par des explications historiques et des développements pleins de justesse; il donne lecture d'une notice sur des antiquités trouvées dernièrement à Villars-d'Héria, par M. Besson, de Moirans, qui, en faisant démolir une tour, a découvert, dans la maçonnerie, une médaille en grand bronze de l'empereur Adrien. Cette médaille, dont la lithographie est ci-jointe, est mise sous les yeux du public, ainsi que plusieurs monnaies trouvées depuis moins de deux ans à Tremal et Crançot, département du Jura, et à la Broye, commune de Crissey, département de Saône-et-Loire, et frappées sous le règne du duc de Venise, Pascal Ciconia. Voici le texte de la notice de M. Tremesand :

Messieurs,

Un savant auteur a dit que de tous les goûts qui charmaient et occupaient les loisirs de l'homme pendant sa courte apparition sur la terre, aucun, peut-

être, n'était plus attachant et plus durable que celui qui le portait à recueillir les monuments de l'antiquité.

Je fais, depuis plus de trente ans, Messieurs, l'expérience de cette juste assertion, et la branche de la numismatique est celle de l'archéologie qui ait le plus charmé les miens, par la raison que l'étude de l'histoire à laquelle cette science se rattache exclusivement, a toujours été pour moi pleine de charmes, et m'a mis à portée de constater quelques faits qui avaient échappé à la plume des auteurs anciens.

Notre département est fertile en antiques débris de la domination romaine, et, pour en juger, il faut seulement aller faire une excursion dans la commune des Villars-d'Héria, près Moirans.

Là, on rencontrera, non pas les ruines d'une ville grande comme Lyon, ainsi que le Père Dunod a voulu le faire croire, car le très érudit jésuite était de Moirans et il tenait à illustrer son pays; mais on ne peut nier, à l'aspect des lieux, qu'il n'y ait eu autrefois une station romaine d'une certaine importance.

Le Père Dunod, dans son ouvrage, signale des festes de bains publics; et, tout récemment, notre collègue, M. Monnier, vous a fait un rapport sur cet établissement qui ne peut plus être révoqué en doute.

Le propriétaire actuel du terrain qu'il occupait, M. Besson, de Moirans, en faisant démolir, l'été dernier, les fondations d'une tour qui semblait flanquer un angle de cet édifice, a découvert, dans sa maçonnerie, une médaille en grand bronze, de l'empereur Adrien, recouverte de ce beau vernis, inimitable en-

veloppe des siècles. Cette médaille, qui vous est ici représentée, offre, d'un côté, la tête laurée de l'empereur, avec la légende : *Imperator Cæsar Trajanus Hadrianus Augustus*. On lit au revers : *Pontifex maximus, tribunitia potestate, consul secundum, pater patriæ* ; et en exergue : *Adventus Augusti*. Dans le champ, la déesse Rome, assise, présente la main à l'empereur debout, vêtu de la toge ou *paludamentum*.

Adrien fut le plus grand voyageur de son empire ; car, sans parler de l'histoire, les médailles de ce prince nous font connaître son arrivée dans vingt-deux provinces des trois parties du monde alors connu.

Son second consulat répond à l'an 118 de notre ère, et, malgré cette époque précise, les antiquaires ne sauraient fixer auquel de ses voyages son retour dans Rome, indiqué par cette médaille, pouvait se rattacher, à raison de ses excursions trop fréquentes.

Ce prince parvint à la souveraine puissance par son courage, et par l'amitié de Plotine, princesse vertueuse qui fut la femme de Trajan, son prédécesseur.

Adrien pardonna à ses anciens concurrents, qui invoquaient l'oubli du passé, en leur disant : Vous êtes sauvés, Adrien est votre empereur ; et il ne se borna point à pardonner, car il libéra le peuple des arrérages dus au trésor depuis seize ans, et en fit brûler les registres en place publique, ayant trouvé de quoi subvenir aux besoins les plus pressants.

Voilà, Messieurs, un acte sublime de la vie d'un homme qui fut le maître du monde il y a dix-sept

siècles!!! et il est consolant pour nous de vivre sous un prince qui se ferait un devoir de l'imiter, n'en doutons pas, s'il se trouvait jamais dans la même position!!!

Les autres pièces qui sont sous vos yeux sont des ducats de Venise, frappés, d'après leurs légendes, sous le règne du doge Pascal Ciconia, qui parvint au patriarchat en 1585.

Une quantité considérable de ces monnaies ayant été découverte depuis moins de deux ans, dans plusieurs lieux de nos environs, savoir : à Trenal, à Crançot et à la Broye, commune de Cuiseaux (Saône-et-Loire), j'ai recherché la cause qui avait pu répandre avec une certaine profusion dans nos contrées les monnaies d'un état qui en était aussi éloigné, et je crois l'avoir découverte.

D'un autre côté, le doge Ciconia a joué un si beau rôle en faveur de la France alors en proie à toutes les fureurs de la guerre civile, occasionée par la ligue, que je me permettrai de vous en faire un tableau très succinct.

Nicolas Daponte, son prédécesseur, avait succombé sous le poids de son grand âge, et le choix de Ciconia eut cela de remarquable qu'on le prit parmi les nobles nouveaux ; il en était le second exemple, quoique les nouvelles familles ne parvinssent que bien rarement à la suprême dignité : on avait remarqué que depuis deux siècles les plus anciennes en étaient exclues.

Pascal Ciconia descendait de Marc Ciconia, apothicaire, qui fut élu doge en 1361 pour avoir, dans une guerre que les Vénitiens eurent à soutenir (celle de

Chiossa), signalé son zèle, en fournissant un vaisseau, en abandonnant ses rentes, et en se dévouant personnellement à la défense de la patrie.

A la mort de Nicolas Daponte, les passions se réveillèrent ; les factions opposées désignèrent chacune un candidat ; les barrières du conclave furent sur le point d'être forcées, on courut aux armes, on fit des prières publiques dans les églises ; et ce ne fut qu'après cinquante-deux tours de scrutin, que les deux partis ne pouvant triompher l'un de l'autre, firent tomber le choix sur un vieillard qui n'appartenait à aucun d'eux. Ciconia suppléait à l'infériorité de sa naissance par une réputation de sainteté, et il fut élu.

Quatre ans après cette élection, c'est-à-dire en 1589, Henri IV fut élevé au trône de ses pères.

Ce fut sous le règne de Ciconia que le sénat de Venise reconnut le premier ce prince roi de France. On délibéra long-temps, mais le désir des Vénitiens d'affaiblir l'autorité dont le pape Clément VIII avait abusé tant de fois, notamment envers la république, déterminina le sénat à se déclarer sur-le-champ pour Henri IV.

Le saint-office qui ne vit dans cet acte que de l'hérésie, commença une information dans laquelle il eut l'insolence de compromettre le d^{og}e et le sénat, mais le gouvernement arrêta la procédure sur les instances de Ciconia, en faisant jeter l'inquisiteur fanatique en prison, hardiesse peu commune pour l'époque.

Henri IV pénétré de reconnaissance, envoya en gage de son amitié son épée à la république, cette épée,

disait-il dans sa lettre, dont il s'était servi à la bataille d'Yvry.

Les bons procédés furent réciproques, car non-seulement les Vénitiens, après avoir reconnu Henri, lui prêtèrent des sommes que le malheur des temps lui rendait nécessaires, mais leur ambassadeur reçut l'ordre de jeter au feu les titres de cette créance en présence du roi.

Le trône de Henri consolidé, il eut différentes guerres à soutenir. En 1595 il porta ses armes en Franche-Comté et aux environs de Lons-le-Saunier, et les découvertes nombreuses des ducats vénitiens de cette époque, qui se sont opérées et s'opèrent encore de nos jours aux environs de notre ville, prouvent évidemment que le roi de France y dépensait les mêmes espèces dont cette république s'était dessaisie envers lui peu de temps auparavant, d'une manière si noble et si généreuse.

Cette circonstance, Messieurs, pouvant éclairer sur un point l'histoire du pays, je me suis empressé de la saisir, afin que de plus habiles que moi ne la laissent point échapper, malgré sa faible importance, lors qu'ils seront à même de l'écrire.

La littérature et la poésie ont eu aussi leur tour dans cette séance solennelle. M. Bousson de Mairat, notre collègue, nous adresse une légende historique ayant pour titre : *Le Prisonnier de Bracon*, tradition fran-comtoise ; on a principalement remarqué et applaudi la ballade de René d'Anjou.

LE PRISONNIER DE BRACON,

TRADITION FRANCOMTOISE.

Dans une belle journée d'été, le 9 juillet 1431, les habitants de la ville de Salins virent s'approcher de leurs murs une troupe nombreuse de cavalerie. Tous les hommes qui la composaient étaient revêtus de brillantes armures, dont l'éclat resplendissait aux rayons d'un soleil ardent. Montés sur de puissants coursiers, ils descendaient par ces chemins ardu et à peine frayés qui conduisaient à la ville libre et impériale de Besançon. La bannière rouge des ducs de Bourgogne, traversée par la croix blanche de Saint-André, flottait au milieu d'eux, et ils environnaient une litière aux armes ducales, portée par des chameaux, à côté de laquelle était à cheval, armé de toutes pièces, coiffé d'un casque au panache éclatant, dont les plumes ondoyantes s'agitaient au gré du vent, mais la visière levée, un chevalier aux formes athlétiques, aux moustaches épaisses, aux cheveux grisonnants, à l'air fier, au regard imposant. Dans la litière, on remarquait un homme à la fleur de l'âge, dont le visage respirait la mélancolie. Ses regards étaient doux, ses longs cheveux descendaient en boucles sur ses épaules; au premier coup-d'œil, tout en lui prévenait en sa faveur : il paraissait affaibli et épuisé. On reconnut aussitôt dans le chevalier un guerrier cher au pays comme à ses maîtres, pour lesquels il avait maintes fois exposé sa vie dans les combats, et qui ne leur

était pas moins utile dans les conseils : c'était le sire Antoine de Toulangeon, maréchal de Bourgogne. L'autre était inconnu, et la foule, qui s'était rassemblée pour jouir du spectacle, nouveau pour elle, de l'entrée de ce brillant cortège, dont les trompettes faisaient entendre des airs guerriers, s'épuisait en conjectures. L'extérieur distingué du jeune homme, la richesse de ses vêtements, la souffrance qu'il paraissait éprouver, la douceur empreinte dans sa physionomie, piquaient singulièrement la curiosité générale.

Elle fut bien plus vive encore, lorsque le cortège, arrivé aux portes des vastes bâtiments des salines, s'arrêta, et qu'on vit le maréchal descendre de cheval, s'approcher de la litière, saluer le jeune homme avec respect, l'inviter à descendre, l'aider, en lui prenant la main, et lui offrir son bras pour le soutenir dans sa marche chancelante. C'est que le jeune homme avait reçu à la cuisse un coup de lance, et cette blessure était trop récente encore pour avoir pu se refermer. Ces marques de respect données par un guerrier de si haut rang et de si grand renom à un jeune homme qui ne paraissait pas avoir dépassé l'âge de vingt ans, étaient bien faites pour donner à penser à la multitude ébahie qui se poussait, se pressait, et que pouvaient contenir à peine les hommes d'armes dont les derniers seulement entraient alors en ville. On vit pourtant descendre le jeune homme ; on put juger aussi bien des formes de son corps que des traits de son visage ; sa taille était élevée, et, quoiqu'il boîtât, personne ne se méprit sur la noblesse de son maia-

rien, personne ne douta qu'il ne fût de très haut lignage !

On ne se trompait pas : le prisonnier n'était rien moins que l'arrière-petit-fils du roi de France Jean ; du côté paternel, le petit-fils de Louis d'Anjou, roi de Sicile et de Jérusalem ; et, du côté maternel, le petit-fils du roi d'Aragon : c'était René d'Anjou, duc de Lorraine et de Bar, par son mariage avec Isabelle, légitime héritière de ce duché.

Mais, comment arrivait-il qu'un si grand prince, dont la renommée avait déjà célébré les exploits, qui récemment avait combattu les Anglais sous les drapeaux de Charles VII, et trouvé le moyen de se distinguer par ses faits d'armes à côté des Dunois, des La Trémoille, des Lahire, des Xaintrailles, et de l'héroïque bergère de Domremy, de Jeanne d'Arc, était entre les mains de ses ennemis, et se voyait réduit à la triste et humiliante condition de prisonnier ?

C'est que René venait d'éprouver une sanglante défaite dans la plaine de Bulgnéville, près de Neuf-Château, dans les Vosges, et son compétiteur au duché de Lorraine, Antoine, comte de Vaudemont, avait, au moyen de son artillerie habilement disposée, mis en fuite et taillé en pièces, après une heure de combat, l'armée lorraine, quoiqu'elle eût pour chefs l'un des premiers capitaines français du temps, le sire de Barbazan, surnommé le chevalier sans reproche, qui y avait péri, et le duc René d'Anjou, qui avait joint au malheur d'être assez grièvement blessé, celui d'être fait prisonnier. Le duc de Bourgogne, dont les troupes, auxiliaires du comte de Vaudemont, avaient fait

cette importante capture , avait aussitôt ordonné que René fût transféré dans la forteresse de Bracon , et il avait chargé de l'exécution de cet ordre le maréchal de Toulangeon , qu'on supposait être l'ennemi personnel de René , pour avoir été vaincu par lui deux ans auparavant.

La forteresse de Bracon était alors dans un tel état de dégradation , que , soit pour la sureté de la garde du prisonnier , soit pour que l'appartement où il devait être renfermé ne fût pas tout-à-fait indigne d'être occupé par un prince , on avait jugé à propos de le déposer à la saline , en attendant que les réparations ordonnées à Bracon fussent terminées.

Cependant , l'appareil inusité qui venait d'être déployé aux yeux de toute la ville , avait porté au plus haut point chez les habitants le désir de savoir quel était ce nouvel hôte de la cité. En vain la foule , pressée sur le passage des hommes d'armes , avait-elle cherché à tirer d'eux le secret qu'elle était si curieuse de connaître ; les uns n'avaient pas daigné répondre aux questionneurs , les autres les avaient brusquement repoussés , en leur disant , d'un ton qui ne les encourageait pas à réitérer leur demande , qu'ils n'en savaient rien. La nouvelle de la bataille de Bulgnéville n'était point encore parvenue dans cette partie du comté de Bourgogne ; on y avait bien appris , à la vérité , que le duc Philippe avait envoyé vers la Lorraine un nombreux renfort de gens d'armes , détachés de son armée , alors réunie aux Anglais contre le roi de France Charles VII. Mais , à cette époque , ce n'était qu'à la longue , et par les récits souvent infidèles

des marchands ou des juifs voyageurs, que les nouvelles les plus importantes pouvaient se répandre loin des lieux qui en avaient été le théâtre. Le peuple de Salins fut donc réduit à attendre, ou que l'autorité, ce qui était peu probable, daignât faire savoir au public ce qu'il en était, ou que quelque voyageur venu de loin l'informât de ce qu'il supportait si impatiemment de ne pouvoir pénétrer. Mais comme le sire de Toulangeon devait se borner à conduire René à sa destination, et qu'il lui était ordonné de rejoindre promptement l'armée avec ses hommes d'armes, en laissant au vicomte mayer et aux échevins le soin de garder l'illustre prisonnier, il était de son devoir de leur apprendre combien était importante la surveillance qui leur était confiée. Aussi, à peine eut-il déposé le prince dans l'appartement qu'il devait occuper en attendant sa translation à Bracon, qu'il manda les magistrats de la ville et les officiers du duc qui y résidaient. Le bailly d'Aval, Etienne Arménier, Guy Arménier, membre du conseil de Bourgogne, le sire vicomte de Montsaugéon, commandant de Bracon, le sire Jehan de Montaigu, vicomte mayer, et le licencié ès-lois Etienne de Chenecey, premier échevin, se rendirent en toute hâte chez messire Humbert de Plaine, par dessus des Salines, chez qui le maréchal était logé. Là leur furent remises les lettres de Philippe, par lesquelles ils étaient chargés personnellement, avec responsabilité, de la garde et sureté de René d'Anjou, se disant duc de Lorraine et de Bar. Le maréchal reçut leur serment d'obéir aux ordres qu'il leur transmettait, et de fournir chaque jour

nombre d'hommes suffisant des deux bourgs de la cité et des villages environnants, pour faire bonne garde, de jour et de nuit, et s'opposer à toutes tentatives, trames et complots ourdis pour remettre le prisonnier en liberté. Les magistrats et officiers furent ensuite présentés à René, auquel ils firent les salutations accoutumées envers un prince de si haute lignée, en furent accueillis avec courtoisie, et promirent d'avoir pour sa personne tous égards et soins qui ne blesseraient en rien le service et la fidélité qu'ils devaient à leur seigneur et maître, le duc Philippe.

Le reste de la journée se passa de leur part à prendre les mesures que commandait la circonstance; les compagnies bourgeoises furent organisées, et comme en ce temps chacun avait chez lui sa javeline, sa dague, son épée, sa salade et son haubert, tout fut terminé le lendemain. À huit heures du matin, les hommes d'armes furent relevés dans tous leurs postes, le maréchal donna l'ordre du départ, et prit avec sa troupe, la route de Dijon.

Les premiers temps de la captivité de René s'écoulèrent sans qu'il eût trop à se plaindre de son sort; les chirurgiens et médecins de la ville lui prodiguèrent leurs soins, et avec tant de succès, qu'en moins de deux mois, sa blessure fut cicatrisée. Pendant ce temps, le bailli Arménier et le mayeur de Montaigu, sans rien relâcher de ce qu'exigeait la prudence, s'ingénierent par visites, entretiens des personnes les plus distinguées de la ville, à distraire le captif, et à dissiper, autant que possible, la tristesse inséparable de sa position. René était très sensible à ces soins délicats,

Il les remerciait avec effusion, il ne regrettait, disait-il même, qu'une seule chose, c'était d'être présentement hors d'état de reconnaître tout ce qu'on faisait pour lui, promettant que si sa fortune changeait, son premier souci serait de leur témoigner par des effets, combien il en était touché.

Les réparations de Bracon étant terminées, le duc y fut transféré; alors personne dans la ville n'ignorait qui il était, et dans son passage de la saline à Bracon, il reçut du peuple qui s'était porté en foule dans la rue qu'il devait parcourir, mille marques touchantes et sincères d'intérêt. Il en était tout ému : « Quel bien, disait-il, en répondant par des saluts affectueux, quel bien de commander à tel peuple ! Combien il est facile de s'en faire aimer, puisque moi qui ne lui suis rien, moi qui suis étranger, je m'en vois si bien accueilli ! »

Enfin, il arriva à la forteresse; il y fut enfermé dans un appartement élevé du donjon, chambre assez vaste, où le jour pénétrait par deux fenêtres, garnies d'épais barreaux de fer, et qui étaient trop élevées au-dessus du plancher, pour que le prisonnier pût jouir de l'aspect des maisons de la ville, sur laquelle il dominait. Il ne pouvait apercevoir que les tours et les remparts de Châtel-Belin, dont les fortifications couronnent le sommet d'une montagne de rocs nus, inaccessibles, dans les fentes desquels ne croissent que des herbes sauvages, des arbustes épineux, et dont le pied est couvert de pierres, de fragments de rochers que la suite des années a détachés de la montagne. Une immense cheminée en pierre, où plusieurs souches

énormes pouvaient facilement être entassées, remplissait presque tout entier un des côtés de la chambre, et vis-à-vis, se trouvait une porte de chêne, donnant dans une cellule mal éclairée, qui servait à la fois d'antichambre, et de logement au serviteur qu'on avait attaché à la personne du prisonnier. Mais là ne se trouvaient ni meubles de luxe, ni tentures de prix, tels que René était accoutumé d'avoir, et dont il se voyait privé pour la première fois. Aussi cette nudité qui l'environnait serra-t-elle son cœur, en ramenant ses idées au sort qu'il éprouvait. Une harpe, un certain nombre de feuilles blanches de vélin, quelques manuscrits historiés, des couleurs, des pinceaux étaient les seuls objets avec lesquels il pût tromper les heures si longues de la captivité, et supporter la solitude où il allait être plongé.

Il avait espéré que cette solitude ne s'étendrait pas jusqu'à un isolement complet ; les visites qu'il avait pu recevoir à la saline avaient été sans inconvénient, mais il n'en fut pas ainsi. Le duc de Bourgogne avait un grand intérêt à conserver son prisonnier, il en espérait une forte rançon ; aussi avait-il donné au sire de Montsaugéon les instructions les plus sévères : défense avait été faite de laisser pénétrer aucun étranger au château, dont le régime était rigoureusement militaire ; on y avait ajouté que le captif ne devait recevoir aucune des lettres qui pourraient lui être adressées, il avait même été enjoint aux geôliers de ne répondre à aucune des questions qui leur seraient faites.

Ces mesures si rigoureuses et si cruelles même n'a-

vaient été prises que graduellement, suivant que le conseil de Bourgogne éprouvait des craintes plus vives de l'évasion de René. Trois années étaient déjà passées quand elles arrivèrent à leur entière et pleine exécution. Long-temps René avait attendu des nouvelles des siens ; dans les premiers temps de sa captivité, il en avait reçu; Isabelle, son épouse, l'avait instruit des démarches qu'elle faisait pour obtenir sa liberté, ces lettres avaient soutenu son courage, nourri ses espérances, calmé ses chagrins ; mais bientôt cette consolation lui fut ravie, il cessa de rien recevoir. Ce silence profond qui n'était interrompu que par le roulement des portes sur leurs gonds, par le bruit rauque des clés des verroux, porta bientôt au plus haut degré son impatience et son ennui. Être ainsi séparé du monde entier, ignorer tout ce qu'il brûlait de connaître, ne recevoir aucune nouvelle qui pût entretenir ses espérances, aucun indice que son sort était plaint et qu'on s'occupait d'y mettre un terme, le fit tomber insensiblement dans la plus noire mélancolie. « On m'a oublié, disait-il, en versant des larmes ; il est trop vrai ! les malheureux n'ont plus d'amis ! était — ce moi qui devais en faire la cruelle expérience ! » Puis, livré à ce sentiment, il prenait ses pinceaux, et sur des verres arrondis, il peignait des oublies ; les murs blancs de sa chambre furent peu à peu couverts de ces signes de deuil, triste expression de sa douleur et de ses espérances évanouies. Il avait aussi cultivé la musique et la poésie ; et un jour, inspiré par ces pensées déchirantes qui ne le quittaient plus, il prit sa harpe, et modula ainsi ses plaintes :

BALLADE DE RÈNÈ D'ANJOU.

Il est donc vrai, dans ces murs solitaires,
Guerrier vaincu, je me vois confiné,
Et l'écho seul à mes plaintes amères,
Répond bien loin des lieux où je suis né.
J'étais suivi d'une élite intrépide
Dont le courage à mon sort fut lié,
Mais elle a fui devant l'élan rapide
De nos vainqueurs, et j'en suis oublié.

A mon rival ils vont porter peut-être
De leur amour l'encens accoutumé;
Changeant de cœur aussi bien que de maître,
Ce sera lui, lui seul qu'ils ont aimé !
Et moi, Rêné, que leur bouche infidèle
Assura tant de constante amitié,
Le sort volage emporte sur son aile
Tous leurs serments, et j'en suis oublié.

A peine encor la coupe de la vie,
Douce au bel âge, à ma lèvre a touché;
Ma liberté, ma famille chérie,
Mon doux pays, oh ! tout m'est arraché.
Dans ce donjon, dévoré de tristesse,
A mon secours j'appelle la pitié,
A mon secours, hélas ! nul ne s'empresse;
J'eus des amis, ils m'ont tous oublié.

Mais qu'ai-je dit ? Non, il m'en reste encore,
Sur mon destin Isabelle a pleuré :
Elle regrette un époux qui l'adore,
Et qui gémit d'en être séparé.
Mais près de moi que n'est-elle venue ?
Ah ! si Philippe en eût été prié,
Il ne m'aurait point privé de sa vue :
Ainsi que tous m'aurait-elle oublié.

Et vous, doux fruits d'une chaste tendresse ,
De mes baisers vous que j'aurais convertis,
Si je n'ai pu soigner votre jeunesse ,
N'en accusez que mes affreux revers.
Je pense à vous au lever de l'aurore ,
Et Dieu par moi pour vous est supplié,
La nuit revient , à vous je pense encore ;
O mes enfants ! m'avez-vous oublié ?

Vierge héroïque, aussi belle que sage ,
Noble soutien de l'empire des lis,
Je t'admirais, quand ton bouillant courage
Du vieux Gaulois enhardissait les fils.
Quel prix, hélas ! de si grande vaillance !
Te voir périr dans les feux, ô pitié !
Tu m'as connu sous l'étendard de France ,
Ton cœur aimant ne m'eût pas oublié.

Et toi, guerrier couronné par la gloire ,
Dans les combats, de tant de beaux lauriers ,
Toi, dont le nom promettait la victoire,
O Barbazan, parle des chevaliers !
Quoi ! tu n'es plus, tu meurs pour ma querelle ,
Illustre objet d'une tendre amitié !
Aussi j'ai vu la victoire infidèle :
Ah ! toi non plus ne m'aurais oublié !

Mais de ses coups le sort en vain m'accable :
A ses rigueurs, comme un vrai chevalier ,
J'opposerai d'un cœur inébranlable,
L'impenétrable et puissant bouclier.
O vous, beaux-arts que j'aimai dès l'enfance ,
Dans ma prison accourez m'égayer ;
Avant, après l'heure de délivrance,
Jamais mon cœur ne veut vous oublier.

C'est à tort que René s'alarmait si vivement : ni la duchesse Isabelle, ni ses serviteurs ne l'avaient oublié ; un époux si tendre, un maître si bon ne pouvait inspirer à ceux qui approchaient de sa personne, à ceux que la nature ou le devoir attachaient à sa destinée, un sentiment passager qui disparaît avec sa présence. La vertueuse Isabelle, avec un courage au-dessus de son sexe, n'avait reculé devant aucun danger, devant aucun voyage, quelque lointain qu'il dût être, devant aucune sollicitation, aucune prière, quoi qu'il en pût coûter à sa juste fierté, pour mettre dans les intérêts du captif les plus puissants princes de la chrétienté, et ses efforts n'avaient point été inutiles. Deux événements imprévus parurent devoir aplanir toutes les difficultés. La mort de Louis III, frère aîné de René, l'appela à la succession de l'Anjou et de la Provence, celle de Jeanne II lui assura la couronne de Naples et de Sicile.

Les lettres qui annonçaient à René son élévation lui furent remises. A ces nouvelles inattendues, le prisonnier tomba à genoux, et levant vers le ciel des yeux pleins de larmes, il rendit grâce au Dieu consolateur qui faisait ainsi renaître dans son cœur l'espoir qu'il avait cessé de nourrir, et lui montrait dans un avenir prochain, cette liberté si chère, après laquelle il soupirait si ardemment, et le pouvoir suprême qui le touchait peu sous le rapport du droit de commander aux hommes, mais qui lui était précieux en ce qu'il lui donnait les moyens de rendre heureux les peuples soumis à sa domination.

Il y avait lieu d'espérer que de si grands événe-

ments allaient immédiatement faire cesser, ou du moins abréger sa captivité. Il n'en fut point ainsi. La Lorraine lui était disputée par le comte de Vaudemont, le royaume de Naples par Alphonse d'Arragon ; ces deux princes redoutaient sa mise en liberté, s'opposaient à ce qu'elle lui fût rendue par le duc Philippe, qui, ennemi personnel de la maison d'Anjou, et encore allié des Anglais, voyait dans René un ami de Charles VII, dont les forces pourraient se joindre à celles du monarque français.

Mais la France, que tant d'années de malheurs et de dévastations avaient épuisée, la France dont l'étranger, grâce aux divisions qu'il avait excitées et entretenues, occupait la capitale et les plus belles provinces, allait bientôt, se reposant après tant d'orages, jouir du bonheur, de l'indépendance et de la paix. Mécontent des Anglais qui, se jugeant assurés du succès, se croyaient dispensés de tout ménagement envers lui, le duc Philippe se détacha d'une cause que la postérité lui reprochera toujours d'avoir embrassée. Le 21 septembre 1435, la paix est conclue à Arras entre la France et la Bourgogne, dont les armées, se réunissant contre l'usurpateur étranger, vont bientôt délivrer la patrie de son oppresseur et le forcer de rentrer dans son île.

Cet heureux et grand événement fut pour la reine Isabelle le signal des démarches les plus actives. Touché de ses supplications, et de la douloureuse position d'un prince qui avait combattu pour lui, Charles VII demanda à son nouvel allié la liberté de René. Il l'obtint ; mais Philippe exigea pour rançon, outre

beaucoup de sacrifices ; la somme de deux cent mille florins d'or ; dont René ne paya que la moitié, le duc lui ayant fait remise du reste.

Enfin arriva le jour si long-temps désiré de la délivrance : le 25 novembre 1436, René sortit du château de Bracon et descendit à la Saline, où lui fut présenté un repas somptueux, auquel assistèrent les magistrats, le clergé et la noblesse de la villp. Il les remercia vivement de l'intérêt dont il s'était vu l'objet, les pria d'exprimer de sa part aux habitants combien l'accueil qu'il en avait reçu l'avait touché, et promit qu'avant peu ils recevraient de sa part une preuve de souvenir et d'amitié. Puis ayant remis au mayeur une somme considérable pour les indigents, il partit, accompagné jusqu'aux portes de la ville des acclamations de la population entière.

Ces promesses ne furent pas vaines. Après avoir visité la Lorraine et l'Anjou, où sa présence excita le plus vif enthousiasme, et offert dans Paris reconquis l'hommage de sa reconnaissance à Charles VII, il revint à Dijon où l'attendaient les plus brillantes fêtes : ce fut là que, par un édit du 5 mai 1437, il accorda aux habitants de Salins le privilège de passer dans tous les pays soumis à sa domination, sans payer les droits de péages et de servitudes imposés à tous les étrangers qui traversaient ses états.

C'est ce même prince auquel les peuples sur lesquels il régna, décernèrent le glorieux surnom de *bon Roi*. Souvent en butte à l'adversité, son caractère n'en reçut aucune altération. Il ne cessa de montrer, dans le cours d'une assez longue vie, que ses malheurs et

les pertes les plus douloureuses abrégèrent encore , la bonté la plus touchante, une charité inépuisable, une vive piété, une sensibilité exquise. Mort sous le beau ciel de la Provence , d'où ses restes ne purent être enlevés qu'en secret pour être transportés au lieu de sa naissance , le souvenir de ses bienfaits ne saurait y périr; il s'y transmettra d'âge en âge, digne récompense d'une belle vie dont aucun jour ne fut perdu pour la bienfaisance et pour l'exercice de toutes les vertus.

A l'instant où nous éditons cette légende, nous recevons d'un de nos savants confrères, M. l'abbé Robin, une note qui ne nous paraît pas dénuée d'intérêt , et qui , sans ôter au mérite de notre estimable confrère, rétablit certains faits qu'un littérateur peut à son gré modifier, mais que d'antiquaire ne doit pas laisser passer sans critique. Aussi nous avons trouvé convenable d'insérer la note de M. Robin.

Le petit travail de M. Bousson, sur René de Lorraine , intéressant tel qu'il l'a conçu , l'aurait été bien davantage s'il eût mis à contribution tous les matériaux que donne l'histoire sur l'illustre prisonnier de Bracon. Pourquoi n'a-t-il pas parlé de son compagnon d'infortune, messire Jean de Rodemard? Pourquoi a-t-il aussi passé sous silence la translation du captif à Dijon lors de la peste qui se déclara à Salins et à Bracon ; puis son retour dans ce castel et surtout l'ingénieux moyen qu'il avait trouvé pour correspondre avec ceux de ses officiers qui lui étaient demeurés fidèles ? Il serait

aussi à désirer que l'auteur eût eu une connaissance plus complète des institutions de son pays : il n'aurait pas donné en 1431 un mayeur à la ville de Salins qui n'en eut que depuis 1480, que Louis XI fit la première réunion des deux bourgs ; il n'aurait pas mis pour commandant à Bracon le sieur de Montsaujeon, vicomte du bourg dessous, mais le bailli de Chalon ; il aurait su que les mayeurs de Salins, Dole, etc., ne prirent le titre de vicomtes qu'au commencement du 17.^e siècle ; qu'on ne disait pas les magistrats , mais le magistrat , nom sans pluriel dans le sens d'autorité municipale ; que la grande saunerie *seulement* était soumise à la juridiction du Pardessus ; il aurait su que les habitants de la ville et même des villages voisins n'avaient pas d'ordre à recevoir du maréchal ; que s'ils ont fait quelque temps guet et escharguel au château de Bracon , c'est de bonne volonté , comme Mgr. le duc Philippe daigna leur en donner une déclaration authentique ; enfin , il serait à désirer que M. Bousson eût écrit dans le langage naïf du temps auquel vivaient ses personnages : c'était si facile , particulièrement pour lui , qui a consacré une partie de ses loisirs à la lecture des vieilles archives.

La séance est terminée par un morceau de poésie de la composition de M. Auguste Delacroix.

PRIÈRE A LA VIERGE.

15 août 1836.

D'innocence et d'amour mystérieux emblème,
Vierge sans tache et mère de Dieu même,
Marie ! on dit qu'au Ciel, assise à son côté,
Sur le front menaçant de ce juge suprême,
Ton sourire et ta voix ramènent la bonté.
A ses pieds, nuit et jour, chaste Reine des Anges,
Tu portes nos soupirs, nos vœux et nos louanges ;
Mais mes vœux, aujourd'hui, ne s'adressent qu'à toi ;
Et je viens t'implorer pour un autre que moi !

Sur cette terre en deuil d'où tu t'es envolée ,
Et que tes pas un jour à peine avaient foulée ,
Un ange reste encore égaré sous nos yeux ;
Simple femme pour nous..... et reine pour les Cieux !
Parmi les purs esprits de ta divine escorte ,
Toi seule tu connais le saint nom qu'elle porte.
Le jour qu'elle parut dans ces terrestres lieux,
Adorant sous ses traits ton image chérie,
Notre amour l'appela du beau nom de Marie !

Tu la reconnatras, à son humble maintien,
A son front gracieux et pur comme le tien,
A sa voix caressante, à ses pudiques flammes ,
(Feu sacré dont toujours la source est dans les cieux ,)
Qui brûlent dans son ame et brillent dans ses yeux !
Tu la reconnatras entre toutes les femmes !
Car, des Vierges qu'ici , pour charmer nos douleurs,
Le Seigneur répandit comme de tendres fleurs ,
Nulle n'a sa candeur et sa grâce immortelle !

Timide comme toi, comme toi douce et belle
Quand son divin regard s'est abaissé sur nous ;
On voudrait à ses pieds tomber à deux genoux,
Pour la remercier d'avoir à notre vue

Fait briller un rayon d'une joie inconnue.

.....
Souvent la nuit vers toi son ame monte et prie.
O céleste patronne ! exauce-la, Marie !

Souveraine du Ciel, accorde à ce jeune ange
Un cœur qui le comprenne et qui jamais ne change !
Fais-lui des jours sereins, et jusques au réveil
De rians souvenirs parfume son sommeil !
Que, sans jamais faillir, et le cœur plein de joie,
Sous ton œil vigilant elle marche en ta voie !
Et, lorsque parvenue au terme du chemin,
Elle verra finir le jour sans lendemain,
Sois lui toujours présente, et que ta sainte image,
O mère des douleurs, soutienne son courage !
Qu'à la clarté du jour son œil demi-fermé
S'éteigne pour jamais dans un regard aimé !
Qu'une main bien connue, à la sienne enlacée,
Réchauffe, en la pressant, sa main déjà glacée !
Et que son ame entende, en s'envolant vers Dieu,
Une voix qui la pleure et qui lui dit adieu !....

EXTRAIT DES PROCÈS VERBAUX

DES SÉANCES PARTICULIÈRES

De la Société.

Séance du 25 février 1836.

M. Rossand , ancien notaire à Saint-Amour , a fait
hommage à la Société d'un exemplaire de la nouvelle
édition de ses fables en quatrains.

LA QUERELLE DES AVRUGLES.

Entre des Quinze-Vingts s'élève une dispute
Sur la couleur de leurs habits :
L'un les dit noirs, l'autre blancs, l'autre gris.
Les fous ! Et c'est ainsi tous les jours qu'on dispute.

LE PEIGNE.

Des champions se battant pour un peigne,
S'arrachèrent tous les cheveux.
Qu'y gagna le vainqueur ? Chicaneurs malheureux,
Vous êtes bien souvent logés à cette enseigne.

L'ACACIA.

L'acacia drageonnait sur les terres voisines ;
On le scia. Mille bourgeons touffus
Repoussèrent au pied. Pour détruire un abus,
Il faut extirper les racines.

MM. Houry et Chevillard proposent d'admettre comme membre de la Société **M. Rossand**, qui nous promet une traduction en vers des fables de Phèdre, le plus pur, le plus élégant des fabulistes.

M. Delacroix, membre du conseil général de la Drôme, nous fait don de l'excellente statistique qu'il a composé pour ce département, et qui a obtenu le prix fondé par **M. de Monthyon**. **M. Costaz**, membre de l'académie, termine son rapport en ces termes : « Cet ouvrage n'est point une compilation, il est le fruit de l'observation directe et immédiate ; il présente la réunion des conditions auxquelles doit satisfaire la description statistique d'un département ; il est remarquable par le choix et par l'étendue des matières, par la méthode qui a présidé à leur disposition, par l'exactitude des faits, par la clarté et la pureté du langage. » Cet éloge de l'académicien rapporteur, analyse d'un ouvrage excellent, qui peut servir de modèle à la statistique du département du Jura, a déterminé la Société à admettre dans son sein, en qualité de membre correspondant, **M. Delacroix**, notre compatriote.

M. Guyétant, notre confrère, adresse à la Société un exemplaire de son ouvrage ayant pour titre : *Le Médecin de l'âge de retour et de la vieillesse*. Ce n'est point un livre destiné aux médecins, et que le lecteur, effarouché par les termes de l'art, abandonne après en avoir lu les premières pages. Cet ouvrage est

destiné aux gens du monde. Les préceptes d'hygiène en sont clairs et faciles à suivre. M. Guyétant peint la vieillesse sous des traits qui la rendent aimable. On ne craint pas de vieillir, tant il sait rendre légers, tant il adoucit les maux qui l'affligent si souvent. Ses conseils ne se bornent point à la vie animale. Philosophe, il soumet à son traitement l'ame des vieillards ; il ne leur refuse aucune des jouissances, il faut seulement y mettre de la modération. Il ne fixe pas de terme à l'existence de l'homme : il prétend que l'homme sage et bien constitué devrait vivre cent cinquante ans, cite de nombreux exemples de longévité ; en un mot, à la lecture de cet ouvrage, on se sent rajeunir, et en suivant les préceptes hygiéniques de notre savant confrère, on peut espérer jouir d'une vieillesse heureuse et exempte d'infirmités.

M. Clément présente à la Société un calculateur mécanique, un grapho-supplémagnétisme et un clito-mètre. Le calculateur n'est point un instrument de son invention, il ne l'adresse à la Société que pour qu'elle puisse le comparer à celui de M. Thevenot, garde forestier à Crançot. Il a été exécuté à Paris, par MM. Arbez et Wendel, dont les noms sont gravés sur l'instrument, construit avec précision il y a plus de trente ans ; on peut exécuter les quatre opérations de l'arithmétique, pourvu que les sommes et les produits n'excèdent pas dix millions. L'instrument est composé de six pignons et de sept engrenages : quand une roue à droite fait dix tours, la roue qui la touche à gauche en fait un. Des numéros indiquent

sur des cadrans extérieurs le nombre de tours qu'a faits chaque roue, et l'arithméticien lit le résultat de son calcul dans des petits carrés tangents aux cercles. Il y a un cercle pour chaque espèce d'unités ; le premier à gauche exprime les millions, et les autres successivement, les centaines, dizaines et unités de mille et les centaines, dizaines et unités d'unités.

L'instrument qu'a présenté à la Société M. Thevenot, ne diffère en rien de celui de MM. Arbez et Wendel. Comme dans celui-ci, des petits cadrans destinés à indiquer les chiffres du multiplicande et du multiplicateur, sont fixés sur les bords de l'instrument. Des aiguilles mobiles se placent, avec la main, sur les chiffres qui composent les deux facteurs. La multiplication et la division exigent, dans les deux instruments, le travail de la multiplication et division des neuf chiffres, et par conséquent l'usage de la mémoire, ou l'emploi de la table dite de Pythagore. M. Thevenot, présent à la séance, prétend n'avoir pas eu connaissance d'aucun calculateur mécanique ; il se propose de le perfectionner et de le rendre susceptible de faire toutes les opérations mécaniquement et sans faire mentalement les multiplications et divisions partielles.

M. de Chamberet, ingénieur des ponts et chaussées, a examiné l'instrument appelé par son auteur grapho-supplémagnétisme. C'est un instrument propre à mesurer les angles, il ne peut suppléer la boussole puisqu'il n'a point d'aiguille magnétique. Il est propre à la mesure ou vérification des angles que deux côtés d'un polygone font entre eux. Le rappor-

teur convient que le mécanisme en est ingénieux , et surtout très commode pour arriver par un mouvement doux dans toutes les directions.

Le niveau de pente , ou clytomètre , a déjà été le sujet d'un savant rapport de M. Quilhet , dans une de nos séances précédentes.

La Société adresse à MM. Clément et Thevenot des remerciements, au premier, pour le zèle qu'il apporte au perfectionnement des instruments de géodésie , et au second , pour l'application qu'il tente de la mécanique aux calculs arithmétiques , et l'exécution de sa machine à calculer, qu'on l'invite à perfectionner.

Séance du 6 mai.

M. Delezenne, membre correspondant, adresse à la Société diverses brochures ayant pour titres : *Notes sur la polarisation, sur la charge par cascade de la pile voltaïque et sur le pistolet de Volta, sur les formules d'interpolation donnant les forces élastiques de la vapeur, des tables de logarithmes acoustiques.* Des remerciements sont votés à l'auteur.

Les autres objets traités dans cette séance sont analysés dans le compte rendu.

Séance du 11 juillet.

M. Migne , notaire à Chaussin, offre à la Société une espèce d'ibis empaillé. C'est le petit corlieu qui a été trouvé sur les bords du Doubs, dans l'hiver de 1829.

M. Bonnet, docteur à Besançon et président d'un comité formé pour la rédaction d'un manuel d'agriculture, fait hommage à la Société d'un volume in-8.°, ayant pour titre : *Manuel pratique et populaire d'agriculture*. MM. Chevillard et Houry, considérant que ce manuel a été jugé très favorablement par le ministre de l'intérieur, et que des souscriptions nombreuses attestent la bonté et l'utilité de cet ouvrage, édité sous la direction de M. Bonnet, proposent de l'admettre au nombre des membres correspondants de la Société.

M. le chevalier Joseph Bard fait don à la Société d'une brochure in-4.°, intitulée : *Archéographie de l'insigne église collégiale de Notre-Dame et du béfroi de Baune*. C'est la dette d'un correspondant zélé, qui ne nous oublie point et que nous remercions de ce docte souvenir.

M. Gaillard, garde-général, écrit à M. le président qu'il a trouvé à la montagne de l'Aigle, près de Bonlieu, une cuirasse parfaitement conservée ; il promet de n'en disposer qu'en faveur du musée départemental. Voici l'extrait de la lettre de M. Gaillard.

« Oui, M. le président, je possède la cuirasse dont on vous a parlé : elle est très bien conservée, cependant il est facile de voir qu'elle est du temps de la chevalerie.

« Quoiqu'elle fut trouvée dans le même endroit que l'épée que je donnai l'année dernière au musée,

je pense qu'elle n'a pas armé le même guerrier , l'épée est d'une forme très ordinaire, la cuirasse au contraire est d'un beau modèle, et la ciselure en est riche et bien ordonnée. On y voit deux portraits, que je crois être les portraits d'un roi et d'une reine , plus bas deux chevaliers , et dans le milieu , c'est-à-dire entre les deux champions, la dame sans doute de leurs pensées, jouant d'un instrument espagnol (mandoline), puis un amour, l'arc débandé , posé sur son carquois, puis enfin une myriade d'emblèmes d'amour et de chevalerie composent la parure de cette armure.

« Je vous promets bien sincèrement, M. le président, que je la donnerai au musée de Lons-le-Saunier, mais je désire encore repaître mes yeux de ce monument antique , qui me reporte en idée dans le temps des Roland et des Roger. Je vous promets encore une fois, M. le président, que sans être aussi brave que preux, comme eux, je saurai tenir ma parole en vous envoyant , ou en portant moi-même l'objet de votre demande à Lons-le-Saunier. »

Cette armure est maintenant déposée au musée. Le prince d'Arenberg prétend qu'elle appartient au règne d'Henri II, comme ciselure lombarde.

M. Guyétant , présent à la séance, rend compte des moyens qu'il a pris pour obtenir des souscriptions au monument Bichat. Le nombre des souscripteurs est de 559 , et le montant des souscriptions s'élève à 5,512 francs.

' Séance publique du 30 août.

(Voyez le compte-rendu de cette séance.)

Séance du 9 octobre 1836.

MM. Chevillard et Tremeaud donnent lecture de la circulaire qu'ils ont adressée aux médecins et pharmaciens du département, ainsi qu'aux membres de la Société, pour les inviter à souscrire au monument Richat.

M. Pyot, membre de la Société, donne l'analyse suivante d'un nouvel ouvrage qu'il vient de publier, qui a pour titre *Tablettes francomtoises*. Il lit ensuite à la Société plusieurs fragments de cet écrit plein d'intérêt.

MESSIEURS,

Je suis depuis long-temps convaincu que l'histoire locale est un des éléments d'études à introduire dans nos écoles rurales, dont les jeunes sujets, pour la plupart destinés à voir s'écouler leur vie sur le sol natal, en cultivant le champ de leurs pères, s'écarteront peu de cette étroite enceinte au milieu de laquelle doit s'accomplir leur destinée ; elle leur apprendra à bien connaître les cantons et le département, d'où leur sont transmis les ordres du gouvernement auquel ils obéissent, où ils sont appelés à jouir de leurs droits

civils, où la justice leur est rendue, et avant tout, elle leur dira à quels souverains furent soumis leurs aïeux, quels furent les hommes célèbres qui ont honoré la patrie, soit par leur courage, soit par leurs talents, soit par leurs vertus. Ils connaîtront de bonne heure comment s'est établi le commerce, comment s'est développée l'industrie sur cette terre qui leur est chère, et surtout comment s'y est successivement améliorée la culture, qui doit être la plus importante occupation de leur vie entière, comme elle est la première de toutes les professions.

Dans la conviction de faire quelque chose d'utile, j'ai donc écrit l'histoire locale du Jura, et l'ai consacrée aux jeunes enfants du département ; vous avez applaudi à cette idée, Messieurs, et vous en avez, ainsi que moi, pressentis les bons effets ; vous ne regretterez pas le suffrage que vous avez daigné accorder à mon premier essai, lorsque vous saurez qu'il a reçu de deux sociétés savantes, comme la vôtre, le témoignage le plus honorable et le plus approbateur ; mais en donnant essor à cette faible production, je prévoyais déjà son insuffisance et le reproche qui me serait adressé, de n'avoir point fait les *Tablettes francomtoises* et d'avoir borné au Jura seul, les recherches que j'avais dû faire sur la province entière, et en effet, M. le recteur de l'académie fut le premier à me faire ses observations bienveillantes à ce sujet, en me disant avec bonté qu'il désirerait qu'un livre d'histoire élémentaire de cette nature, fût répandu dans le ressort de ses attributions rectorales. L'accueil flatteur qu'en fit, j'ose dire de toute part, aux *Tablettes jurassiennes*,

particulièrement sous le rapport de l'intention qui les a dictées, m'a engagé à appliquer ce livre à nos trois départements, et c'est ce nouvel ouvrage que j'ai l'honneur de vous présenter aujourd'hui comme complément de ce que le premier pouvait laisser à désirer ; toutefois, Messieurs, ne perdons pas de vue que ce n'est qu'une *Tablette*, titre modeste, qui ne révèle aucune prétention littéraire, et n'a d'autre mérite que celui de porter, parmi les classes inférieures, les premières notions de l'histoire du vieux comté de Bourgogne, et plusieurs de ses notabilités de plusieurs époques.

Vous remarquerez, Messieurs, que mon but, dans cet opuscule, a été de faire pour le peuple, c'est-à-dire pour les enfants envoyés aux écoles de la province, ce que le vénérable dom Grappin, de savante mémoire, a fait pour les jeunes gens de la noblesse et des séminaires de son temps. L'honorable bénédictin, voulant perpétuer parmi ces deux ordres privilégiés alors, les souvenirs de leur splendeur, de leur force et de leur élévation, leur adressait l'histoire de la province accompagnée de quelques documents sur la science héraldique, appliquée aux plus nobles familles du pays, et de l'origine de la noblesse et de la puissance féodale des grandes abbayes, surgissant alors de toute part au milieu de nos montagnes.

Autres temps, autres mœurs, autres besoins : du moment où les grandes commotions politiques sont venues changer l'ordre des choses, l'histoire a dû prendre une physionomie particulière, un caractère portant l'empreinte de la puissance vigoureuse des

masses, reprenant aux institutions féodales ce qu'elles leur avaient enlevé du droit naturel, à des époques bien éloignées de nous. Alors, me soumettant avec complaisance aux exigences de notre époque, j'ai voulu me faire entendre de tous, parce que tous doivent savoir quelque chose, et que le principal bienfait qui soit résulté des crises révolutionnaires qu'a subies l'état, se retrouve particulièrement dans la liberté d'enseigner et dans la salutaire mesure par laquelle on offre, de nos jours à chacun, le moyen de s'instruire; malheur à celui qui le néglige, le dédaigne, ou n'en sait pas profiter.

J'ai donc, après avoir passé en revue les dynasties de nos princes, énuméré rapidement les Francomtois célèbres, et particulièrement ceux qui, nés de parents obscurs, n'ont quitté leur village que pour suivre avec gloire la carrière ouverte à leur seul mérite; toutefois, j'ai pris aussi mes modèles dans le sein des villes, mais je n'ai pu les citer tous dans un abrégé très réduit, sans donner trop de développement à un livre populaire. J'ai divisé la seconde partie de mon ouvrage en quatre catégories : la première est consacrée aux hommes de guerre, la seconde aux hommes d'église, la troisième aux hommes de robe, et la quatrième aux artistes et aux hommes de lettres recommandables.

Parmi les élèves d'une école, chacun a sa place marquée dans l'avenir, et bien que l'horison de la gloire soit très borné pour le plus grand nombre, il n'en est pas moins vrai qu'il faut à chaque vocation des exemples de vertu qui parlent tout à la fois à l'esprit et au cœur des jeunes gens auxquels la nature a

accordé ses plus douces faveurs , ayant soin de faire sentir aux autres qu'il est, même dans la vie commune , un degré de mérite et d'honneur auquel on peut parvenir par le travail, la bonne conduite et l'accomplissement parfait de ses devoirs de citoyen.

La troisième partie de l'histoire de la Franche-Comté traite de la géographie ; les montagnes , les rivières , les villes et les bourgs de cette province y sont décrits avec brièveté , mais avec exactitude ; chaque localité importante y est présentée sous son point de vue topographique , historique et climatérique ; la statistique sommaire y occupe une petite place et satisfait à la curiosité , par l'intérêt qu'elle attache à nos villes francomtoises , qui toutes ont leur commerce ou leur industrie particulière.

On remarquera sans doute que l'ordre que j'ai suivi dans cette troisième partie , n'est pas celui qu'on adopte dans les géographies ordinaires , c'est-à-dire les descriptions par département ; mais, me reportant à l'époque où la Franche-Comté était encore indivise, je l'ai envisagée sous le rapport des grandes lignes topographiques et climatériques, et pour ne pas rompre les rapprochements qui lient nos villes les unes aux autres, soit par la nature du sol, soit par le commerce , soit par de vieilles habitudes traditionnelles , j'ai préféré à l'ordre alphabétique l'ordre de voisinage, et suivant régulièrement les trois grandes divisions territoriales du pays, j'ai passé en revue la montagne supérieure, la montagne inférieure et la plaine.

Enfin , Messieurs , la formation des trois départements en arrondissements et en cantons, la population

de chacun d'eux , leur surface territoriale , leurs richesses forestières , leurs grandes manufactures forment un tableau de statistique générale qui termine l'ouvrage dont j'ai l'honneur de vous entretenir, puisiez-vous y retrouver une nouvelle preuve de mon patriotisme et de mon dévouement.

M. Pallu , bibliothécaire de la ville de Dole , fait don à la bibliothèque de la Société d'un livre ancien et rare, intitulé : *Choix des épîtres de Lipse*, traduites par Brun , de Dole. M. le secrétaire remerciera M. Pallu d'avoir enrichi notre bibliothèque de cette traduction faite par un de nos compatriotes.

M. Bel, membre de la Société, principal du collège de Dole, nous adresse une nouvelle Grammaire raisonnée et élémentaire, dont il est l'auteur. Nous allons en donner une analyse faite par M. l'abbé Robin.

M. Bel, principal du collège de Dole, en publiant sa Grammaire française , raisonnée et élémentaire, a voulu tirer cette partie des connaissances humaines de l'ornière de l'art pour l'élever à la dignité de science, en substituant à l'*exposé dogmatique* des faits qui n'exerce que la mémoire, l'*exposé raisonné* de ces faits, des règles et des causes qui les régissent, et alliant la synthèse et l'analyse.

Son travail se. divise en deux parties : la première comprend des notions préliminaires sur l'être , le mode, le substantif , l'adjectif , la proposition, l'art , la parole, le mot et ses éléments, et des notions spéciales sur les mots variables , le substantif , l'adjectif ,

le pronom, le verbe, le participe, et sur les mots invariables, la préposition, l'adverbe et la conjonction. La deuxième partie traite du rapport, de l'idée, du jugement, de la proposition, de ses éléments, de la syntaxe envisagée sous le point de vue de l'accord et du complément, de l'analyse grammaticale, de la construction, de l'orthographe, de la prononciation, de la ponctuation, de certaines locutions vicieuses, des tropes, de l'harmonie du style, de la prosodie et de la versification.

Le chapitre préliminaire de la première partie est clair ; on y donne une idée nette de la grammaire, les objets qui y sont traités occupent leur véritable place, sauf le paragraphe des accents, qui peut-être aurait été mieux placé dans celui de la prononciation ou de l'orthographe. Les définitions du substantif et de l'adjectif sont bonnes ainsi que celles du nombre et du genre. Il n'en est pas de même des noms de choses qui ne sont ni mâles ni femelles, car on n'a pas ajouté au genre masculin tout nom de chose devant lequel on met *le* ou *un*, et au féminin tout nom devant lequel on doit placer *la* ou *une*. Le genre des substantifs aurait été mieux déterminé si l'auteur eût posé et développé ce grand principe, qu'on peut presque toujours juger du genre par le sens et en général par la terminaison, comme l'a si bien fait voir Lemare.

La classification des adjectifs est plus rationnelle que toutes celles des grammaires jusqu'à présent en usage dans les écoles : l'auteur les distribue en qualificatifs actifs, vulgairement dits participes, et en déterminatifs et

indéfinis. Néanmoins, il aurait été fort à désirer qu'au lieu de faire la quatrième sous-division, plus qu'inutile, il l'eût jointe à la deuxième, et remplacée par une classe dont la seconde devait lui donner l'idée, je veux dire celle des adjectifs passifs, vulgairement dits participes passés. Il semble avoir confondu ces deux classes, car (page 60) il dit que l'adjectif actif terminé par *ant* s'appelle aussi participe présent, et que s'il n'est pas terminé par *ant* il se nomme participe passé, comme *aimé, fini, etc.*

Ce qui est dit sur les degrés est fort clair, et en même temps aurait été très exact, si l'auteur eût appelé *expression comparative* ce qu'il nomme comparatif, car *plus grand* n'est pas plus un comparatif que *je suis parfait* n'est verbe passif : il y a dans le premier expression comparative, et dans le deuxième idée passive. Nous en dirons autant du superlatif : les seuls mots qui méritent *rationnellement* ce nom sont *minime*, et les adjectifs en *issime* ; *le plus grand, très grand, etc.*, sont des expressions superlatives qui rendent des superlatifs latins.

Le pronom est appelé avec raison un vrai substantif. En effet, il désigne un être subsistant par lui-même ; mais l'appellation vulgaire conservée par l'auteur est vicieuse, cette sorte de mots ne se met pas indifféremment à la place du nom, comme le prétendent les grammaires routinières, ni souvent, comme le dit M. Bel : car le nom ne s'emploie pas quand on parle ou qu'on est interpellé, mais les pronoms *je, nous, tu, vous, que* ont été inventés pour marquer le rôle avec l'acte de la parole, et non pour éviter la ré-

pétition désagréable du substantif, comme l'affirme l'auteur. Le prétendu pronom est un vrai substantif, mais un substantif relatif. Après avoir dit : « Le pronom est un vrai substantif, puisqu'il désigne un être subsistant en lui-même, » M. Bel aurait dû ajouter et un vrai substantif relatif, parce qu'il marque les rôles que les êtres jouent dans le discours.

La définition du verbe donnée par Guérault est préférable à celle de notre auteur, car celui-ci l'appelle un mot qui unit ou lie l'adjectif à son substantif, et l'ex-proviseur un mot par lequel nous énonçons que la personne ou la chose dont nous parlons est en tel ou tel état, ou fait telle ou telle action. Il n'y a rien à dire sur les personnes et les nombres. Les définitions des temps et des modes sont claires, simples et très philosophiques ; de même celles des différentes sortes de verbes, sauf qu'il eût fallu noter que ce qu'on appelle vulgairement verbes passifs, ce sont proprement des expressions passives. On aime voir l'infinitif appelé mode impersonnel, et les verbes qui ne s'emploient qu'à la troisième personne unipersonnels, de telles dénominations sont très utiles quand on veut parler à l'intelligence des enfants.

Sans doute que M. Bel a craint de trop s'écarter des usages reçus en suivant dans la distribution des temps pour la conjugaison le vieux chemin ; que s'il eût été libre il les aurait groupés suivant leurs analogies lexicographiques, mettant les dérivés à la suite des primitifs comme l'a fait avec tant de logique le philologue Lemare, et aurait surtout mis ensemble les temps composés. Mais pourquoi au moins, comme

Letellier, n'a-t-il pas mieux caractérisé les terminaisons et uni les auxiliaires par une seule forme du participe passé pour l'actif; et supprimé le barbare passé antérieur indéfini dont on ne se sert plus. Enfin l'orthographe des verbes eût été mieux dans une partie distincte de la grammaire, comme l'a fait encore Letellier.

Quant aux invariables dits prépositions et adverbes, nous nous plaçons à rendre un entier témoignage à l'auteur; il en a parfaitement senti la valeur: la préposition ne marque qu'une idée de corrélation, et l'adverbe est un modificatif en tant que phrase élliptique servant à modifier les propositions. Il a surtout bien fait de laisser de côté les sous-divisions que font les grammairiens.

Les notions sur le rapport, l'idée, le jugement, la proposition et ses éléments, données comme préliminaires à la syntaxe, renferment des faits trop difficiles pour l'intelligence du jeune âge; Letellier me paraît plus simple à cet égard quoiqu'il fasse aussi entrer dans son préambule des choses qui appartiennent à la construction. Après ces notions M. Bel définit l'analyse en général et l'analyse logique, et présente un modèle de cette dernière, qui nous paraîtrait plus convenablement placée à la suite de la construction, qui doit traiter de la définition et théorie des phrases, périodes et propositions, et de l'arrangement, division et disposition de ces dernières. C'est une partie distincte de la grammaire, comme le disent Dumarsais et Condillac.

La syntaxe a pour but de connaître les principes.

qui déterminent l'emploi de telle ou telle forme selon les différents rapports qu'on veut que les mots expriment. Quoique la raison universelle, qui est le besoin de se faire entendre, ait présidé à la formation de toutes les langues, cependant chacune a plus ou moins de tours de phrases qui s'éloignent aussi plus ou moins des règles générales du langage. Voilà ce qu'il eût fallu distinguer dans la nouvelle grammaire raisonnée; déterminer d'abord le genre et le nombre de mots déclinables, l'accord de l'adjectif avec le nom, celui du verbe avec son sujet, la voix, le mode, le temps, etc., qu'on veut exprimer, ensuite traiter des mêmes classes de mots dans les usages particuliers à notre langue. C'est ainsi que Burnouf a divisé sa syntaxe grecque. Cette distribution aurait un grand avantage pour les étudiants quand ceux-ci passeraient à une grammaire latine rédigée ensuite de la même idée.

Envisagés indépendamment de leur disposition, les principes sont généralement exposés d'une manière à la fois rigoureuse et claire, surtout la syntaxe du participe passé que l'auteur ramène à une règle unique qui a fort peu d'exceptions, l'emploi des modes et temps du verbe et l'usage du subjonctif et du conditionnel. Le détail ne laisserait rien à désirer, si M. Bel, au lieu d'exemples qui ne disent presque rien à l'esprit, eût pris des passages de nos bons auteurs. Il nous semble aussi qu'il aurait dû terminer la syntaxe par des exercices d'analyse; que c'était-là leur place.

De même c'est dans la construction qu'il fallait donner la théorie complète du discours, des phrases, périodes et propositions, c'est-à-dire expliquer leur

essence leur division relativement à leur nature et disposition, leur arrangement logique et usuel, l'analyse logique, et terminer cette partie par des exercices de cette seconde sorte de décomposition. Ces différentes choses, il est vrai, n'ont pas été oubliées, mais elles se trouvent éparses dans le corps de l'ouvrage. L'auteur n'envisage dans la construction que la place usuelle des mots qui du reste est bien traitée.

Il faut aussi retourner à la syntaxe d'accord pour l'orthographe relative. Quant à l'orthographe absolue, on regrette que l'auteur y ait entremêlé des règles de prononciation : mais on est dédommagé dans son traité de ponctuation et dans celui de versification qui terminent son ouvrage.

En résumé, si la grammaire raisonnée de M. Bel ne nous paraît pas exempte de taches sous le point de vue auquel tendait l'auteur, c'est-à-dire de donner un exposé raisonné des faits, des règles et des causes qui les régissent, nous croyons du moins qu'il a bien approché du but, surtout dans la première partie et dans presque toutes ses définitions. On doit le louer en particulier de les avoir constamment fait suivre de matières d'exercices : rien n'est plus propre à inculquer les principes et s'assurer des progrès.

M. le prince d'Arenberg a adressé à M. le préfet, pour le musée de la Société, deux armures qui proviennent de l'arsenal de Soleure. On les y conservait comme dépouilles des Bourguignons tués à la bataille de Morat. Notre confrère a justement pensé que ces trophées conquis sur Charles-le-Téméraire, acquer-

reient un nouvel intérêt en rentrant dans l'ancien comté de Bourgogne. Achetés à la vente faite à l'arsenal, dans le but de les offrir à la Société d'Émulation, ils seront appréciés par les amis de l'histoire de la province. La Société vote des remerciements à M. le prince d'Arenberg.

M. Guillon, docteur ès-sciences et pharmacien, l'un de nos compatriotes, adresse à la Société, 1.^o un manuscrit intitulé *État de la doctrine des chimistes d'Allemagne, considérée comme progrès, et application de leur théorie à quelques faits de pratique*; 2.^o un discours sur le but des sociétés philanthropiques; 3.^o l'*Histoire du choléra de Marseille*, à laquelle M. Guillon n'a travaillé que comme collaborateur. Il manifeste le désir d'être membre correspondant de la Société.

Voici l'analyse de son premier mémoire par M. de Chamberet, notre confrère.

MESSIEURS,

Vous m'avez chargé de vous faire en peu de mots l'analyse du mémoire de M. F. Guillon, docteur ès-sciences.

L'auteur annonce qu'il a pour but de faire connaître la doctrine chimique de Berzélius, que les savants français et anglais n'ont, dit-il, consigné que pour mémoire. Nous pensons que les travaux du savant Suédois ont été mieux appréciés en France qu'on ne le suppose ici; nous avons vu M. Dumas, un des chi-

mistes les plus distingués de France , posséder à fond et enseigner la méthode de Berzélius. Ampère lui-même avait non-seulement entrevu les causes de l'affinité, mais ouvert largement cette nouvelle voie par ses belles recherches , je dirais presque ses inspirations électro-magnétiques.

Quoi qu'il en soit, l'auteur du mémoire entre dans l'exposé des faits qui ont servi de base au système de Berzélius. Tous les corps contiennent une quantité spécifique de fluide électrique , mais chez les uns surtout l'oxygène, le chlore etc., la pile voltaïque déterminent de l'électricité négative; chez les autres, surtout le potassium, le sodium, etc., le fluide positif. D'où Berzélius a conclu, par analogie à ce qui se passe entre les deux fluides électriques, que le potassium doit offrir plus d'affinité pour l'oxygène ; et, au contraire, l'or et le palladium en offrir le moins , comme étant par la nature de leur fluide électrique les moins éloignés de ce gaz dans l'échelle électro-chimique. Il a conclu encore que tout corps qui occupe dans l'échelle un rang éloigné de l'oxygène, enlèvera ce corps à ceux qui le précèdent , comme étant électrisé plus positivement qu'eux par rapport à l'oxygène.

C'est cet éloignement plus ou moins grand dans l'échelle électro-négative, qui constitue ce que les anciens chimistes appelaient l'*affinité* , effet dont ils ne connaissaient pas la cause.

Cette cause une fois découverte , l'oxygène n'était plus pour Berzélius un corps à part (1). C'était seu-

(1) Il n'en était plus un non plus pour Gay-Lussac depuis long-temps. (Note de M. de Chamberet).

lement un corps occupant le premier rang dans l'échelle électro-négative. Dès-lors sa nomenclature a dû être changée ou plutôt étendue ; ainsi , de même que nous avons des *oxides*, nous aurons des *chlorides*, des *sulfides*, etc.

L'auteur fait voir ensuite comme cette théorie explique merveilleusement la combinaison des acides avec les oxides métalliques , tandis que les acides ne peuvent se combiner avec les métaux. C'est que le métal, en s'oxidant, perd de ses qualités électro-positives pour en acquérir de négatives, qui déterminent la combinaison avec l'acide, lequel se trouve électro-positif.

C'est ainsi que dans la nature les pyrites passent à l'état d'abord de sulfides, puis de sulfates.

Passant à l'examen du phénomène de la combustion, que Lavoisier définissait la combinaison d'un corps avec l'oxygène , l'auteur fait voir que dans cette théorie si belle pour l'époque, plusieurs phénomènes, tels que celui du dégagement de calorique dans la formation de l'eau par la combustion, de l'hydrogène par l'oxygène , ne trouvent pas d'explications satisfaisantes ; tandis que, dans le système de Berzélius, les faits sont clairement expliqués et généralisés.

Le mémoire se termine par cette conclusion, que l'étude de la chimie sera beaucoup simplifiée par la théorie de Berzélius , et qu'il n'y aura qu'à connaître les tables des propriétés électro-chimiques des corps pour les ranger dans l'ordre de leur affinité , et par conséquent prévoir les phénomènes.

Cette théorie fournit aussi des explications très

satisfaisantes sur un grand nombre de faits inexplicables sans elle.

L'auteur ne va cependant pas jusqu'à partager l'engouement des savants allemands qui voulaient aller jusqu'à rendre raison des phénomènes de la vie par l'électricité et le magnétisme, sans égard aux influences de la vitalité.

Le travail de M. Guillon est traité d'une manière intéressante et digne de fixer l'attention de la société, aujourd'hui que les études chimiques sont d'un si haut intérêt, et je pense que la société doit lui en adresser des remerciements.

M. Barbier, capitaine de frégate, fait don à la Société d'une collection de coquilles et de minéraux.

M. Roux-de-Rochelle, membre correspondant, nous adresse un recueil mensuel ayant pour titre *l'Univers pittoresque*, dans lequel notre savant compatriote rédige l'histoire de l'Amérique.

Séance du 19 décembre 1836.

M. de l'Epine, receveur principal des douanes, a fait don au musée départemental 1.° d'un coquillage en ivoire, monté en tabatière, travail du moyen-âge, très curieux ; 2.° d'une médaille en bronze, très grand volume, frappée à l'occasion de la naissance du duc de Bordeaux.

Dans cette séance, on s'est occupé d'organisations

de comices agricoles. On a fait une analyse verbale de l'excellent manuel d'agriculture de M. Moll, édité à Nancy, et recommandé par le ministre aux instituteurs.

M. Bryon, d'Arbois, et M. Perrin, notre confrère, nous adressent leurs écrits imprimés sur la vaine pâture.

M. Charles Dupin transmet à la Société un tableau des intérêts de la France, relatifs à la production et au commerce des sucres de cannes et de betteraves.

Séance publique du 23 décembre 1836.

(Voyez le compte rendu, page 65 de ce volume.)

Après la séance publique, la Société s'est formée en séance ordinaire, pour procéder au renouvellement de son bureau. La Société a nommé, pour l'année 1837, M. Chevillard, président, M. Quilhet, vice-président, M. Tremeaud, trésorier, et M. Houry, secrétaire adjoint.

Dans cette même séance, elle a nommé membre correspondant M. Jeangerard, lieutenant de vaisseau, qui s'occupe avec le plus grand zèle d'histoire naturelle et d'agriculture, et M. Gaulard, professeur de physique à Verdun, né à Bersaillin, département du Jura; il a fait hommage à la Société d'une description géologique du département de la Meuse. Puisse-t-il, dans ses excursions au pays natal, doter notre département d'une bonne géologie qui nous manque.

La Société a admis, en 1836, comme membres résidents, MM. Cotheret, conservateur des forêts; Rossand, ancien notaire à Saint-Amour; et comme membres correspondants, MM. Bonnet, docteur en médecine, à Besançon; Delacroix, membre du conseil général de la Drôme; Doutrémont, homme de lettres, Victor Considérant, rédacteur de la *Phalange*; Delezenne, membre de la Société royale des Sciences de Lille; F. Guillon, docteur ès-sciences, pharmacien, à Lyon; Jeangerard, lieutenant de marine, et Gaulard, professeur de physique, à Verdun.

Dans la liste des membres de la Société, imprimée en 1836, c'est à tort qu'on a omis le nom de M. Ch. Laumier, ancien secrétaire-adjoint.

PROGRAMME

DES PRIX PROPOSÉS

PAR

LA SOCIÉTÉ D'ÉMULATION DU JURA,

pour être distribués en 1838.

La Société n'ayant reçu avant le 1.^{er} juin 1837, aucun mémoire sur les deux premiers sujets de prix qu'elle avait proposés en 1836, considérant sur le premier, que les nombreux incendies qui ont affligé le département, sont un nouveau motif de remettre au concours cette importante question, qu'un mémoire lui a été adressé sur ce sujet, mais est parvenu trop tard pour pouvoir être soumis à l'examen d'une commission ;

Sur le second, que plusieurs hommes de lettres se proposent de concourir pour l'éloge historique du général Lecourbe, que son illustration date des premières années de la révolution, qu'il a traversé avec gloire les époques désastreuses qui ont pesé sur la France ; que sa retraite sous l'empire est due à l'excès de son patriotisme, qu'il a fait éclater de nouveau à la tête de

nos cohortes victorieuses, quand la France a demandé le secours de son bras ;

Remet au concours ces deux sujets de prix.

I.

Quels seraient les moyens à employer pour rendre les incendies moins désastreux et moins fréquents, dans le département du Jura.

La Société désire qu'en traitant cet important sujet, les concurrents fassent la statistique des incendies qui, depuis quinze ans, ont désolé le département du Jura ; qu'ils en recherchent les causes, qu'ils estiment les dommages causés par ces événements désastreux, qu'ils apprécient les avantages et les inconvénients des compagnies d'assurance ; ils étudieront avec soin les habitudes de chaque localité, dans leurs rapports avec la construction des habitations rurales, et avec les besoins de la vie ordinaire, pour signaler ensuite ce qu'elles ont de dangereux, et en proposer d'autres plus en harmonie avec le but que se propose la Société.

Les concurrents prendront également en considération les moyens d'exécution que peut fournir chaque localité, et qu'en proposant, par exemple, de substituer pour la construction tels matériaux à tels autres qui leur paraîtront être pour les flammes un aliment facile, ils ne fassent pas des propositions impossibles à accueillir par l'éloignement ou le haut prix des matières dont ils recommanderont l'emploi. On veut que les habitations offrent moins de prise

aux incendies , et cela par des moyens à la portée de tout le monde , variant s'il le faut d'un canton à un autre , et ne jetant point ceux qui voudront les employer dans des dépenses auxquelles l'état de leur fortune ne leur permettrait pas d'atteindre.

II.

Éloge historique du général Lecourbe.

Ce sujet est d'autant plus intéressant à traiter, que la carrière du général Lecourbe commence aux premières campagnes de la révolution française, qu'elle se termine à la seconde abdication de l'empereur. Elle donnera lieu de peindre à grands traits les cinq actes de notre histoire révolutionnaire : la royauté constitutionnelle de Louis XVI, la convention, le directoire, l'empire et la restauration, et d'examiner le rôle politique et militaire qu'a joué notre compatriote, sur cette scène d'un intérêt encore palpitant.

Lecourbe, Moreau, Napoléon, doivent paraître dans le riche tableau qu'on propose pour sujet de prix. On pourra le traiter sous la forme oratoire comme les éloges académiques, historique comme la vie d'Agri-cola, dramatique comme Thomas dans son éloge de Marc-Aurèle.

Chacun des prix sera de la valeur de 300 francs ; ils seront décernés dans la première séance publique de l'année 1837. Les écrits envoyés au concours devront parvenir au secrétariat de la Société avant le 1.^{er} juin. Les auteurs ne doivent pas faire connaître leur nom, qui sera écrit dans un billet cacheté.

PRIX PROPOSÉS

PAR

LA SOCIÉTÉ D'ENCOURAGEMENT.

PRIX REMIS AU CONCOURS POUR 1838.

Prix pour le perfectionnement de la construction des fourneaux.

La Société d'Encouragement propose

1.^o Un prix de la valeur de *trois mille francs* à l'auteur du mémoire qui aura amené à un haut degré de perfection la construction des fourneaux propres à l'oxidation des métaux ;

2.^o Un semblable prix de *trois mille francs* au concurrent qui aura enseigné les moyens de parfaitement établir les fourneaux destinés à la fonte des métaux et à la réduction des oxides métalliques.

La Société d'Encouragement, désirant hâter et faciliter, le plus possible, la solution de ces questions, si importantes pour les progrès de notre industrie manufacturière, a, de plus, pensé qu'un puissant moyen d'arriver à ce but, serait d'obtenir des fabricants qui ne voudraient pas concourir pour ces prix, le tableau exact des dimensions, de la dépense en combustible et des effets des différents fourneaux construits dans leurs ateliers ; elle a, en conséquence,

décidé qu'il serait accordé, indépendamment des prix dont il est question, des médailles d'encouragement aux fabricants qui lui auront fait connaître les résultats les mieux constatés, les plus complets et les plus avantageux.

Les mémoires envoyés au concours devront parvenir au secrétariat de la Société, avant le 1.^{er} juillet 1838.

Les prix seront décernés, s'il y a lieu, dans la séance générale du deuxième semestre de la même année.

Prix pour la fabrication des bouteilles destinées à contenir les vins mousseux.

La Société d'Encouragement propose un prix de la valeur de *trois mille francs* pour le verrier qui, pendant deux années consécutives, aura fourni aux négociants en vins mousseux, cinq mille bouteilles qui satisferont aux conditions suivantes :

1.^o Que le prix nouveau ne dépasse pas d'un quart l'ancien prix;

2.^o Que la capacité moyenne soit comme dans les bouteilles en usage, et le poids moyen du verre de 880 à 890 grammes.

Les concurrents adresseront quatre cents bouteilles dont l'origine sera constatée par les autorités locales, par les ingénieurs des ponts et chaussées et par ceux des mines du lieu des fabriques.

† Ces bouteilles devront résister, moyennement, à une pression de 25 atmosphères, et la force moyenne

du tiers des plus faibles bouteilles essayées ne devra pas descendre au-dessous de 21 atmosphères ; c'est-à-dire que , si l'on opère sur quatre-vingt-dix bouteilles pour déterminer la force moyenne , on exige que les trente plus faibles aient encore une force moyenne supérieure à 21 atmosphères (1).

La Société verrait avec intérêt que les concurrents joignissent à leurs envois la description des procédés de fabrication ; mais elle n'en fait pas une condition de rigueur.

Les pièces et les bouteilles seront adressées au secrétariat de la Société avant le 1.^{er} juillet 1838.

Le prix sera décerné, s'il y a lieu , dans la séance générale du deuxième semestre de la même année.

PRIX PROPOSÉS POUR L'ANNÉE 1844.

Pour l'introduction de l'élève des vers à soie dans les départements où cette industrie n'existait pas avant 1830.

MÉDAILLES.

Des médailles d'or , de platine et d'argent seront décernées , en 1844 , aux cultivateurs ou proprié-

(1) Les bouteilles seront essayées à la machine construite , à cet effet , par M. Collardeau , ingénieur en instruments de physique, rue du Faubourg-Saint-Martin, n.º 56.

taires qui, dans les départements où l'industrie de la production de la soie grège n'existait pas en 1830, auront obtenu le plus grand nombre de cocons pendant les années 1841, 1842 et 1843.

Dans la répartition de ces médailles, la Société prendra en considération surtout la bonté des procédés de culture des mûriers et l'éducation des insectes.

Ces procédés devront donc être soigneusement décrits, et l'exactitude des faits avancés par les concurrents authentiquement constatée par les maires ou par des membres des Sociétés d'agriculture.

Prix pour l'introduction de filatures de soie dans les départements où cette industrie n'existait pas avant 1830.

Un premier prix de *deux mille francs*, un second de *quinze cents francs*, et un troisième de *mille francs* seront décernés, en 1844, aux associations ou aux particuliers qui, dans les départements où l'industrie de la soie n'existait pas avant 1830, auront établi, d'après les meilleurs procédés, une filature de soie, et qui, dans les années 1841, 1842 et 1843, auront filé le plus de soie.

Le minimum de la soie grège tirée pendant ces trois années, devra être d'environ 50 kilogrammes, dont 25 kilogrammes, au moins, provenant de cocons produits dans l'établissement.

La preuve des opérations devra être faite par *procès verbaux annuels* authentiques, certifiés par les maires ou par les délégués des Sociétés d'agriculture, sans qu'il puisse s'élever de doute sur les faits.

La Société ajournerait la remise des médailles et prix, si les conditions n'étaient pas remplies en 1840 et 1844, et si, à cette époque, il se présentait des concurrents qui donnassent des probabilités de les remplir dans les années suivantes.



TABLE

DES MATIÈRES.

TRAVAUX DE LA SOCIÉTÉ EN 1835.

Séance publique du 27 septembre 1835.

Discours de M. Chevillard, président	page 5
Expérience faite avec la charrue Grangé, et celle à deux socs de M. Bouillier, de Lieffenans, par MM. Godefin et Oudard	11
Mémoire sur la culture du mûrier et l'éducation des vers à soie, par M. Bertaud, capitaine de recru- tement	26
Sur le squelette humain trouvé dans les grottes de Loisia, par M. Houry.	82

Séance publique du 20 décembre 1835.

Discours de M. Heim, préfet	93
Eloge de M. Courvoisier, ancien garde des sceaux, par M. Marquiset, membre de la Société	98
Costume des vieux montagnards du Jura, analogie du vêtement du Séquane avec ceux du Persan et du Tartare, par M. Désiré Monnier	111
Amélioration des classes indigentes, par M. Ducret.	113
Une Matinée de printemps	119
Le Poète convalescent	121

Séances particulières.

Sur les vices rhédictoires, par M. Foblant	127
Découvertes au bord du lac d'Antre, par M. Tre- meaud	129
Antiquités trouvées au Mont-Saint-Afrique, Vilette,	

Blye, Clairvaux et Lons-le-Saunier, par M. Désiré Monnier	132
Mémoire sur la résistance vitale, par le docteur Pyot.	139
Monument en l'honneur de Bichat.	163
Dons faits par divers au musée départemental . . .	167
Programme des prix proposés	169
Liste des membres de la Société.	181

TRAVAUX EN 1836.

Séance publique du 30 août 1836.

Discours de M. Lepasquier, préfet du département, président honoraire.	5
--	---

COMPTE-RENDU.

Analyse d'un discours de M. Gerrier, sur l'agriculture	10
Culture du mûrier	11
Calculateur mécanique, par M. Thevenot	12
Sur les Tablettes jurassiennes de M. Pyot, par M. Chevillard	13
Nouvelles considérations sur l'enseignement primaire et secondaire, par M. Robin	20
Considérations générales sur les forêts, par M. Cotharet	26
Aperçu médico-topographique sur le val de Mièges, par M. Germain, docteur à Nozeroy	36
Eloge de M. Heim, par M. Chevillard	45
Sur la statistique de M. Pyot, par M. Chevillard . .	61
Le Sylphe et le Berceau, par M. Germain.	63

Séance publique du 23 décembre.

Discours de M. Chevillard sur les comices agricoles.	65
Projet de loi sur l'instruction secondaire, par M. Houry	79
Fabrication du sucre de betteraves, à Bletterans .	105
Sur deux incendies de la ville de Lons-le-Saunier, en 1509 et 1536, par M. D. Monnier.	111

Sur des médailles trouvées à Villars-d'Héria, Trenal, Crançot et Cuiseaux, par M. Tremeaud . . .	119
Le Prisonnier de Bracon, par M. Bousson de Mairet . . .	125
Note sur cette légende, par M. Robin.	139
Prière à la Vierge, par M. Delacroix	141

Séances particulières.

Fables en quatrains, de M. Rossand	143
Statistique de la Drôme, par M. Delacroix	144
Le Médecin de l'âge de retour, par M. Guyétant . . .	144
Calculateur de M. Thevenot, clitomètre de M. Clément . . .	145
Manuel pratique d'agriculture de M. Bonnet.	146
Cuirasse trouvée près de Bonlieu, par M. Gaillard . . .	146
Tablettes francomtoises, par M. Pyot	150
Grammaire de M. Bel, membre de la Société d'Émulation	155
Armures offertes à la Société par le prince d'Arenberg	161
Sur la Théorie chimique de Berzélius, par M. Guillon, docteur ès-sciences.	162
Dons offerts au musée départemental	165
Membres élus en 1836	167
Programme des prix proposés par la Société d'Émulation.	168
Prix proposés par la Société d'Encouragement . . .	171

FIN DE LA TABLE.



3 9015 02273 2302

